

Éditorial

Sur le CODESRIA et l'espace public africain

L'histoire retiendra que le mois de décembre 2008 a une triple signification dans la vie du CODESRIA : premièrement, c'est en ce mois que fut organisée la 12^e Assemblée générale du Conseil ; deuxièmement, c'est le mois qui a vu le Conseil commémorer son 35^e anniversaire et troisièmement, ce mois a marqué un changement à la tête du CODESRIA, avec une passation de service harmonieuse entre l'ancien et le nouveau Secrétaire exécutif.

Du 7 au 11 décembre, la ville de Yaoundé au Cameroun a accueilli plus de 400 participants, venus d'Afrique et d'ailleurs, parmi lesquels figurent des intellectuels, des étudiants, des bailleurs, des représentants d'organisations non-gouvernementales (ONG) et des décideurs de politiques ; tout ce monde s'est réuni pour présenter des exposés, échanger et débattre autour du thème : « Administration de la sphère publique en Afrique ». 65 partenaires institutionnels et les doyens de plus de trente universités africaines étaient également présents à cette occasion. Le choix du thème de l'Assemblée générale rappelle non seulement l'engagement du CODESRIA à promouvoir un savoir critique au sujet de la gouvernance en Afrique, mais également sa mission, celle d'être à la pointe de la recherche en sciences sociales, façonnées et projetées à travers une valeur ajoutée purement africaine en théorie et dans la pratique. Bien trop souvent, les discussions sur la sphère publique en Afrique ont eu tendance à faire une transposition plutôt que d'analyser de manière critique les indicateurs euro-centriques à la *Jurgen Habermas*. Elles manquent ainsi d'appréhender combien la diversité et riche créativité, les expériences et les processus africains ont enrichi l'idée de la sphère publique.

La conférence de l'Assemblée générale a ainsi fourni une occasion particulière d'examiner et de débattre des points de vue opposés et complémentaires sur la compréhension que les uns et les autres ont de la sphère publique. Ces échanges s'inspirent surtout des théories de la sphère publique établies par les africains à travers leur savoir et leurs œuvres littéraires et philosophiques. Les exposés et les débats ont mis un accent particulier sur divers phénomènes et aspects de la communication sociale qui varient de la rumeur à la participation politique à travers la culture populaire, des publics virtuels et la politique publique, entre autres, pour démontrer que certaines des idées de Jurgen Habermas sont adaptées au contexte africain et que d'autres ne le sont pas. Le fait que l'Etat ait imposé des limites à la sphère publique et à l'espace public, particulièrement dans le domaine politique, a stimulé l'imaginaire populaire à utiliser des métaphores, le chant, les rumeurs, l'humour, l'ironie, la satire et la dérision pour étayer et exprimer des points de vue politiques. Les écrivains africains ont utilisé leurs talents de créateurs littéraires, en se servant du symbolisme et de la représentation pour traiter des questions sociales, politiques et religieuses de la sphère publique. Si on dit des religions qu'elles relèvent de la sphère privée ou de la sphère intermédiaire, c'est que l'institution religieuse jouit d'une grande influence en Afrique au point de pouvoir porter la religion dans la sphère publique. La sphère publique peut s'élargir à partir de la base, à travers la mobilisation et des pressions exercées, notamment par l'utilisation des

TIC, envers ceux qui sont au pouvoir pour qu'ils lui accordent plus de champ d'exercice au bénéfice du bien public.

Les études présentées témoignent de l'étendue de l'emploi du concept de la sphère publique et ont par là réussi à appréhender la multiplicité des espaces et structures collectifs, délibératifs, entrelacés et contestés qui caractérisent la société africaine. Elles ont, par ailleurs, mis en exergue la spécificité historique de la sphère publique africaine, ses nombreuses dimensions, contradictions et transformations. Surtout, elles ont renforcé le caractère approprié de l'accent mis par le CODESRIA sur le recueil d'analyses multidisciplinaires comme moyen de préserver l'étude de l'Afrique des analogies erronées tirées des lectures un peu simplistes de l'histoire de l'Europe et des Etats Unis. Les travaux novateurs présentés ont montré que bien des choses ont été réalisées par les africains pour élaborer des concepts, des théories et des méthodes qui appréhendent les caractéristiques générales et spécifiques de la sphère publique africaine telle qu'elle a évolué au fil du temps.

A travers les présentations et les discussions, les participants ont pu revisiter plusieurs débats sur la démocratie et le développement surtout que ces thèmes ont un rapport avec la question de la citoyenneté en Afrique et dans le monde. La nécessité d'un Etat qui soit à la fois démocratique tout en œuvrant au développement comme meilleure garantie de la citoyenneté et de ses droits, a toujours été au cœur de la posture critique que le CODESRIA affiche à l'égard de la philosophie et des hypothèses qui fondent le marché néolibéral. La nécessité de maintenir un équilibre judicieux entre l'agence individuelle et les aspirations collectives, d'une part, et entre l'Etat et le marché, d'autre part, (longtemps sous-estimée par le fondamentalisme du marché) redevient un sujet d'actualité. C'est le cas même dans la forteresse du néo-libéralisme où la crise financière mondiale actuelle a obligé le gouvernement des Etats Unis et ceux d'Europe à plaider pour le renforcement du rôle de régulateur et de l'implication de l'Etat au-delà de la simple garantie d'un environnement propice qui fait de la cupidité son credo. On ne saurait souligner assez les réalisations du CODESRIA à travers cette posture pour le savoir critique tout en tenant compte, par ailleurs, de la nécessité pour le CODESRIA de poursuivre la recherche sur les expériences politiques des pays africains par rapport à la sphère publique. Le CODESRIA doit poursuivre sans relâche, en Afrique et dans le monde, la même lutte contre la marginalisation du savoir africain et d'autres régions non-occidentales, tout en poussant la communauté des chercheurs africains en sciences sociales à réaliser des travaux de recherche et à produire une connaissance qui remet en cause l'afropessimisme ambiant au-delà de la pure rhétorique. Certes, nous devons associer la recherche scientifique à l'action sociale et politique, mais le meilleur moyen de défendre la contribution de l'Afrique à la production mondiale de la connaissance c'est encore de produire une science de qualité.

La mission du CODESRIA a été et est encore de s'attaquer au déséquilibre mondial qui caractérise la production et la consommation de la connaissance pour lesquelles, comme on a l'habitude de le voir, l'Afrique est marginalisée même lorsqu'il s'agit

des questions afro-africaines. Son appel en faveur d'une nouvelle politique à cet égard, celle qui privilégie la valeur ajoutée africaine en théorie et dans la pratique, était au centre des huit années qu'Adebayo Olukoshi a passées à la direction de l'institution comme Secrétaire exécutif du Conseil. Il faut inscrire au crédit de celui-ci d'avoir sorti le CODESRIA des graves crises financière, administrative et de réputation où il avait trouvé le Conseil quand il a pris fonction en qualité de Secrétaire exécutif en février 2001. Au titre de sa contribution, il a d'abord réussi grâce à sa direction éclairée à sortir le CODESRIA de la situation de crises sévères où il était empêtré pour en faire une institution vibrante, solide et multi-générationnelle ; il a réactivé des partenariats à travers les régions du Sud et amené le Conseil à occuper la place qui est le sien dans les organisations mondiales du savoir telles que le Conseil international des sciences sociales. L'Assemblée générale a reconnu la qualité exceptionnelle de son leadership et de ses initiatives en tant que bâtisseur telles que manifestées par le maintien d'un Secrétariat fort, dynamique et uni ; par l'intégration de jeunes chercheurs dans les programmes et activités et leur adhésion au Conseil, et par l'établissement de liens entre différentes générations d'intellectuels africains. Ces réalisations le singularisent assurément comme un panafricaniste hors pair et remarquable de par sa vision, ses pensées, ses faits et gestes, ses relations publiques et ses solides réalisations.

Dans son discours d'adieu intitulé « Que de chemin parcouru pour en arriver là ! », Adebayo Olukoshi a expliqué comment son enfance et son environnement l'ont préparé à ce travail de Secrétaire exécutif du CODESRIA. S'il a pu conduire le bateau à bon port tel un commandant de bord après une traversée de huit années parsemées d'embûches, c'est surtout grâce à la situation sociopolitique qui l'a vu grandir, étudier, militer au sein de mouvements d'étudiants, vivre et travailler. Parmi ces facteurs qui l'ont façonné figurent en bonne place l'Université Ahmadu Bello, une institution d'orientation extrêmement panafricaniste où il a fait ses premières années d'études universitaires, son personnel panafricaniste et les mouvements d'étudiants où il a eu à affronter les forces de répression. Façonné, il a été aussi par son engagement militant au cours de ses années d'étudiant en Grande Bretagne et l'insécurité persistante et endémique qui a régné au Nigeria suite aux coups d'état à répétition et notoires qui empêchaient un travail intellectuel indépendant. Agrégé supérieur de recherche du Nordic Africa Institute, en Suède, son travail comme administrateur d'un programme sur les contextes sociaux et politiques de l'ajustement structurel et comme directeur du Programme Afrique du Centre Sud, à Genève, se sont également avérées être des expériences précieuses. Elles ont été déterminantes dans la formation de sa vision panafricaniste qui s'est avérée vitale dans l'exercice de sa fonction de Secrétaire exécutif. Pour remettre le CODESRIA sur les rails, il a fallu renforcer le degré de résistance et d'inclusion du Conseil ; cela a eu pour conséquence un plus grand respect de l'engagement de la Charte du CODESRIA quant à la garantie d'une représentation juste et équilibrée des sexes, des régions, des langues des disciplines et des générations.

Si le CODESRIA en est arrivé là où il est aujourd'hui, c'est aussi grâce au dur labeur et aux sacrifices des centaines de personnes qui au fil des années ont travaillé sans relâche pour le maintenir, en prendre soin, le protéger et le promouvoir par divers moyens. Olukoshi était le cinquième Secrétaire exécutif du CODESRIA, après Samir Amin, Abdallah Bujra, Thandika Mkandawire et

Achille Mbembe. Il a travaillé avec des Comités exécutifs présidés par Mahmood Mamdani, Zenebewerke Tadesse et Teresa Cruz e Silva et avec le personnel très dévoué du Secrétariat du CODESRIA. D'autres grands intellectuels africains ont également travaillé dur pour faire du CODESRIA ce qu'il est devenu aujourd'hui. Parmi eux figurent dernièrement Claude Ake, Archie Mafeje, Joseph Ki-Zerbo, CSL Chachage, Haroub Othman, Memel Fote, Guy Mhone, Aron Gana, Semou Pathe Gueye et Tajudeen AbdulRaheem et bien d'autres figures géantes de la communauté des chercheurs africains. D'autres encore comme Jacques Kazadi, Amady Aly Dieng, Taladidia Thiombiano, Akilappa Sawyerr, Bernard Founou, Maktar Diouf, Souleymane Bachir Diagne, Peter Anyang' Nyong'o, Amina Mama, Ayesha Imam, Wamba Dia Wamba, Tade Aina, Mamadou Diouf, Fatou Sow, Carlos Lopez, Momar Coumba Diop, Boubacarr Barry, Abdoulaye Bathily, Maréma Touré, Paul Tiyambe Zeleza, Kwesi Prah, Bernard Magubane, Iba Der Thiam et Eboe Hutchful, et la liste n'est pas exhaustive, poursuivent le combat pour la défense de la science et de l'Afrique.

Il est également important de reconnaître les rôles-clés joués par les nombreux amis du CODESRIA dans l'histoire récente du Conseil. On ne peut pas ne pas citer certains noms comme Berit Olsson (ancien Directeur du Sida/SAREC), Lennart Wohlgemuth (ancien Directeur du Nordic Africa Institute, NAI), Bjorn Beckman (Université de Stockholm), Reydon Sandvold (NORAD), Akwasi Aidoo (TrustAfrica), Joyce Mook (ancienne de la Fondation Rockefeller), Jomo Kwame Sundaram (UN DESA & Université de Malaisie), Leo de Haan (African Studies Centre, Leiden), feu Geerti Hessling (African Studies Centre, Leiden), Carin Norberg (Directeur du NAI), Katri Pohjolainen Yap (Sida/SAREC), Tekalign Godana (Sida/SAREC), Carl Gustav Gutberg (Enst & Young, Stockholm), Nana Tanko (OSIWA), Hari Singh (Asian Political and International Studies Association), Atilio Boron (CLACSO), Richard Joseph (Northwestern University) et Emir Sader (CLACSO).

Les années à venir seront marquées par la « *Continuité* » et le « *Changement* ». La principale mission du CODESRIA est de promouvoir une recherche en sciences sociales de très haut niveau en Afrique. Donnant une interprétation créatrice de cette mission, le Conseil donne la priorité à la recherche fondamentale, défend et fait la promotion des libertés académiques et plus généralement de l'indépendance de la pensée, procure des possibilités de publication, vulgarise le résultat des recherches et participe à la recherche des voies et moyens appropriés pour relever les principaux défis auxquels l'Afrique est confrontée. En poursuivant ces objectifs, le CODESRIA cherchera toujours à travailler en synergie avec les universités africaines pour compléter leur travail, ceci avec la gamme diverse et variée d'institutions impliquées dans la production de la connaissance sur le continent. Les programmes existants seront améliorés et de nouveaux programmes seront élaborés pour répondre aux défis et préoccupations des différentes générations de chercheurs.

Le Conseil s'engage également à préserver et à renforcer les traditions d'ouverture, de transparence, de communication et d'intégrité dans le travail administratif et intellectuel tout en relevant le niveau de professionnalisme des effectifs.

Le vaste programme intellectuel du Conseil pour les trois années à venir a déjà été défini dans le Plan stratégique, 2007-2011, sous le thème générique de : « *Repenser le développement et la renaissance du concept de développement en Afrique* » (Re-

thinking Development and Reviving Development Thinking in Africa). Le principal défi auquel l'Afrique, le CODESRIA et les sciences sociales sont confrontés est celui de l'autonomie. La recherche africaine est compétitive sur le plan mondial, et le CODESRIA est fier d'avoir contribué à l'accroissement du nombre de chercheurs d'envergure mondiale issus de notre communauté. Néanmoins, il faut toujours essayer de faire plus et mieux ; nous devons créer les conditions permettant à d'autres Samir Amins et Mahmood Mamdanis, Ali El-Kenzs, Amina Mama, Ifi Amadiumes et Thandika Mkandawires d'émerger et d'exceller.

Nous devons réfléchir sur la crise mondiale et les transformations en cours aux niveaux mondial, régional et national. Il faut que nous réfléchissions aussi sur les crises économique et de gouvernance ainsi que la généralisation de la violence en Afrique, et explorer les voies et moyens de réinventer les liens sociaux tout en cherchant à bâtir une Afrique de citoyens émancipés, épanouis et respectés. Cela implique de mener des recherches sur des sujets comme la sphère publique et sa transformation structurelle, la citoyenneté, l'intégration régionale et d'autres questions essentielles ayant un intérêt pour la recherche et l'élaboration de politiques. Nous devons encourager la réalisation aussi bien de nombreux travaux de terrain que d'études longitudinales ainsi que l'élaboration des théories.

Dans cette ère de mondialisation, nous intellectuels africains devons étudier d'autres régions du monde et les expériences d'autres pays et d'autres peuples extérieurs à l'Afrique. Ceci devra se faire davantage que nous ne le faisons actuellement. Nous savons peu sur l'Asie, l'Amérique Latine, et les Caraïbes ainsi que sur les pays industrialisés. Il faudrait que nous nous familiarisions mieux avec l'expérience scandinave, étant donné notre partenariat au bénéfice de la production de la connaissance en et sur l'Afrique. Nous devons donc concevoir des programmes de recherche et encourager l'ouverture des centres de recherche spécialisés dans l'étude d'autres régions du monde ; dans la mondialisation que nous vivons, nous ne devons pas nous attendre à ce que d'autres nous apprennent ce que nous voulons savoir sur le monde qui nous entoure, afin de promouvoir les intérêts et le bien-être de l'Afrique. La réflexion prospective doit naturellement faire partie du travail que nous devrions entreprendre.

Il est de notre devoir non seulement d'augmenter la visibilité de la recherche africaine mais également la légitimité des voix intellectuelles africaines : nous disons souvent que nous avons raison dans notre critique générale de l'ajustement structurel, bien des décennies avant que la Banque mondiale n'admette finalement que le PAS était un échec et ne souligne l'importance de la politique et de la gouvernance. Mais personne ne se donna la peine d'écouter ce que les chercheurs africains avaient à dire sur ces questions-là ni de lire leurs travaux. Cette situation s'explique en partie par le déséquilibre mondial des rapports de pouvoir dans lequel l'Afrique se trouve piégée. La transformation de ces relations constitue l'une des principales préoccupations de notre communauté à la solution de laquelle le Conseil doit continuer de travailler.

Les tâches qui nous attendent comprennent également la nécessité d'augmenter le nombre des membres institutionnels et individuels du CODESRIA bien au-delà du niveau actuel. Ce qui est encore possible.

Enfin, pendant que nous commémorons le 35^e anniversaire du CODESRIA, nous devons aussi garder à l'esprit que l'avenir

est plein de défis à relever. Nous n'avons pas encore cerné toutes les implications de la crise financière mondiale récente pour l'Afrique et pour le financement de la recherche en Afrique. Plusieurs changements sont aussi intervenus dans le monde des bailleurs de fonds. La nécessité de sécuriser la base du financement du Conseil est donc peut-être plus que jamais une préoccupation urgente aujourd'hui. Sur recommandation du Comité exécutif, la 12^e Assemblée générale a entériné le Conseil d'administration du Fond de dotation du CODESRIA avec Thandika Mkandawire comme Président. Au cours des prochaines années, une campagne vigoureuse de collecte de fonds sera lancée pour renforcer le Fonds de dotation.

Ce sont-là certaines des tâches qui attendent le Conseil comme définies par le nouveau Président du CODESRIA, le Professeur Sam Moyo. On doit certaines de ces tâches à l'initiative de l'Assemblée générale telles que, par exemple, la nécessité d'améliorer les communications et autres systèmes, de consolider et de coordonner davantage les programmes existants, de penser à de nouvelles initiatives et à de nouveaux plans stratégiques, d'inclure et d'élargir la participation des membres, d'interpréter les évolutions en Afrique et d'établir une stratégie pour le future. Le Président a décrié le fait que les pays africains n'aient pas étudié les grands problèmes. A son avis, d'autres tâches du Comité exécutif porteront sur la garantie d'une pérennisation du Fonds de dotation et de la continuité des activités du CODESRIA, l'allocation des ressources, la mobilisation des chercheurs ainsi que la garantie d'un CODESRIA toujours responsable financièrement, administrativement et intellectuellement. Il a réaffirmé devant l'Assemblée générale que les membres du nouveau Comité exécutif et le nouveau Secrétaire exécutif sont tous dynamiques et très engagés pour servir, promouvoir et protéger le CODESRIA.

Composition du nouveau Comité exécutif

- **Professeur Sam Moyo** – Président
African Institute of Agrarian Studies, Harare, Zimbabwe
- **Professeur Fatima Harrak** – Vice-présidente
Institut des Etudes Africaines, Rabat, Maroc
- **Dr Shahida El Baz**
Consultant indépendant, Giza, Egypte
- **Professeur Kofi Anyidoho**
University of Ghana Legon, Accra, Ghana
- **Professeur Idrissa Kimba**
University Abou Moumouni, Niamey, Niger
- **Dr Gerard Tchouassi**
University of Yaounde II , Yaoundé, Cameroun
- **Professeur Noel Obotela**
Université de Kinshasa, République Démocratique du Congo
- **Dr Onalenna Selolwane**
University of Botswana, Gaborone, Botswana
- **Dr Godwin Murunga**
Kenyatta University, Nairobi, Kenya
- **Professeur F.E.M.K. Senkoro**
University of Dar es Salaam, Dar es Salaam, Tanzania
- **Dr Ebrima Sall**
Secrétaire exécutif



Photo de famille du nouveau Comitté exécutif



Le nouveau Président du CODESRIA



Le nouveau Secretaire exécutif

Message d'adieu à Adebayo Olukoshi et de bienvenue à Ebrima Sall

Quand un bâtisseur à la tâche de construire une solide maison, il sait que le point de départ, ce sont les fondations ; elles doivent être suffisamment solides pour soutenir tout le poids des murs et du toit que sa construction est censée supporter.

Un historien, un sociologue ou tout autre expert en sciences sociales peut entamer l'analyse de son étude de cas par le présent, aller dans le passé puis retourner au présent pour présenter sa thèse, ou simplement procéder en respectant l'ordre chronologique – partir du passé pour arriver au présent – en fonction de la conception de la recherche et la stratégie choisie pour présenter ou défendre sa thèse principale.

Toutefois, il me semble plus difficile d'exprimer par écrit ou par des mots toute l'émotion ressentie lorsqu'on doit s'adresser à un collègue mais aussi un ami avec lequel on a partagé des moments de joie mais aussi de difficultés – même si cela revient à analyser son travail ou à en faire le bilan, mais c'est aussi un moment où on peut exprimer ses sentiments notamment d'amitié et de reconnaissance. Par où faudrait-il commencer ou que dire lorsque les mots n'arrivent pas toujours à traduire vos sentiments, et sont parfois même moins puissants qu'un geste ou un simple sourire ?

Comme l'a dit Habermas quand on lui a été demandé d'expliquer ses racines bibliographiques et les motivations sous-tendant sa pensée¹ : « la forme écrite déguise les stigmates du parlé ». Etant dans l'impossibilité d'être physiquement présente aujourd'hui à cette cérémonie organisée en l'honneur d'Adebayo Olukoshi, le Secrétaire exécutif sortant du CODESRIA ou « Bayo » pour les intimes, je vais profiter de cette occasion par le biais de l'écrit, pour m'exprimer librement sans le regard « inquisiteur » du public.

Au cours de la 12^e Assemblée générale tenue à Kampala, Mahmood Mamdani, évoquant le travail accompli par Bayo en tant que Secrétaire exécutif, même s'il a utilisé des mots différents, a dit de Bayo qu'il était l'âme du CODESRIA sans pour

Teresa Cruz e Silva
Présidente du CODESRIA
(2005-2008)

autant oublier, bien entendu, le rôle des organes du CODESRIA. En d'autres termes, il gère l'institution au quotidien; il ne fait pas que négocier mais surtout il garantit le « bien-être » du Conseil.

Adebayo Olukoshi a pris la Direction du Secrétariat exécutif du CODESRIA, en février 2000, alors que l'institution traversait une crise. Il quitte le CODESRIA à la fin de sa mission, le 31 mars 2009, en laissant l'institution dans une situation stable. Certains des invités et des membres du personnel du CODESRIA présents à cette cérémonie ont été témoins des crises que le CODESRIA a connues au cours de son premier mandat ; parmi ces témoins, je citerai en particulier, le Président en exercice, le professeur Sam Moyo – qui était alors Vice-président du Conseil au moment où Bayo a été nommé Secrétaire exécutif, ainsi que le Dr Ebrima Sall, qui prend le relais de Bayo comme nouveau Secrétaire exécutif. Sous le mandat de Adebayo Olukoshi – et grâce à son savoir-faire et à son travail ainsi qu'à son talent de diplomate qui lui a permis de gérer les relations publiques avec la communauté des bailleurs – le Conseil a pu résoudre une situation financière difficile et rétablir la confiance de nos partenaires, tout en préservant l'indépendance vitale de sa mission et de son rôle comme facilitateur panafricain de la production du savoir par des chercheurs en sciences sociales. Pour la toute première fois dans l'histoire du CODESRIA, un Secrétaire exécutif termine son mandat sans le signe d'une crise. Nous devons cette stabilité à l'engagement d'un très grand nombre de personnes, mais surtout à l'engagement exceptionnel de Adebayo Olukoshi, Secrétaire exécutif du CODESRIA pendant les huit (08) dernières années.

Au cours de son mandat, Bayo a travaillé avec trois Présidents et Vice-présidents différents, et un petit peu avec la qua-

trième présidence ; en d'autres termes, il a eu certainement à travailler avec trois presque quatre caractères différents, avec des expériences et des manières de travailler et de penser différentes. Mais Bayo a réussi non sans talent à gérer les trois et presque quatre formes de leadership, et patiemment, a su traiter avec les membres du Comité exécutif avec maturité et sagesse. Pendant le mandat de Bayo, tous les membres ont été témoins du progrès du Secrétariat exécutif, en nombres, qualité, genre, âge et inclusion régionale.

L'adhésion au CODESRIA signifie que l'on s'engage à respecter les principes de la Charte du CODESRIA et à servir la communauté universitaire africaine. Etre cadre au CODESRIA signifie qu'on s'engage à respecter toutes les obligations précitées, mais qu'on a, en plus, un profil de dirigeant auquel s'ajoute les qualités personnelles que chacun utilise pour faire son travail, communiquer et former une équipe. Au-delà des capacités d'engagement et de leadership, le poste de Secrétaire exécutif signifie aussi et surtout qu'il faut faire montre d'une forte dose de dévouement, de loyauté et d'un sens élevé des responsabilités.

En sa qualité de Secrétaire exécutif, Bayo a également eu recours à ses talents de communicateur et sa sensibilité humaine, tout cela agrémenté d'une passion et d'un engagement forts, pour conduire le Conseil vers son destin. Permettez-moi de lui emprunter ses propres mots pour dire que Bayo est un « enfant du CODESRIA » dont le dévouement a créé et nourri en lui la passion d'apporter sa meilleure et modeste contribution à l'édification du CODESRIA. J'entends encore la voix de Bayo qui, lors d'une de nos séances de travail sur les hauts et bas des six dernières années, réaffirmait quelque chose avec à peu près les mots suivants : « Libre aux gens de me blesser, en touchant à certains aspects de ma vie professionnelle. Il n'est pas facile à accepter, et je ferai ce que je dois pour renverser la situation. Mais ne touche pas au CODESRIA ! Sur ce point, je peux être très dur et implacable pour défendre l'institution !!! ».

Bayo est un homme et un être humain. Chacun de nous a eu plus d'une fois l'occasion de voir sa sensibilité humaine lorsqu'il doit aborder un problème courant avec un membre de son personnel, ou face à n'importe quelle situation difficile touchant à la vie privée de celui-ci. Chacun de nous a pu également le voir souvent manifester ses émotions humaines, notamment lors des événements spéciaux où nous avons pu partager des moments de joie mais aussi de détresse et de la perte des membres qui par eux-mêmes font l'histoire du CODESRIA. Et puis, nous avons tous connu le moment où il nous a tous séduits avec son sourire, en nous persuadant de nous sacrifier un peu plus, ou simplement pour nous calmer en des moments difficiles, ou transmettre un sentiment de confiance.

Mon intention n'est certainement pas de faire un bilan du travail de Bayo. Cette cérémonie est l'occasion de lui rendre hommage et d'exprimer toute ma reconnaissance pour ce qu'il a réalisé pour le CODESRIA. Néanmoins, je ne puis m'empêcher de souligner combien il est difficile d'exprimer les qualités de Bayo par des mots voire des chiffres en raison de la valeur inestimable de son travail et de son dévouement au service du développement du Conseil et de la communauté des chercheurs africains.

J'ai servi le Comité exécutif du CODESRIA pendant six ans d'affilée dont trois au poste de Présidente, avec Bayo comme Secrétaire exécutif. Je voudrais te remercier Bayo, non seulement pour ton engagement exceptionnel au cours de cette période mais aussi pour tes conseils, ton soutien et ton amitié ainsi que pour le chemin que nous avons parcouru ensemble côte à côte pour

servir les intérêts du CODESRIA. En tant que ton « compagnon de route », je suis fière de l'entente que nous avons pu construire ensemble, afin de surmonter au quotidien les défis d'avoir en main le destin du CODESRIA.

Cher Bayo, même quand la « forme écrite déguise les stigmates du parlé » et permet « au meilleur argument finalement de l'emporter » pour citer encore une fois Habermas (le mot écrit étant toujours en-deçà et limité pour exprimer des sentiments comme l'amitié), disons tout simplement autant de fois que nous le pourrons, « Merci infiniment Bayo ».

Maintenant, permets-moi de m'adresser à Huseina, ta chère épouse et la mère de ta ravissante fille et de ton beau garçon.

Huseina, je dois également te remercier pour ta compréhension et pour avoir soutenu Bayo au cours des huit longues années de son dévouement total en tant que Secrétaire exécutif du CODESRIA. Nous n'avons que des mots pour nous exprimer, alors permets-moi de dire : Merci infiniment pour les nombreuses heures où tu as eu à assurer ton rôle de mère et celui de père lorsque ton époux s'absentait pour raison de service du CODESRIA du cocon familial que toi et tes enfants avez su construire autour de lui. Je voudrais aussi exprimer toute ma gratitude à tes enfants. Et avec ces mots simples, pleins d'amitié, permets-moi de vous embrasser fraternellement de loin toi et les enfants et de vous souhaiter mes meilleurs vœux.

Pour conclure, je voudrais adresser un petit message à Ebrima Sall.

Ce faisant, je voudrais dire qu'on a le même problème pour dire adieu que pour accueillir un collègue qui se trouve être également un ami, surtout qu'il est issu du sérail (CODESRIA) et a partagé avec vous et avec des collègues au fil des années la mission de gérer au quotidien le CODESRIA, une institution qu'il connaît mieux que la plupart d'entre nous ici présents.

Au cours des six dernières années passées en tant que membre du Comité exécutif, j'ai eu l'occasion de mieux connaître Ebrima que j'ai rencontré pour la première fois, si je ne m'abuse, au cours des années 90. J'avoue mon respect pour ses qualités, en particulier son engagement, son intégrité professionnelle et sa profonde loyauté vis-vis du CODESRIA. Pour moi, Ebrima est aussi l'une des plus importantes pièces de la mémoire de l'institution pour ces dix dernières années. Et par-dessus tout, Ebrima est un ami à qui je voue mon estime. Son profil et ses qualités font que nous l'assurons de toute notre confiance pour diriger le Secrétariat du CODESRIA en qualité de nouveau Secrétaire exécutif. Ebrima, permets-moi de t'accueillir en qualité de Secrétaire exécutif du CODESRIA et de te souhaiter bien du succès à ton nouveau poste. Tu peux toujours compter sur moi pour apporter tout mon soutien à ton travail !

Je sais que c'est ton jour Bayo, je vous embrasse fraternellement tous les deux, Bayo et Ebrima.

Note

1. Jurgen Habermas Public Space and Political Public Sphere-the biographical roots of two motifs in my thought, Commemorative Lecture, Kyoto 11 nov, 2004.

Afrique et développement/Africa Development



ISSN 0850 3907

Afrique et Développement est un périodique trimestriel bilingue du CODESRIA. C'est une revue de sciences sociales consacrée pour l'essentiel aux problèmes de développement et de société. Son objectif fondamental est de créer un forum pour des échanges d'idées entre intellectuels africains de convictions et de disciplines diverses. Il est également ouvert aux autres chercheurs travaillant sur l'Afrique et à ceux se consacrant à des études comparatives sur le tiers monde.

Abonnements

Institutions africaines	\$40 US
Institutions non africaines	\$55 US
Particuliers	\$35 US
Prix du numéro	\$12 US
Volumes antérieurs	\$10 US

Affranchissement : Ajoutez USD5 pour chaque catégorie.

Discours du nouveau Président

Je voudrais, encore une fois, remercier tous ceux qui sont représentés à la 12^e Assemblée générale du CODESRIA tenue, à Yaoundé, pour m'avoir fait confiance, en m'élisant nouveau Président du CODESRIA pour les trois prochaines années. Ayant été en rapport avec le CODESRIA au cours des trente dernières années, je suis très honoré d'avoir l'occasion de le servir dans le soutien qu'il apporte à diverses générations de chercheurs africains en sciences sociales. Je me souviendrai toujours que c'est grâce au CODESRIA que certains d'entre nous avons pu, pour la première fois, publier un article sous l'encadrement de sa direction d'alors, inspirés que nous étions par la vitalité de la communauté des chercheurs africains qui émergeait et s'agrandissait. J'ai grand plaisir à voir qu'un grand nombre de nos aînés chercheurs ici présents pourront apprécier l'élargissement de la base de jeunes chercheurs depuis la vision qu'ils ont eue de créer le CODESRIA.

Nous sommes fiers de voir que le CODESRIA a pu traverser les décennies sous la direction des Secrétaires exécutifs successifs. En particulier, je voudrais renouveler notre appréciation en mon nom personnel et à celui de l'Assemblée générale au Secrétaire exécutif sortant, le professeur Adebayo Olukushi pour l'excellent travail accompli et son dévouement au CODESRIA, au cours des huit dernières années. Il avait un défi complexe et pas toujours évident à relever, celui de gérer la transition de la Direction toute récente et de la structure organisationnelle qu'a connues le CODESRIA. Car, il n'y a pas si longtemps, l'institution était menacée de division et de perte de direction voire même d'effondrement !! Nous prenons acte des efforts qu'il a déployés, afin de remettre sur les rails les services que le Secrétariat fournit sans relâche aux chercheurs africains dont la vision demeure l'appui à une communauté intellectuelle prospère de chercheurs en sciences sociales et le développement de systèmes efficaces de promotion de la production et de la diffusion de la connaissance sur le continent.

Sam Moyo
Nouveau Président du CODESRIA
(Décembre 2008-)

Je voudrais féliciter aussi les autres neuf chercheurs élus dans les cinq régions d'Afrique pour siéger au Comité exécutif actuel du CODESRIA. Nous les remercions tous d'avoir accepté la tâche difficile mais combien honorable de servir la communauté des chercheurs en sciences sociales pour les trois années à venir. Le nouveau Comité exécutif dans son ensemble s'est engagé à remplir sa principale responsabilité, celle de superviser la mise en œuvre des programmes du CODESRIA dans le cadre de la Charte, des politiques et procédures du CODESRIA. En effet, il nous a été souligné ici que nous devons renforcer la responsabilité du CODESRIA, non seulement par rapport à l'utilisation de ses ressources mais également en terme d'amélioration de sa politique d'inclusion, de production des compte-rendu et de communication avec les membres ainsi que de mobilisation d'une participation plus large à une gamme élargie de programmes. Heureusement, cette tâche spécifique telle que définie ici par les participants à l'Assemblée générale, et qui consiste à consolider le nouveau système de gouvernance, tout en affinant et en rationalisant le champ et la qualité des programmes prévus, a démarré depuis quelques années déjà.

Il sera, toutefois, important que dans l'exécution de cette tâche, on s'adapte à l'émergence d'un contexte de dynamique de changement. Premièrement, le monde s'intéresse de plus en plus au travail et au savoir produits par le canal du CODESRIA par une base élargie de chercheurs africains et de militants de la société civile ainsi que par certains gouvernements et institutions panafricaines. Deuxièmement, la recherche et les publications sur les sciences sociales provenant d'Afrique attirent l'attention accrue des chercheurs et analystes hors du continent africain notamment en « Occident » et plus récemment au « Sud » et

à « l'Est ». Ces tendances obligent encore plus le CODESRIA à promouvoir la capacité des chercheurs africains non seulement à satisfaire de manière adéquate les besoins exprimés (quantitativement et qualitativement), avec une focalisation et une direction impulsées par les chercheurs africains, mais également à consolider les perspectives africaines d'un point de vue critique, dans un monde hégémonique plus large de production de la connaissance. Troisièmement, les conditions matérielles et sociales que nous vivons depuis quelques années sont en train de changer dramatiquement. Les crises financières et économiques que nous vivons actuellement ajoutées aux crises alimentaires et d'énergie antérieures qui toutes se déroulent dans un contexte de guerres et de conflit sans fin, dégradent rapidement les conditions sociales et politiques des pauvres dont le nombre va crescendo en Afrique. En effet, les changements structurels et la reconfiguration des piètres relations étatiques et internationales auxquels nous assistons actuellement sont tels que les hypothèses même de la production de la connaissance et de la nature de la connaissance que requièrent les sociétés africaines et le reste du monde, doivent obligatoirement être réadaptées. Pour ce faire, le CODESRIA devra revoir la plupart des perspectives liées aux cadres conceptuels et épistémologiques dominants ainsi que les phénomènes ou questions auxquels il s'est consacré au cours de ces quinze dernières années ; il s'agira alors d'impulser la production d'une connaissance alternative. Ainsi, pendant que nous redéfinissons et réorganisons les calendriers et programmes intellectuels existants, le CODESRIA pour sa part devra innover.

Par conséquent, la deuxième tâche importante à laquelle doit s'atteler le Comité exécutif et le Secrétariat exécutif est de concevoir de nouveaux programmes qui permettront au CODESRIA de renforcer sa position au sein de la communauté de chercheurs en sciences sociales et de la société tout court. De nombreux intervenants à la 12^e Assemblée générale ont suggéré une gamme d'initiatives que le CODESRIA pourrait entreprendre pour tenir compte du changement de contexte

et créer ainsi une base de travail pour l'avenir. L'une de ces initiatives est que le CODESRIA fasse en sorte que les chercheurs africains soient les maîtres d'œuvres dans l'articulation de la nature de la crise économique mondiale actuelle et sa configuration en Afrique et dans la redéfinition intellectuelle du programme de développement et des adaptations sociales requises pour surmonter la crise, afin de reproduire durablement la société africaine dans le contexte mondial. En rapport avec cet objectif, le CODESRIA devra aborder de manière innovante le caractère pérenne des problèmes socioéconomiques spécifiques affectant l'Afrique. Un parfait exemple pour illustrer mon propos est la nécessité de trouver une solution aux questions agraires en Afrique par comparaison à divers modèles de réforme agraire récemment inscrits sur l'agenda des acteurs extérieurs. En particulier, la question alimentaire en Afrique, dans le contexte fragile d'une production alimentaire mondiale déficitaire, d'un système commercial et énergétique dépassé et de la menace du changement climatique, nous interpelle au même titre que d'autres questions spécifiques.

Il a été suggéré, par ailleurs, que les scientifiques en sciences sociales africaines devraient instituer des fora appropriés permettant de conduire les débats sur une variété de ces thèmes « de base ». Il y a aussi la question urgente de la promotion de la compréhension de la nature et des sources des conflits qui déchirent le continent ainsi que des stratégies requises pour en venir à bout, par exemple. Les chercheurs devraient également réexami-

ner en profondeur et débattre sur leurs positions par à l'idée d'intégration régionale, notamment les expériences du panafricanisme et de la coopération économique sous-régionale comme moyens de sortir l'Afrique de la pauvreté et du sous-développement et d'influer sur la politique internationale.

D'une part, le CODESRIA devra relever les défis notamment de facilitation et d'encadrement des jeunes chercheurs en sciences sociales et de la promotion du changement dans le monde universitaire, tout en incitant à la reconstruction d'institutions appropriées chargées de dispenser la formation universitaire et la recherche fondamentale. D'autre part, le CODESRIA devra mobiliser l'ensemble des chercheurs (de la première aux générations les plus récentes) pour qu'ils prennent part aux débats ayant cours sur le plan mondial sur les principales questions sociales et politiques confrontant le continent. En d'autres termes, il va falloir promouvoir une recherche plus rigoureuse et une organisation plus efficace de la connaissance accumulée sur et au sujet du continent.

Cette innovation devra comporter une dimension essentielle qui est celle de trouver des outils plus efficaces et plus flexibles pouvant servir à attirer et à mobiliser une base plus large de chercheurs en milieu de carrière et les plus anciens en Afrique et à l'étranger, afin qu'ils jouent un rôle plus significatif dans l'accomplissement de la mission générale du CODESRIA. Autant d'éléments qui militent en faveur d'un renforcement des

membres du CODESRIA, de la réforme ou de l'affinement des outils actuels et de l'élargissement de la gamme d'outils utilisés pour la mise en œuvre des programmes.

En outre, le Comité exécutif et les membres du CODESRIA devraient renforcer leur appui aux efforts du Secrétariat, afin de renforcer la base de durabilité financière et organisationnelle de l'institution. Pour ce faire, il faut d'une part, entre autres, renforcer le Fonds de dotation ou le Fonds de développement du CODESRIA et d'autre part, essayer sérieusement de raviver les relations du CODESRIA avec des institutions africaines apparentées notamment à travers des initiatives contribuant à promouvoir le renforcement des capacités des universités africaines et des initiatives de recherche en ce sens. En somme, il est nécessaire de consolider le CODESRIA en tant qu'institution, non seulement pour être toujours pertinent dans son domaine et assurer sa pérennité, mais également, pour contribuer à la création d'une voix africaine forte et indépendante.

Pour conclure, je me félicite de la procédure de recherche que le CODESRIA a mise en place et qui a abouti à la nomination du Dr Ebrima Sall comme nouveau Secrétaire exécutif. A mon avis, lui, mieux que quiconque, a le profil idéal pour cet emploi du point de vue de son engagement, de sa diligence et de son dévouement aux idéaux du CODESRIA. En tant que dépositaire de l'expérience et de la mémoire institutionnelle du CODESRIA, le Comité exécutif devrait avoir moins de mal à soutenir par ses efforts le Secrétariat.

LE DEVELOPPMENT SYNONYME DE MODERNITE, LA MODERNITE SYNONYME DE DEVELOPMENT

Lwazi Siyabonga Lushaba



ISBN: 978-2-86978-253-2

Cet ouvrage analyse l'impact de l'idée occidentale de la « modernité » sur le développement et le sous-développement en Afrique. Il retrace la généalogie de l'idée occidentale de la modernité depuis les concepteurs européens des Lumières sur la nature universelle de l'histoire humaine et du développement. L'ouvrage montre comment cette idée a été utilisée pour justifier l'exploitation et l'oppression de l'Afrique par l'Occident. Il soutient que le développement contemporain en théorie et en pratique est une continuation du projet des Lumières, et que l'Afrique ne peut atteindre un véritable développement qu'en rejetant la modernité occidentale et en inventant ses propres formes de modernité.

L'ouvrage est divisé en quatre chapitres. Le premier chapitre donne un aperçu de la théorie de la modernité dans le projet des Lumières. Le second chapitre, essaie de retracer la généalogie de l'idée du développement comme la modernité et la manière dont le processus de développement de l'Afrique est étroitement lié à celle-ci. Ici, son évolution est tracée à travers trois périodes : le début de la modernité, la modernité capitaliste et la fin de la modernité. Se focalisant sur l'ère actuelle de la fin de l'hyper-modernité, l'ouvrage conteste l'idée qu'il existe quelque chose de nouveau dans la mondialisation et son paradigme de développement néolibéral.

Le troisième chapitre aborde la question complexe mais pertinente de savoir comment, au début du XXI^e siècle, l'Afrique peut transcender l'impasse de la modernité. Le quatrième et dernier chapitre résume cet argument et pointe sur des perspectives futures.

Administrer l'espace public africain : une synthèse des sessions¹ scientifiques de la 12^e Assemblée générale du CODESRIA

La 12^e Assemblée générale (la troisième du millénaire, après Kampala en 2003 et Maputo en 2005) du Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique (CODESRIA) s'est tenue, à Yaoundé au Cameroun, du 7 au 11 décembre 2008, sur le thème : « **Administrer l'espace public africain** ». Selon une tradition bien établie, l'Assemblée générale du CODESRIA est non seulement l'occasion du plus grand rassemblement des chercheurs et experts en sciences sociales en Afrique et dans la Diaspora, mais elle est aussi une réunion très respectée. La 12^e Assemblée a revêtu un caractère unique à plus d'un titre : elle a vu la participation du plus grand nombre de partenaires² institutionnels du Conseil. Elle traduit également l'engagement du Conseil en faveur d'une recherche pluridisciplinaire, puisque 40 pour cent des présentations relevaient du domaine des sciences humaines. La 12^e Assemblée a surtout été l'occasion de parachever la transition avec la nouvelle Direction du Secrétariat – la transition entre le Secrétaire exécutif sortant, le professeur Adebayo Olukoshi et le nouveau Secrétaire exécutif, le Dr Ebrima Sall.

Comme l'a souligné le Secrétaire exécutif sortant, le choix s'est porté sur le thème **Administrer l'espace public africain** car le Comité exécutif du CODESRIA était persuadé que « pour susciter de l'espoir en Afrique, il fallait s'interroger sur le concept du domaine public dans ses divers espaces qui ont des implications pour la bonne gouvernance ». Les travaux scientifiques de l'Assemblée générale se sont déroulés en sessions plénières et parallèles. Les 7 sessions³ plénières sont organisées en fora de réflexion collective (pluridisciplinaire) sur les fondements théoriques des principaux aspects du thème de l'Assemblée générale ; puis ces aspects ont été affinés et approfondis sous différents sous-thèmes au cours des sessions⁴ parallèles.

Abdon Sofonou &
Omobolaji O. Olarinmoye
CODESRIA

Sessions plénières sur Espace public, gouvernance et démocratisation⁵

Comment peut-on construire un espace public démocratique en Afrique quand toutes les règles du jeu démocratique sont sans cesse violées sans états d'âme ? Comment peut-on renforcer la démocratie en Afrique au-delà de la tenue des élections, et comment les sociétés africaines peuvent-elles se développer ? Quelle est l'utilité et la pertinence de l'espace public ? L'application de la théorie de Habermas aux questions liées à la corruption, à l'identité et à l'administration publique à ses limites ainsi que l'illustrent les cas du Nigeria et de l'Afrique du Sud. En raison de sa nature exclusive qui ne tient pas compte de certaines réalités comme le pouvoir traditionnel, les ancêtres et la religion, le concept habermasien de l'espace public constitue ainsi un frein au développement de la théorisation de la réalité africaine. Pour comprendre l'espace public, il faut donc procéder à une analyse de nature non-hégémonique tenant compte – dans le contexte d'un débat public élargi – du rôle des institutions telles qu'une société civile forte et des organisations non-gouvernementales militant dans la garantie du débat public sur et dans l'espace public.

Gouvernance et gouvernabilité (Conférence Léopold Sédar Senghor)⁶

Le conférencier invité, le professeur El-Kenz, a ancré son analyse de la gouvernance et de la gouvernabilité sur une critique du concept habermasien de l'espace public et une étude du rôle des communications dans les organisations humaines. Pour le conférencier, le domaine public est un espace où plusieurs dyna-

miques entrent en jeu. Ce n'est donc pas l'Etat dont la dynamique est distincte de celle de l'espace public et qui a une implication différente pour les questions de gouvernance et de gouvernabilité. S'agissant de l'espace public, il est important de souligner que chaque société a une dynamique différente. On peut retrouver, par ailleurs, l'espace public dans divers aspects de l'interaction humaine dans la société, une situation que le terme « espace » ne peut complètement cerner, car il renvoie à quelque chose de physique. En tant que lieu où différentes dynamiques entrent en jeu, l'espace public souligne l'importance de la communication dans la gouvernance publique et l'importance de l'espace public comme garant de la bonne gouvernance. Selon le conférencier, on peut établir un lien entre la stabilité de l'Etat sénégalais et l'harmonie de l'espace public où la liberté d'expression, dont jouissent les confréries musulmanes, a permis l'harmonie religieuse et politique, devenue la caractéristique du régime sénégalais de gouvernance. Les points soulevés par le professeur El-Kenz sur la nature de l'espace public et l'importance des communications ont été repris par la plupart des intervenants pendant les sessions successives de l'Assemblée générale.

Conférence de l'invité d'honneur : Les arts populaires et la culture dans la texture de l'espace public en Afrique⁷

Le conférencier d'honneur, Tsitsi Dangarembga, a souligné l'importance de la communication dans la gouvernance publique ; il a indiqué que l'objectif d'espace public comme facilitateur de l'expression des points de vue et comme cadre de débat des questions revêtant un intérêt commun, ne peut être réalisé que si sa création est ancrée dans la culture africaine, dans la solidarité de groupe, dans les valeurs familiales, dans la culture populaire et dans l'identité culturelle. En d'autres termes, l'Afrique ne peut réussir l'établissement de sa propre et véritable culture démocratique que si les réponses

aux questions telles que les suivantes sont enracinées dans les valeurs culturelles africaines et non pas dans celles basées sur les valeurs capitalistes de l'Occident : Qu'est-ce que la démocratie ? De quel type de démocratie parle-t-on : celle définie par l'Occident ou par les africains ? A qui appartient la démocratie ?

Les intellectuels et l'espace public

Comme il fallait s'y attendre lorsque des intellectuels se réunissent, la session des débats sur **Les intellectuels et l'espace public** a naturellement suscité un intérêt particulier. Il ressort essentiellement des présentations et des débats que compte tenu de la mainmise de l'Etat sur l'espace public, l'université apparaît comme la structure essentielle à travers laquelle le projet national peut être réalisé. Mais, eu égard aux comportements anti-démocratiques des intellectuels au pouvoir, on a de sérieux doutes sur la capacité des intellectuels et des universités d'Afrique à se poser en défenseurs de l'intérêt public.

Discours identitaire et réaction xénophobe dans l'espace public⁹

Les présentations sur le thème « Discours identitaire et réaction xénophobe dans l'espace public » ont essayé d'établir un lien étroit entre violence et immigration et discours public en Afrique du Sud et au Zimbabwe. Les discussions ont porté sur l'adéquation du concept de xénophobie dans le cas où les différents acteurs impliqués dans un conflit sont de la même race. Pour certains, le terme négrophobie (plutôt que xénophobie) décrit mieux le cas sud-africain, tandis que le terme xénophobie (plutôt que le nativisme) est plus indiqué pour décrire celui du Zimbabwe parce qu'il impliquait deux races différentes. Voir le cas du Zimbabwe à travers le prisme du nativisme, c'est confondre l'anticolonialisme avec le nationalisme. Alors, de quelle nature est la relation entre le nativisme et la démocratie ?

La conférence Cheikh Anta Diop : Espace public en Amérique Latine¹⁰

A la lumière de la critique selon laquelle le concept Habermas de l'espace public n'est pas sensible aux réalités politico-sociales et économiques des sociétés africaines et de celles en développement, la présentation d'Atilo Boron a fourni l'occasion d'étudier le concept de l'espace

public à partir d'une perspective Sud-Sud. D'après Boron, l'image donnée de l'espace public en Amérique Latine est trompeuse ; malgré des élections libres et transparentes, en apparence, la gouvernance démocratique n'est toujours pas assurée dès lors que le peuple n'est pas véritablement la source du pouvoir en Amérique Latine. En d'autres termes, l'espace public n'appartient pas au peuple, car il est dominé par de puissants agents économiques, des sociétés économiques transnationales (SET) qui contrôlent l'exécutif au sommet de l'Etat. La nature peu démocratique de l'espace public en Amérique Latine s'explique par le fait que la démocratie en Amérique Latine n'a pas été générée de manière endogène ; elle n'est pas le résultat des exigences de l'espace public ; elle est arrivée dans les bagages des programmes d'ajustement structurels néolibéraux qui ont transformé les droits du citoyen (éducation, santé gratuite, etc.) en produits.

La conférence Claude Ake : Le public, le privé et le rôle social des institutions de l'enseignement supérieur en Afrique¹¹

L'importance accordée au rôle des intellectuels dans l'administration de l'espace public africain a été encore soulignée. Les principaux facteurs ayant structuré et conditionné le rôle des intellectuels et des universités dans l'espace public africain ont été identifiés. A son avis, les questions essentielles se posent en ces termes : Les universités africaines sont-elles suffisamment préparées à affronter les défis confrontant le continent ? Les intellectuels sont-ils à même d'établir et de maintenir une administration démocratique de l'espace public ? Comment peut-on restaurer en Afrique la légitimité que l'Etat a perdue au lendemain des crises et bouleversements politiques successifs qu'a connus le continent africain au cours des deux dernières décennies ? Il faut bien en conclure qu'à la lumière de la légitimité discutée de l'université publique en Afrique, induite par le programme PAS et la transformation de l'intellectuel en consultant des organisations internationales, l'intellectuel en Afrique est peu outillé pour engager la recherche et le débat rigoureux nécessaires à la construction et à l'établissement d'un espace public démocratique en Afrique.

Administration de l'espace public dans la construction de l'Etat et de la Nation¹²

L'une des principales préoccupations de l'Etat post colonial en Afrique est la construction d'une nation. Mais elle s'est avérée être aussi la plus difficile à réaliser malgré les efforts concertés de l'Etat à travers des programmes comme le *Federal Character* au Nigeria, le « *Week of National Forecast* » au Kenya et l'émission des timbres. L'échec de la construction d'une nation peut s'expliquer par les manipulations de l'identité ethnique et la centralisation à outrance de l'accès aux ressources politiques et économiques de l'Etat. L'espace public est présenté comme l'agent le plus efficace dans la construction de la nation, car c'est un espace de débat et de contestation, des processus justement nécessaires à la conciliation des intérêts pluriels et à la conception de la philosophie démocratique sous-tendant la construction d'une nation.

Sessions Parallèles

Les médias dans l'espace public africain¹³

Les présentations sur les Médias dans l'espace public africain ont toutes souligné un intérêt pour la liberté d'expression. Elles s'accordent à dire que les médias étaient simultanément une source d'espoir et de désespoir pour les africains et qu'un véritable espace public africain ne saurait émerger sans une redéfinition du rôle des médias qui tiennent compte des réalités sociales et culturelles des peuples d'Afrique. Une telle redéfinition devrait en premier lieu aborder la nature extrêmement précaire de la liberté de la presse en Afrique. La multiplicité de la presse ne signifie pas ni ne s'est traduite par la liberté de la presse, et on peut dire la même chose de la démocratie. Ce qui importe le plus, c'est le contenu des médias et les utilisations qui en sont faites. De plus, la question de la liberté de la presse implique que l'on s'interroge sur sa nature, son contenu et ses limites. La presse a-t-elle le droit de couvrir toutes les facettes de la vie des personnalités publiques (leur état de santé, leur bien, leur vie de famille, leur préférence sexuelle, etc.). L'homme public a-t-il droit à une vie privée ? L'Afrique est-elle prête à assumer pleinement les responsabilités et les implications d'une liberté totale de la presse ? La presse est-elle capable d'autorégulation ? Peut-on envisager l'autorégulation en Afrique ?

Expressions artistiques, art oral et culture dans la texture de l'espace¹⁴ public

Après l'intervention de TSITSI Dangarembga, les papiers présentés dans le cadre des panels relatifs à « Expressions artistiques, art oratoire et culture dans la texture de l'espace public » ont souligné le rôle de la culture dans l'accès à l'espace public en Afrique, dans la mesure où la culture est le déterminant de la légitimité et du pouvoir ; elle se décline aussi en critique des hiérarchies du pouvoir et des autorités politiques dans l'espace public. Ces présentations ont insisté sur la nécessité d'accorder un plus grand intérêt au lien entre la politique et la culture, car il permet d'appréhender la dynamique de l'espace public en Afrique. Suite à ces présentations, les débats ont porté essentiellement sur deux points : (a) l'importance de la variété des modèles culturels africains comme mécanismes de récupération ou de reconquête de l'espace public ; et (b) la richesse des formes variées de littérature africaine y compris les langues locales ainsi que la nécessité d'une certaine politique d'action panafricaine pour les préserver et les protéger.

Création de l'espace public¹⁵ africain

Dans le cadre du thème « Création de l'espace public africain » ont été présentées les différentes formes d'engagement féminin avec le pouvoir et l'autorité dans l'espace public en Afrique. A travers des études traitant principalement de la politique d'égalité des sexes au Congo, de la littérature féminine, de la mobilisation de l'identité féminine, du réseautage social féminin par le biais de l'Internet et de la danse/représentation, les panélistes ont montré que, si en principe, l'espace public africain était pour les femmes, un cadre de revendication des droits, de négociations sur l'égalité des sexes, de sensibilisation et de participation, de communication, de contestation de la masculinité/patriarcat, l'espace public formel leur restait le plus inaccessible malgré leur nombre plus important. L'accès limité des femmes à l'espace politique s'explique par des facteurs dont notamment l'éducation, le mariage, le patriarcat et le syndrome capitaliste « matraquer pour prospérer ». Si le fait d'entrer en politique ne change pas ou ne peut pas changer le statu quo, les femmes doivent exploiter les possibilités de réseautage fournies par des fora et des institutions traditionnels tels que

les Réunions Igbo en Août, et exproprier les capacités de mobilisation avec la révolution actuelle des TIC et des arts. Elles doivent aussi détecter et saisir les espaces et les opportunités créés par les incongruités des politiques publiques comme ceux créés par l'existence d'une constitution séculaire dans un Etat qui est à 98 pour cent musulman. Les discussions ont permis d'identifier un problème majeur : dans toutes les présentations, le genre est assimilé aux femmes.

Religions et religiosités dans l'espace public africain¹⁶

Compte tenu du rôle majeur que joue la religion dans la politique et la société civile post coloniale africaine, l'Assemblée générale « se devait » d'explorer la place de la religion dans l'administration de l'espace public. Examinant l'interface entre religion et espace public, l'ambiguïté dans la définition et l'utilisation de l'espace public ainsi que la régulation de l'espace public par l'Etat, les présentations ont mis en relief l'importance de la religion et sa capacité à déterminer le sens moral du discours public. Les acteurs politiques (dont des chefs religieux qui luttent intensément pour contrôler les espaces publics et symboles religieux) reconnaissent aussi cette capacité qu'ils considèrent comme une ressource essentielle. Le contrôle de l'espace public offre donc un moyen d'acquiescer le contrôle de l'Etat. Ainsi, la capacité de déterminer le sens moral du discours public ne rend pas pour autant la religion garante de l'ordre public ; elle n'est pas non plus un mécanisme de gouvernance démocratique de l'espace public africain.

Le sacré, le sacrilège et l'espace public¹⁷

Dès lors que l'importance du sacré dans l'espace public africain réside dans sa capacité à déterminer le sens moral du discours public, de conférer une valeur morale aux interactions dans l'espace public, la gestion de l'espace sacré devient alors un moyen important de conférer de la valeur aux interactions dans l'espace public africain et partant, une composante essentielle de la dynamique sociopolitique de l'espace public en Afrique. Alors qui a le droit de contrôler la gestion de l'espace public sacré et de déterminer son utilisation : l'Etat ou les diverses communautés culturelles, les experts ou les individus ? Les présentations sur « Le Sacré, le sacrilège et l'espace public » ont révélé

que, dans l'Afrique d'aujourd'hui, la gestion de l'espace public sacré ne répondait plus ni ne prenait en charge les besoins moraux et la mémoire des peuples africains, mais répondait davantage aux exigences de l'accumulation capitaliste telles que dictées par la mondialisation, une situation largement encouragée par la nature non-délibérative de l'espace public africain.

Théorisation de l'espace public africain¹⁸

La domination totale et coercitive de l'espace public en Afrique a conduit à des comportements imaginatifs populaires notamment l'utilisation des métaphores, des chansons et des rumeurs pour diffuser et articuler des points de vue politiques comme on a pu le voir dans la manière dont les écrivains africains ont utilisé leurs talents littéraires créatifs pour traiter des questions sociales, politiques et religieuses de l'espace public. Ainsi, une focalisation sur la culture populaire prend en charge certaines des critiques contre l'espace public. En d'autres termes, l'analyse de l'espace public doit couvrir les rumeurs politiques, philosophiques, la culture populaire et les publics virtuels. Les utilisations diverses des signes et des symboles ont la qualité unique et souhaitable d'accroître la capacité de l'espace public à servir de fondement pour la conscience universelle contre l'oppression et l'exploitation exercée au-delà des frontières.

L'espace public comme cadre de négociation de la citoyenneté¹⁹

La violence qui a accompagné les élections dans les Etats africains au cours de ces deux dernières années a clairement montré que les élections ne constituent pas un outil permettant de construire l'espace public démocratique tant souhaité en Afrique. Les discussions sur « Espace public comme cadre de négociation de la citoyenneté en Afrique » ont donc porté sur des questions de citoyenneté, de participation politique, de droits humains et d'élections. Qu'est-ce qui détermine le discours de la citoyenneté dans l'espace public et quelle est la relation entre les droits et les devoirs du citoyen ? L'éducation civique est considérée comme un élément primordial dans le processus de négociation de la citoyenneté. Pour que l'éducation civique soit efficace, elle ne doit pas être perçue comme un privilège, mais comme un droit du citoyen. Comme

le montre le cas du Zimbabwe, la garantie des droits et libertés de la citoyenneté constitue aussi un déterminant indispensable à l'existence de l'espace public.

Les institutions de l'espace public africain²⁰

L'importance des institutions réside dans leur rôle en tant que circuits de communication, de régulatrices des rapports sociaux et de cadres de débat et d'échange d'informations essentielles permettant de résoudre le problème d'isolement et de vulnérabilité. Les institutions sont donc de véritables espaces publics, dans la mesure où elles permettent une forme de participation du citoyen aux questions touchant sa vie de tous les jours. Les institutions représentent des lieux où le peuple peut enrichir ses expériences et sa compréhension des voies et moyens optimum de réaliser le bien commun. Les institutions, en tant que lieux d'élaboration de l'intérêt public, sont donc essentielles, pour résoudre le problème de la profonde désaffection de la majorité des africains de l'espace de l'autorité publique en Afrique et assurer la gouvernance démocratique de l'Etat. Malheureusement, la réalité est qu'en Afrique, les institutions à tous les niveaux n'ont sans doute pas été à la hauteur de la tâche qui consiste à agir comme des mobilisateurs et des gestionnaires des relations de l'Etat à la société ; or un tel besoin existe bel et bien, compte tenu de l'importance des institutions dans la gouvernance démocratique de l'Etat en Afrique et dans l'analyse critique des raisons de ces échecs.

Les langues et la linguistique dans l'espace public africain²¹

Les discussions sur le thème « Les langues et la linguistique dans l'espace public africain » ont porté sur la question de savoir comment la pluralité linguistique qui caractérise l'espace public africain peut devenir un agent de développement en Afrique. La réponse réside dans la compréhension pleine et entière de la diversité, de la mobilité et de la complémentarité des formes linguistiques en Afrique. En d'autres termes, pour réaliser leurs potentiels de développement, les langues africaines doivent être considérées comme des facteurs encourageant la cohésion et non le conflit. L'échec de la plupart des actions de développement peut être expliqué en partie par la non-reconnaissance de la nécessité de définir et de mettre en œuvre les interventions des program-

mes de développement dans les langues des bénéficiaires africains. Le fait de négliger les langues locales traduit une ignorance du rôle que la langue joue dans la création de la solidarité et la sécurité sociales, puisque l'espace public résulte non seulement de l'échange des biens, mais aussi de celui des signes et des symboles contribuant à la création de réseaux de communauté au-delà des frontières nationales.

Les espaces, sites et processus de l'espace public

Le débat sur « Les espaces, sites et processus de l'espace public » a réaffirmé la nature multiple de l'espace public africain en tant que forum de participation politique égalitaire (Forum Social Marocain). Promu par le concept d'Habermas, l'espace public existe de pair avec les systèmes de lignage africains tels que les chefferies traditionnelles où la participation au débat politique est un privilège réservé à quelques-uns et est fonction de l'âge et du sexe. Dans une telle situation, comment peut-on établir un lien entre la tradition et la modernité au niveau de la délibération et de la participation politiques dans l'espace public africain. Une position qui consiste à reléguer les modes de consultation publique et de participation politique dans les chefferies traditionnelles africaines au rang de barbarisme ne peut mener qu'à une impasse théorique dont on ne peut sortir que si l'on reconnaît que l'espace public traditionnel a des similitudes avec l'espace public bourgeois décrit par Habermas, mais différent de celui-ci par le fait que les notables agissent dans l'intérêt de tous les membres de la chefferie. Ainsi, dans le cas africain, il est essentiel de parler d'espace public multiple et non d'un seul espace public, afin de situer dans son contexte la dynamique de la culture populaire africaine qui produit des espaces publics sous-culturels servant de sites à l'émergence d'une démocratie délibérative.

L'émergence des publics virtuels dans le monde²² africain

Les africains se devaient de s'approprier l'Internet comme une forme de protection contre la manipulation de l'information. En fait, l'utilisation de la Toile comme cadre de la démocratie délibérative peut être liée à la manipulation des moyens traditionnels de diffusion de l'information tels que la radio et la télévision, par ceux qui

sont puissants politiquement et économiquement. La démocratie délibérative et la cyberdémocratie apparaissent donc comme des réponses rationnelles à des processus électoraux frauduleux qui ne respectent pas les choix des électeurs. Le public virtuel, et par extension, l'activisme en ligne s'est encore renforcé avec la présence en ligne des moyens de diffusion de masse traditionnels. L'Internet offre, de ce fait, un contexte idéal pour la liberté d'expression d'opinions et la cyberdémocratie. Malgré l'importance du public virtuel, des remises en cause de la crédibilité des informations publiées en ligne imposent que l'on traite en priorité la question de la régulation du public virtuel. De même, peut-on dire que le public virtuel soit véritablement un espace public bien fondé ? Concrètement, le public virtuel n'est pas inclusif étant donné la restriction de l'accès à Internet imposée par la censure étatique ou des contraintes économiques. La cyberdémocratie est donc une démocratie réservée à l'élite. Pour être utile comme outil de gouvernance en Afrique, l'espace du public virtuel doit devenir inclusif dans un contexte d'analphabétisme et de pauvreté.

Etude économique de l'espace public²³

L'étude économique de l'espace public en Afrique soulève essentiellement la question de la gouvernance et des alternatives possibles à la réalisation de la bonne gouvernance en Afrique. L'espace public est présenté comme un lieu où la transparence a une importance fondamentale pour la protection l'intérêt public. En résumé, l'espace public rend possible le débat sur la transparence dans la gouvernance de l'Etat. C'est un lieu de renforcement de la stabilité sociale. L'analyse présentée a clairement montré les dimensions de l'espace public et leur implication pour l'administration des questions économiques. Certaines alternatives telles que « l'économie informelle » et « l'économie solidaire » ont été suggérées comme solution aux problèmes liés à l'administration néolibérale de l'économie de l'espace public parce qu'elles encouragent la création d'un « espace public de proximité » ; c'est-à-dire, un espace public qui encourage le débat, un processus collectif de prise de décision qui lutte contre l'exclusion caractérisant la gestion de l'économie de l'espace public sous un régime de néolibéralisme.

Conflit et violence dans l'espace public africain²⁴

Les contributions au débat sur le thème Conflit et violence dans l'espace public africain ont mis en relief l'importance de la question des ressources naturelles et de leur gestion dans l'analyse du conflit et de la violence en Afrique. Des pays comme le Nigeria et l'Afrique du Sud ont-ils une politique nationale de répartition des ressources entre leurs différentes composantes ? A qui profite l'exploitation des ressources naturelles ? Les institutions gouvernementales ont-elles une obligation constitutionnelle de répondre de l'utilisation qu'elles ont faite des ressources ? Comment la politique de décentralisation fonctionne-t-elle dans les Etats africains ? Suffit-il d'examiner les situations existantes sur le terrain en Afrique pour conclure que dans les Etats africains seule existe une politique de pillage ? Une politique de pillage ne favorise certainement pas une cohésion sociale. Au contraire, elle stimule, comme le montre la situation qui règne dans le Delta du Niger au Nigeria, la résistance du peuple à une exploitation hégémonique. Dans les sociétés africaines, face aux autorités oppressives engagées dans une politique de pillage, la violence devient l'arme de communication de choix entre Etat et société. La gestion des conflits requiert l'intervention et l'implication dynamiques des organisations de la société civile et des institutions religieuses, afin de promouvoir le langage de l'égalité comme alternative à la politique de pillage des ressources publiques et la violence qu'elle entraîne dans l'espace public africain.

Démocratisation de l'espace public africain²⁵

La possibilité de démocratisation de l'espace public en Afrique a fait l'objet de discussion et de débat tout au long de l'Assemblée générale. Pour l'essentiel, la démocratie en Afrique est un travail en cours ; elle est encore en construction comme l'expriment sa forme dominante actuelle de liberté négative - liberté reconvenue mais non ouverte à son utilisation pleine et entière à cause de certaines contraintes et barrières - et le fait qu'elle n'est devenue préminente dans l'espace public que depuis les années 80. Pour être une réussite, les africains se doivent de s'approprier le processus de démocratisation ; la mobilisation populaire est donc le moyen d'approfondir la démocratie en

Afrique puisque celle-ci ne peut être imposée de l'extérieur par le biais des conditionnalités proposées par les organisations internationales et les bailleurs de fonds. En d'autres termes, pour être une réussite, le peuple doit s'approprier le processus de démocratisation qui est sensible à la culture et à l'histoire.

La note de la fin²⁶

La présentation de la note de la fin a commencé par l'exploration d'un certain nombre de questions telles que les échecs du développement en Afrique, les questions de succession dans l'exercice de la fonction politique, la privatisation de l'Etat, la personnalisation de l'Etat, le régime militaire et la faillite d'un leadership collectif. Ces questions ont, dans la politique africaine, structuré les tendances actuelles observées dans le système présidentiel de gouvernance en Afrique. Se référant à l'exemple du *Convention Peoples Party of Ghana*, le conférencier a fait l'historique des antécédents de la forme violente et vénale actuelle du présidentielisme en Afrique. Puis, il en a identifié les caractéristiques dont notamment le fait qu'un Président soit très puissant avec très peu de mécanismes de contre-pouvoir limitant ses actions ; un système judiciaire devenu l'instrument au service du Président et non un instrument de contrôle ; un Président, source d'enrichissement matériel - distribuant des largesses économiques et des postes politiques ; un Président expert en manipulation constitutionnelle ; des Premières Dames devenues des institutions d'Etat même si la constitution ne reconnaît pas un tel poste. Un système présidentiel affichant de telles caractéristiques aboutit finalement à un Etat transformé en monarchie dans laquelle la succession veille à ce que les membres de la famille retiennent des postes élevés dans la hiérarchie gouvernementale à travers la mise en scène d'élections qui n'ont d'autre but que de confirmer la personne concernée au pouvoir.

Pour le conférencier, le plus grand danger menaçant la démocratisation et l'avenir de l'Afrique reste la domination étrangère. Il estime que l'Afrique doit être son propre acteur, avec son propre programme et non pas simplement un sujet d'histoire. Il a averti qu'en ce moment, une nouvelle Conférence de Berlin subtile et silencieuse est en cours où on se demande comment faire pour avoir son morceau d'Afrique. Il a fait remarquer que les Chefs d'Etat afri-

cains assistaient plus à des sommets mondiaux qu'aux sommets de l'Union Africaine (UA) et que cela était révélateur d'une dépendance aigüe. Dans sa conclusion, le principal orateur a indiqué que même s'il est important de se réunir et discuter de l'espace public africain, les pères fondateurs du CODESRIA avaient également attiré l'attention sur la nécessité pour les africains de changer leur propre histoire. Ainsi, les intellectuels africains ne devraient pas laisser continuer la tournure actuelle des événements telle quelle sinon l'Afrique restera une proie pour la domination étrangère et ses peuples continueront d'exister dans la pauvreté. A la fin des discussions, le professeur Bathily a relevé que la 12^e Assemblée générale se tenait à une période particulièrement importante, car elle peut permettre à chacun de combiner une recherche scientifique vigoureuse avec l'objectif de libération.

Conclusion

En choisissant « Administrer l'espace public africain » comme thème de la 12^e Assemblée générale du CODESRIA, le Comité exécutif du CODESRIA a montré qu'il est convaincu que « pour susciter de l'espoir en Afrique, il fallait s'interroger sur le concept du domaine public dans ses divers espaces qui ont une implication pour la bonne gouvernance ». A partir des différents panels et sessions évoqués plus haut, on peut conclure que les objectifs fixés à la 12^e Assemblée générale par le Comité exécutif ont été atteints à travers des présentations enrichissantes et stimulantes et des débats qu'elles ont suscités. Les papiers présentés ont montré l'utilisation large faite du concept de l'espace public pour capter le caractère multiple des espaces et structures tantôt partagés, tantôt délibératifs, tantôt épousés et tantôt contestés, qui caractérisent la société africaine. Les papiers et débats ont, par ailleurs, souligné la spécificité historique de l'espace public africain, ses diverses dimensions et contradictions ainsi que sa nature de travail en cours.

Ils sont surtout renforcés la pertinence de l'accent mis par le CODESRIA sur la nécessité de conjuguer les études multidisciplinaires comme le meilleur moyen de mettre l'étude de l'Afrique à l'abri des analogies erronées tirées d'une lecture unilinéaire de l'histoire de l'Europe et des Etats Unis. Le caractère innovant

des travaux présentés au cours de l'Assemblée générale a montré que beaucoup a été accompli et continuerait d'être accompli par les africains en vue d'élaborer des concepts, des théories et des méthodes qui captent les attributs généraux et spécifiques de l'espace public africain. Globalement, la 12^e Assemblée générale du CODESRIA a confirmé la position du CODESRIA comme premier réseau panafricain de chercheurs dédiés à une œuvre socialement engageante.

Notes

1. Synthèse des différents rapports scientifiques soumis par les collègues suivants : Murindwa Rutanga, Addo Mahamane, Edewor Dennis, Alex Ratebaye Tordeta, Khalid Ali El-amin, Susan Y. Awason, Margaret Ayike, Herman Touo, Sylvie Mpon-tiek, Osita Agbu, Therese Azeng.
2. Human Sciences Research Council, HSRC ; The Latin American Council of Social Sciences (CLACSO); African Studies Centre (ASC); University of South Africa (UNISA); African-Arab Research Centre; Nordic Africa Institute, Uppsala, Sweden; SIDA/SAREC; Stockholm, Sweden, Norwegian Agency for Development Cooperation (NORAD) and European Association of Development Institutes.
3. De l'espace public, gouvernance et démocratisation ; 12^e Assemblée générale Conférence Léopold Sédar Senghor : Ali EL KENZ, *Gouvernance et Gouvernabilité* ; 12^e Assemblée générale Conférence invité d'honneur : Tsitsi Dangarembga, (*Les arts populaires et la culture dans la texture de l'espace public en Afrique*); Les intellectuels et l'espace public; 12^e Assemblée générale Conférence Cheikh Anta Diop ; (Atilo Boron: L'espace public en Amérique Latine) ; Discours identitaires et réaction xénophobe dans l'espace public, 12^e Assemblée générale Conférence Claude Ake (Teresa CRUZ E SILVA, *Le public et le privé : le rôle social des institutions de l'enseignement supérieur en Afrique*).
4. Administration de l'espace public dans la construction de l'Etat et de la Nation (4 sessions) ; Les médiats dans l'espace public africain (4 sessions) ; Expressions artistiques, art oral et culture dans la texture de l'espace public (4 sessions) ; Création de l'espace public africain (3 Sessions) ; Religions et religiosités dans l'espace public africain (3 sessions) ; Théorisation de l'espace public africain (2 sessions) ; L'espace public comme cadre de négociation de la citoyenneté (2 sessions) ; Institutions de l'espace public africain ; Langues et linguistique de l'espace public ; Espaces, sites et processus de l'espace public ; L'émergence des publics virtuels dans le monde africain ; Etude économique de l'espace public ; Conflit et violence dans l'espace public africain ; Démocratisation de l'espace public africain ; Le sacré, le sacrilège et l'espace public.
5. Présidente : Teresa Cruz Silva, Discutant : Nyamnjoh Francis Rapporteur: Murindwa Rutanga & Addo Mahamane.
6. El Kenz, Ali Gouvernance et gouvernabilité, Conférence Léopold Sédar Senghor, 2009
7. Tsitsi Dangarembga, Présidente : Fatima Harrack, Rapporteur : Sylvie Mpon Tiek
8. Président : Thandika Mkandawira, Discutant : Adam Habib, Rapporteur : Herman Touo & Mahamane Addo.
9. Président: Samir Amin, Discutant : Jimi Adesina, Rapporteur : Osita Agbu.
10. Présidente : Selolwane Onalenna, Discutant : Adam Habib, Rapporteur: Khalid Ali-El-Amin.
11. Teresa Cruz E Silva « Le public et le privé : le rôle social des institutions de l'enseignement supérieur en Afrique » (Conférence Claude Ake)
12. Georges Nzongola-Ntalaja, Rapporteur : Osita Agbu
13. Panel I : Président : Noel Obotela RASHIDI, Discutant: Labana A.A, Rapporteur: Therese Azeng. Panel II Présidente : Carin Norberg, Discutant : Charles Ukeje, Rapporteur : Therese Azeng. Panel III Président : Said Adejumbi, Discutant : Richard Akum, Rapporteur : Murindwa Rutanga. (Panel iv) Président : Matlou matloteng, discutant : Firoze manji, Rapporteur : Therese Azeng
14. Panel I : Kofi Anyidoho ; Discutant de session : Pinkie Mekgwe ; Rapporteur de session : Dennis Onome Edewor. Panel II : Président : Bahru Zewde ; Discutant : Firoze Manji ; Rapporteur : Susana Awason. Panel III : Président de session : Leo De Haan; Discutant de session : Godwin Murunga ; Rapporteur de session : Khalid Ali El Amin.
15. Panel I : Présidente de session : Onalenna Selolwane ; Discutant : Antonia Simbine ; Rapporteur : Susanna Awason ; Panel II : Présidente de session : Odile Faye; Discutant : Atilo Boron ; Rapporteur : Susana Awason Panel III: Président de session : Joe Oloka-onyango; Discutant : Terezhina SILVA; Rapporteur: Susana Awason.
16. Panel I : Président de session : Abdelghani Abouhani ; Discutant : Ayodeji Olukoju ; Rapporteur : Margaret Ayike ; Panel II : Présidente de session : Thobeka Mda ; Discutant : Ratebaye Tordeka ; Rapporteur : Margaret Ayike.
17. Panel III : Président de session : Sam Moyo ; Discutant : Francis Nyamnjoh ; Rapporteur : Murindwa Rutanga.
18. Panel I : Président de session : Zenebeworke Tadesse ; Discutant de session : Sylvie Mpon-tiek ; Rapporteur de session : Khalid Ali El Amin ; Panel II : Présidente de session : Nouria Remaoun ; Discutant : Omano Edigheji ; Rapporteur : Osita Agbu
19. Panel I : Président : Khalid El-amin, Discutant : Ebrima Sall, Rapporteur : Tordeka Ratebaye. Panel II Président : Lennart Wohlgemuth, Discutant : Bhekinkosi Moyo, Rapporteur : Sylvie Mpon-tiek.
20. Président : Claudio Alves Furtado, Discutant : Amady Ali Dieng, Rapporteur : Addo Mahamane.
21. Présidente : Catherine Kitetu, Discutant : Willy Bongo-passi, Rapporteur : Tordeka Radebaye.
22. Présidente : Fatima Harrak, Discutant : Murindwa Rutanga, Rapporteur : Herman Touo.
23. Président : Jacques K. Nduba Wa Dile, Discutant : Osita Agbu, Rapporteur : Sylvie Mpon-tiek.
24. Discutant : Catherine Newbury, Rapporteur : Tordeka Radebaye
25. Président : Shadida El-Baz ; Discutant de session : Laroussi Amri ; Rapporteur : Dennis Edewor
26. Abdoulaye Bathily « Le Président dans les régimes politiques africains : l'autocratie et ses conséquences sur la gestion des politiques publiques »

Culture populaire, agence subalterne et pouvoir populaire : les élections présidentielles et parlementaires de 2007 et la démocratie en Sierra Leone

Les hommes, semble-t-il, peuvent construire leur propre histoire, mais ils ne sauraient le faire tout à fait comme ils le souhaitent; ils ne peuvent pas le faire dans des conditions de leur choix mais en fonction des situations vécues directement, reçues et transmises du passé. La tradition de toutes les générations passées pèse comme d'un poids cauchemardesque sur l'esprit des vivants. - Karl Marx, *The Eighteenth Brumaire of Louis Bonaparte*

Après avoir été au pouvoir pendant plus d'une décennie au cours de laquelle – qu'importe ce qu'ils en disent – nous avons donné à ce pays un modèle de gouvernement, le parti n'a pas peur de passer à l'opposition parce qu'il est certain de donner dans ce cas aussi un exemple historique. Mais toute décision concernant l'avenir du parti doit tenir compte des résultats des élections ; et à moins que ces résultats ne disent le contraire, nous n'abandonnerons pas nos fonctions sous la pression de l'hystérie politique. – *Unity*, 20 mars 1967.

Selon une tradition orale assez superstitieuse, le Sierra Leone People's Party (SLPP) connaîtrait des désastres toutes les années se terminant par le chiffre sept : 1957, 1967, 1977, 1997 et maintenant 2007. C'est en 1957 que s'est produite la scission initiale qui devait conduire à la création du People's National Party (PNP), devenu plus tard le All People's Congress (APC) ; l'APC a battu le SLPP dans une élection serrée et même controversée d'après certains en 1967; le SLPP a perdu l'occasion de revenir au pouvoir en 1977 ; et en 1997, le SLPP a perdu le pouvoir, douze mois après être sorti du désert politique, à l'époque du système de parti unique. Est-ce une superstition ou une simple coïncidence ? La tradition orale à l'origine de ce mythe du « sept » récurrent est une croyance populaire chez ceux qui connaissent bien la politique en Sierra Leone. On pourrait même dire que cette croyance fait désormais partie du

Ibrahim Abdoullah
Freetown, Sierra Leone

patrimoine national des mythes présidant à la création et à la rénovation des institutions.

Si vous croyez aux chiffres comme aux symboles silencieux et pas si silencieux que ça ou aux textes qui révèlent le côté caché des choses, alors le numéro du cellulaire du Président Ernest Bai Koroma, le 603067 doit vous intéresser ! On peut le lire de plusieurs façons. Mais compte de la superstition inhérente dans cette tradition orale, je propose une lecture qui donne un sens aux chiffres : 60-30-67. Les deux premiers chiffres du n° de Koroma, c'est-à-dire 60, correspond à la date de naissance du parti APC ; les deux chiffres suivants, le 30, évoque les trente années étranges séparant la manifestation « pas de collège, pas d'école » conduite par l'actuel Ministre du Tourisme et de la Culture, Hindolo Trye et les élections de 2007. Et les deux derniers chiffres du n° de téléphone de Koroma, le – 67 – traduit la centralité du « 67 » dans la constitution et la reconstitution du parti APC : premier parti d'opposition en Afrique ayant réussi à battre et remplacer un parti au pouvoir ! Ces chiffres en soi sont assez révélateurs même s'ils ne nous disent rien sur les qualités de chef de Koroma ou pourquoi le parti APC a fait ce qu'il a fait il y a quarante ans : battre et remplacer un parti au pouvoir par voie d'élections libres et transparentes ! Ils forment pourtant les pièces du puzzle dans l'histoire du changement, la pertinence de la mémoire historique dans la compréhension des élections en la Sierra Leone et en Afrique aujourd'hui et le pouvoir contemporain de la culture populaire.

Il y a deux ans, un membre fondateur du SLPP, parti au pouvoir, décédait loin là-bas en Amérique. La famille a donc décidé

de ramener le corps du défunt pour l'enterrer au pays. Mais, il y a quelque chose de très étrange avec cette dépouille mortelle : la dépouille de ce membre fondateur, le cercueil et tout ce qu'il contenait était paré de vert, vert et vert, les couleurs du parti SLPP. L'évêque qui officiait, célèbre pour être quelqu'un qui disait rarement la vérité au pouvoir, était obligé de demander : Devons-nous enterrer le SLPP alors ?

Les deux candidats, Solomon Berewa le candidat du SLPP et Ernest Koroma, celui du parti APC ont travaillé très dur sous le poids du passé. Berewa s'est battu avec une certaine élégance pour éviter la répétition du scénario de 1967; Koroma lui a lutté avec hargne, afin de reproduire ce moment glorieux dans l'histoire du parti APC : battre le pouvoir en place dans une Afrique post coloniale. Berewa a fait l'histoire : il est le premier candidat présidentiel à visiter les coins et recoins de Sierra Leone ; Koroma a méthodiquement planifié sa stratégie de campagne, en renforçant la base du Congrès dans les régions où il était traditionnellement dominé. Alors que Berewa prévoyait naïvement une « victoire massive » qui ne correspondait pas du tout à l'humeur populaire ; Koroma a prédit avec réserve et pragmatisme une lutte serrée mais qui sera finalement remportée par le Congrès. Sur quoi ces prévisions sont-elles basées ? Quelle(s) étaient la ou les probabilités(s) historiques d'avoir un scénario identique à celui de 1967 ? Comment/Pourquoi le parti APC a-t-il pu faire mieux qu'eux en 1967 alors qu'il était visiblement dans une position plus faible après les élections de 2002 qu'il ne l'était après celles de 1962 ?

Le nouvel APC a dû attendre six ans avant de gagner une élection ; l'ancien APC, quant à lui, a dû attendre sept ans pour accéder au pouvoir. L'ancien APC a existé et fonctionné dans le contexte de la Guerre froide qui a engendré des dictatures de parti unique et l'extrême centralisation de la politique ; et le parti a reproduit toutes les embûches de cette époque. Mais, le

contexte est complètement différent aujourd'hui. Et le nouvel APC a démontré sa « nouveauté », en remportant une élection libre et transparente. Va-t-il reproduire ou adhérer au dogme actuel du marché, en acceptant le néolibéralisme sans le critiquer et des débats vains sur la démocratie et le développement au milieu d'une pauvreté généralisée et d'une mondialisation contagieuse ? Voilà l'énorme défi confrontant la Direction du parti APC. Le succès ou l'échec du parti dépendra de la manière dont il relèvera ce défi.

Le dénouement des élections de 2007 porte toutes les marques des élections générales de 1967 : un parti d'opposition bien établi dans la capitale ; la corruption à grande échelle des hommes politiques et des fonctionnaires à tous les échelons ; des divisions malsaines au sein du parti au pouvoir ; et une population qui piaffe d'impatience pour un changement radical. Mais c'était très différent de 1967 : la conscientisation accrue des masses populaires (analphabètes ?) ; l'atmosphère de vigilance et de passion contagieuse de la pratique politique (citoyenneté active ?) ; et l'émergence et la prééminence de la culture de la jeunesse contestataire qui passe du mondial au local et inversement pour interpréter l'expérience quotidienne. En d'autres termes, la politique en Sierra Leone aujourd'hui est tournée essentiellement vers la culture de la jeunesse au sens large : les festivités, les rassemblements de masse, oui le carnaval et le costume de campagne ne sont que des mises en scène/des représentations inspirées de la culture de la jeunesse contestataire. C'est vers cette culture hégémonique que nous devons nous tourner si nous voulons percer le mystère des élections de 2007 !

Si le rôle d'opposant de l'APC dans le parlement postérieur à 2002 a été relativement calme ou effacé comme certains l'en ont accusé, ce n'était pas parce Koroma était un dirigeant incompetent. Cette volonté manifeste de pacifier et de stabiliser le pays après une guerre civile brutale – un faux argument avancé par le parti SLPP – a été lue et comprise d'une manière non démocratique : la politique d'opposition n'a été d'aucune utilité et devrait être décontenancée. De ce point de vue, tout ce que dit ou fait l'opposition formelle au parlement n'a aucune espèce d'importance. Dans la période transitoire, le SLPP s'est apparemment renforcé, en invitant et en attirant des opportunistes de tous

bords au nom de la reconstruction nationale après la guerre. Servir la nation était le langage employé par ce groupe disparate de médiocrités arrogantes et de fraudeurs intellectuels. Et ils étaient tellement occupés à reconstruire la nation qu'ils n'ont pas su comprendre le sens de la victoire du parti APC aux élections locales de 2004, à Freetown, en soutenant sans aucun sens de l'histoire que la majorité des sierraléonais était derrière eux, tout simplement parce qu'ils contrôlaient les conseils municipaux locaux à l'intérieur du pays.

Cette arrogance du pouvoir ou mieux le pouvoir arrogant s'est avéré fatal : le SLPP a commencé à vouer un culte aux chiffres et encore des chiffres, en ignorant la voix du peuple : la voix des citoyens en colère ! Et cette voix du peuple, qui s'exprime en propos incendiaires et en lutte militante, a été portée dans tous les coins et recoins du pays sous forme de musiques populaires. La voix des ondes ou celle des radiocassettes sont les sites respectifs, le tribunal populaire pour ainsi dire où l'élite au pouvoir sont arrêtés, condamnés et mis au pilori. Et la condamnation était une affaire de tous les jours inspirée par une nouvelle identité de la jeunesse : vibrante, contestataire et anti-hégémonique. Le registre discursif de ces propos incendiaires est ancré dans l'existence quotidienne/la vie de tous les jours : une condamnation populiste du *De System*. Des propos recherchant non seulement la confrontation - confrontant le pouvoir avec la vérité des faits dans le sens classique et existentiel – mais portent aussi sur la citoyenneté sociale et le droit des gens ordinaires.

La campagne pour le changement menée avant les élections de 2007 a été inaugurée et conduite par une opposition informelle : les artistes musiciens. Les paroles subversives et agressives inauguraient un dialogue national – il n'y a pas de dialogue intellectuel et national dans la Sierra-Leone contemporaine – sur le changement positif et une nouvelle signification de la citoyenneté qu'il est difficile d'ignorer ou de bouleverser. La culture de la jeunesse contestataire vibrait sur le mode de la réinterprétation de la citoyenneté sociale et active, un phénomène sans précédent dans l'histoire de la Sierra Leone. Mais le SLPP a mal lu ce langage de protestation en raison, en partie, de son arrogance ; il s'est moqué de la lutte des artistes et rejeté leurs revendications pour la pleine citoyenneté. Le parti APC

et l'opposition ont su capter le message, ajuster leur stratégie et lancé un dialogue national sur la nécessité du changement. Le premier était dans la négation et l'exclusion tandis que le second était sympathique et inclusif.

La plaisanterie populaire née de cette situation – 'nar yu Papa get yah'¹ – concerne vraiment la citoyenneté ; le droit d'appartenir à un endroit précis. C'était à la fois une question politique fondamentale mais aussi une manifestation revendicative du droit des citoyens d'exiger des réponses aux interrogations sur la direction et la nature de l'Etat-Nation. Lorsque les musiciens ont lancé l'appel en faveur d'un préavis « d'éviction », le SLPP leur a rappelé non sans une certaine arrogance qu'en droit, le locataire n'a nullement le droit d'évincer son propriétaire. Les assoiffés de pouvoir dans les apparatchiks du SLPP et leurs disciples issus de la population ne voulaient pas accepter le principe libéral fondamental qui consiste à reconnaître que c'est le gouvernement qui est locataire et que ce sont les gouvernés qui sont propriétaires. Le préavis était donc le dernier recours dans l'arsenal dont dispose le vrai propriétaire pour récupérer le bien public. C'est là le verdict de 2007. Dans le contexte d'un changement sensible de la démographie - 67 pour cent de l'électorat sont âgés de 15 à 37 ans –, et dans cette tranche, les jeunes sont les principaux producteurs et consommateurs de la culture populaire ; ignorer leur voix collective c'est se mettre en situation périlleuse.

C'est l'obsession des chiffres du parti SLPP – la politique ce sont des chiffres avaient protesté ses sympathisants en colère – qui a fini par tuer le *Bombah*². Quand le SLPP a peint la ville en vert lors de leur dernier rassemblement à Freetown, il était clair que les masses allaient passer la journée sur le terrain : à célébrer et à dîner avec les puissants juste parce qu'ils voulaient qu'ils votent pour eux ! Consumés par une arrogance ignorante, ils n'ont pas su détecter que les masses avaient mis au point une stratégie multiple pour vaincre leur hégémonie. Plus de 50 pour cent de ceux qui se sont rendus en masse au rassemblement du SLPP, habillés de T-shirts verts, ont voté pour l'opposition. Ils ont été payés pour le faire (les observateurs de l'UE l'ont précisé dans leur rapport) ; mais ils ont rétorqué avec une pointe de défiance que c'était « leur argent » !

Incapables d'affronter face à face leurs oppresseurs, les sous-fifres ont, d'un point de vue historique, toujours su cacher par d'autres moyens leurs sentiments les plus profonds à leurs tortionnaires. Harcelés et réduits à l'état de victimes, ils ont eu recours à ce qu'ils ont qualifié avec ingéniosité de « politique de la pastèque » : le vert (couleur du parti SLPP) à l'extérieur ; le rouge (couleur du parti APC) à l'intérieur. Ce subterfuge, ce changement de code a occupé une place centrale dans leur stratégie politique commune. Et le jour du scrutin, ils ont poursuivi leur politique ambiguë d'entente secrète, enjoignant à leur compatriotes de voter en faveur de Celltel (devenu Zain) – l'opérateur mobile qui a le réseau le plus étendu de Sierra Leone – en leur rappelant que Datatel, un opérateur mobile qui a fait faillite et utilisé comme nom de code pour désigner le parti SLPP, avait cessé toute activité.

Ainsi, quand Berewa a déclaré à la BBC trois jours avant les élections qu'il « gagnerait et gagnerait très nettement », les gens ont souri, se sont précipités vers

leurs planques juste pour s'assurer que leurs cartes d'électeurs étaient bien en lieu sûr. Leur nouvelle arme, le bulletin de vote, a été utilisée massivement contre le *bombah!* Ce sont les chiffres qui ont finalement tué le *bombah!*

Pour la classe politique, ce fut un signal d'alarme qui délivrait un message clair : c'est le peuple qui, en dernier ressort, jugera de votre performance et non les médiats contrôlés par l'Etat ou des fonctionnaires ultra zélés. La leçon de 2007 est claire pour tous : tout gouvernement qui ne serait pas à la hauteur des aspirations populaires sera chassé du pouvoir par la voie des urnes. Des allégations selon lesquelles le parti SLPP aurait tenu ses promesses électorales ont reçu un démenti retentissant. Le fait de déclarer un taux de croissance à 7 pour cent - qui serait le plus élevé en Afrique de l'Ouest - ne s'est pas traduit par des logements abordables, des salaires décents, des bonnes routes, des adductions d'eau, une éducation de qualité et un avenir garanti pour leurs enfants. Qui mieux que le peu-

ple à qui le SLPP a déclaré avoir tenu ses promesses, pouvait apprécier ces allégations ? Soixante pourcent de ceux qui ont voté ont démenti cette affirmation peu importante si c'était un bon ou un mauvais choix. Cela marquait sans doute le commencement de la fin du genre de politique qui a fait des ravages en Afrique post coloniale.

Ainsi, 2007 consacre le rejet des politiques du Président Kabbah et le rejet du dogme néolibéral qui menace de noyer le plus pauvre d'entre les pauvres. Cela devrait servir de bonne leçon à la classe politique caméléon : tenez vos promesses ou vous serez éjecté du pouvoir par les urnes.

Notes

1. Est-ce pour ton père ? Est-ce le bien de ton père ? C'est le refrain populaire qui était sur toutes les lèvres la veille des élections qui ont remis en question la volonté du parti SLPP au pouvoir de s'accrocher au pouvoir à tout prix.
2. Le candidat présidentiel du SLPP était appelé le Solo le *Bombah* parce qu'il posséderait et contrôlerait d'énormes ressources.

Les élections générales au Kenya : propagande politique troublante sous couvert de débat intellectuel

Introduction

Les élections générales tenues au Kenya le 27 décembre 2007 ont suscité beaucoup de discussions et de débats passionnés, à travers le pays et à l'étranger. Sans surprise, ces débats ont porté sur toute la propagande électorale et le résultat de l'élection présidentielle contestée. De l'avis de tous les observateurs indépendants présents, le dépouillement des bulletins de vote au titre de l'élection présidentielle est sujet à caution. Du coup, la déclaration d'Emilio Stanley Mwai Kibaki et du Party of National Unity (PNU) comme vainqueurs sur Raila Odinga et l'Orange Democratic Movement (ODM) a été accueillie avec un bémol. Les équipes d'observateurs étrangers, notamment celle de l'Union européenne (UE) ont estimé que cette élection n'a pas respecté les normes internationales d'une élection libre et transparente ; les observateurs locaux quant à eux ont conclu qu'étant donné ce qui s'était passé au centre de dépouillement des élections nationales,

Godwin R. Murunga
Université Kenyatta
Kenya

situé dans les locaux du Kenyatta International Conference Centre, « il n'est pas possible de savoir qui avait remporté les élections ». ¹ Qui plus est, le président de la commission électorale du Kenya (ECK), Samuel Kivuitu est apparu plusieurs fois à la télévision nationale pour s'inquiéter de la régularité du processus de dépouillement des bulletins de vote. ²

Malgré cette absence de consensus des observateurs, elles sont de plus en plus nombreuses les analyses, de qualité et fiabilité variables, qui saluent cette supposée victoire du PNU et conseillent à l'ODM de saisir les tribunaux pour obtenir justice. Cet article est une brève critique d'une étude publiée par le canal d'une organisation non-gouvernementale

locale basée à Nairobi. Mon objectif est triple. D'abord situer l'étude en question dans son contexte, en soulignant ce qu'elle passe sous silence pour faire valoir ses arguments pour le moins partisans. Ensuite, prévenir et inviter le lecteur de bonne foi, en particulier, ceux et celles qui ne sont pas tout à fait au courant de la nature récriminatoire de la politique au Kenya et de la récente élection présidentielle très serrée à l'arrivée, à ne pas répéter telle quelle cette histoire au parti pris évident. Enfin, après avoir campé le contexte spécifique dans lequel se déroule la crise du radicalisme au Kenya, crise qui a permis de révéler les comportements incohérents des hommes politiques et analystes devant une question qui mérite pourtant la plus grande cohérence, je développe un argumentaire qui prouve que ce sont les intellectuels africains qui sont les vrais responsables de la situation. Il est clair, à mon sens, qu'il ne faut plus tolérer que des auteurs de recherche bâclée à dessein puissent tirer leur épingle

du jeu, surtout si l'objet de la recherche porte sur une question de vie ou de mort. Le concept de radicalisme est utilisé juste pour faire la distinction entre l'idéologie de droite et celle de gauche. Dans le sens marxiste du terme, le radicalisme est réactif en ce sens qu'il s'agit d'une idéologie qui se nourrit du désir de changer le plus grand méfait du capitalisme – l'inégalité dans le contrôle des moyens de production et dans la répartition des ressources et des richesses. Il est, par conséquent, fondé sur un ensemble d'idées et de pratiques politiques, avec une orientation socialiste, des idées qui, tout en étant comptables, accordent la prééminence à « l'imaginaire, aux aspirations et aux intérêts des gens ordinaires ».³ Son point focal porte sur les militants et intellectuels de la gauche (radicale) au sens de « regroupements politiques identifiés aux idées politiques marxistes et prônant des programmes politiques sous-tendus par des programmes économiques socialistes.⁴ La liberté et l'inégalité sont au cœur de la crise au Kenya, car les différents régimes ont entretenu l'inégalité et foulé au pied la liberté du peuple.⁵ Intellectuels et militants politiques opposés à ces régimes ont pris position tant en progressistes que défenseurs du peuple et leur décision repose sur un capital confiance (radicale), celui, comme le rappelait encore Amina Mama, « d'être socialement et politiquement responsables au-delà de la neutralité ou du libéralisme ». Mais on peut douter de leur cohérence quand il s'agit de faire avancer le programme radical.

Poids emblématique d'un Document de politique générale ?

Ces derniers temps, des études de qualité et de fiabilité intellectuelles variables sur l'évolution de la situation pré et post électorale au Kenya ont fait surface. Mais aucune n'avait le calibre supposé d'un auteur comme Peter Mwangi Kagwanja. Ancien membre de l'International Crisis Group. Kagwanja était Directeur du Programme de Recherche sur la Démocratie et la Gouvernance auprès de Human Sciences Research Council (HSRC), en Afrique du Sud, lorsqu'il a rédigé ce document. Selon la page d'accueil du site Internet d'HSRC d'alors, « il a dirigé des travaux de recherche et d'analyse portant sur des sujets intellectuels et la politique de paix, la sécurité, les conflits et la gouvernance en Afrique ».⁶ Il est également président fondateur de l'API, une structure basée à

Nairobi. Ses références universitaires lui confèrent une espèce de poids emblématique qui ajoute un plus à l'idée d'un document de politique générale, car c'est ce qu'est censé être le document dont il est l'auteur, intitulé « Breaking Kenya's Impasse: Chaos or Courts »⁷ (Sortir le Kenya de l'impasse : le chaos ou les tribunaux).

Le Document est le résultat de six mois de recherche. L'auteur y décrit le contexte des campagnes électorales, la volonté du parti ODM de remporter les élections grâce à une stratégie qui fait jouer la fibre « tribale » outre la menace de violence brandie en cas de défaite du parti. Il reconnaît à contrecœur que le parti ODM savait s'y faire pour galvaniser les électeurs à travers le pays, mais insinue que c'est grâce essentiellement au soutien local et international ; c'est aussi parce Kibaki le « civilisé », qui est resté au-dessus de la mêlée, aurait été diabolisé par une propagande bien huilée des médiats, sous la direction d'un consultant américain, spécialiste des campagnes électorales et de surcroît « discrédité », qui répond au nom de Dick Morris. Kagwanja a présenté le parti ODM comme l'agresseur ; il a conclu que beaucoup plus que le parti PNU, l'ODM avait truqué le résultat des élections ; il s'est servi des chiffres du résultat douteux du scrutin présidentiel que lui a fournis sa source, le *Daily Nation*, qui les avait déjà reniés pour étayer sa thèse. Enfin, il recommande au parti ODM de saisir les tribunaux pour obtenir justice.

Fait plus intéressant, c'est que les arguments et les recommandations de Kagwanja sont identiques à ceux du parti PNU. Cela n'est point surprenant puisqu'il a servi de conseiller et de stratège de campagne auprès du PNU pendant qu'il est censé faire sa recherche et écrire des articles pour le compte du parti PNU ; il a même fait des apparitions dans des programmes de talk show télévisuels où il est présenté⁸ sous ses différentes casquettes. Or le personnage n'a fait aucun état de cette information dans son Document ; cela en soi est un signe suffisant incitant à la méfiance pour toute personne à la recherche d'une opinion crédible.

Ce Document, mal conçu, propagande anti-ODM à peine déguisée, a été rédigé dans un style qui en dit long par ses insinuations ou ses silences que par ce qui est effectivement dit. Il brille par les demi-vérités qu'il assène, les sous-entendus et un certain nombre d'erreurs factuelles,

et de surcroît, il embarrasse les membres du conseil d'administration de l'API composés en partie d'éminents universitaires ayant à leur actif des combats pour la démocratie. Les silences, qui sont abordés plus loin, illustrent ces demi-vérités. Mais surtout, le document est une caricature de l'idée qu'on se fait d'un document de politique générale et ne devrait en aucun cas servir à berner la communauté internationale qu'il est censé informer. Heureusement, il a été lu, pour la première fois au Royaume Uni, au cours d'un forum dédié en général aux kenyanistes lesquels ont écrit leur version de la situation post électorale ; ces versions sont en contradiction assez marquée avec celle de Kagwanja dans laquelle l'auteur assure en vain la défense ahistorique du statu quo⁹.

Les efforts embarrassés d'auto-défense de Kagwanja renseignent finalement et assez facilement sur les raisons qui ont amené les observateurs à parler d'usurpation illégitime de la présidence. En effet, en tant que Directeur d'un programme sur la démocratie et la gouvernance, il devait faire l'effort d'aller au-delà des considérations ethniques pour avoir ne serait ce qu'une vue globale de la situation pour être en harmonie avec le programme et le secteur de recherche qu'il dirigeait alors. Hélas, il y a trois éléments importants dans le document qu'il a rédigé qui tendent à montrer que son but était principalement d'assurer la défense du parti PNU à tout prix ; en agissant ainsi, il compromet l'idée même de démocratie et de gouvernance, domaines qui justement font l'objet de sa recherche. Le premier de ces éléments est la comparaison qu'il a faite entre les partis ODM et PNU qui, selon lui, sont des organisations politiques fonctionnant respectivement avec une logique « ethnique » et « civique ». Le deuxième élément est sa tentative délibérée de donner au débat une dimension tribale pour enlever toute crédibilité aux accusations de fraude électorale portées par l'ODM, et le dernier élément est sa conclusion dans laquelle il affirme que le parti ODM n'a d'autre choix, pour sortir le Kenya du gouffre de la crise, que d'introduire un recours auprès des tribunaux, afin d'obtenir justice. Analysons chacun de ces éléments à tour de rôle.

Logique ethnique et civique

Dans son document, Kagwanja développe une théorie fondée sur le concept d'une distinction entre la logique ethnique et civique dans la politique propa-

gandiste et électorale au Kenya. Sur la base de cette logique, il essaie de dépeindre le camp du parti ODM surtout comme un mouvement ayant engagé « une bataille ethnique contre la Nation civique » que Kibaki a su diriger. La dichotomie entre l'ethnique et le civique n'est pas innocente. Elle est faite à l'intention d'un public spécifique pour qui cette vieille et stérile perception ethnographique de l'Afrique a un sens. Le contexte et les risques inhérents à ce genre de langage ethnographique ont été analysés avec toute la dextérité intellectuelle nécessaire par des chercheurs comme Peter Ekeh et Mahmood Mamdani.¹⁰ Néanmoins, dans le cas d'espèce, Kagwanja établit cette distinction d'abord, pour positionner Kibaki comme défenseur des hautes valeurs morales, ensuite imposer un point de vue très problématique et unilinéaire par lequel Kibaki est identifié à la modernité et l'ODM aux traditions du passé, tout en agitant le spectre de violence qui y est associé. Par là, il laisse sous-entendre que la Direction du parti ODM représente une menace de par sa capacité à raviver les traditions du passé dans la société en créant le désordre.¹¹

Il s'agit, en identifiant le parti ODM à la logique ethnique, de justifier globalement à postériori la violence post électorale au Kenya, en faisant croire à une relation de cause à effet entre l'ethnique et la violence. L'invocation ici d'une vision de la bestialité et de la brutalité dans le genre *Heart of Darkness* est évidente. S'adressant à d'autres publics stratégiques, Kagwanja évoque des notions telles que le « chaos pré-moderne », « les milices tribales » etc., afin de susciter à dessein cette vision d'horreur dans le public occidental auquel il semble vouloir s'adresser. Selon l'interprétation de Kagwanja, toute la violence pré et post électorale au Kenya serait l'œuvre du parti ODM dirigée contre l'inoffensif parti PNU, innocent et « civil », une coalition qui, d'après son appréciation plutôt subjective, serait non seulement pluriethnique, mais à la probité morale au-dessus de tout reproche. Il affirme notamment que le candidat présidentiel du parti ODM, Raila Odinga, aurait utilisé des métaphores de guerre, alors que tout le monde sait qu'il a, à dessein, sorti la citation de son contexte. Kagwanja conclut son propos en disant que les métaphores de guerre utilisées intentionnellement par le parti ODM seraient à l'origine de toute la violence post électorale.

Dans son argumentaire, Kagwanja a ignoré exprès de nombreux points essentiels susceptibles de compliquer son raisonnement et fausser sa conclusion. Peu importe pour lui que six provinces sur les huit que compte le Kenya aient voté pour le parti ODM, et que sur les deux restantes, une seule ait donné une victoire claire à Kibaki ; il s'agit de la Province Centrale, sa base dans la localité dont il est natif et où les Kikuyu sont majoritaires. Qu'à cela ne tienne également si le Nairobi cosmopolitain a voté en masse pour le parti ODM, car pour Kagwanja, il s'agit d'un détail qui ne vaut pas la peine d'être relevé, étant en contradiction avec la logique ethnique de son argumentaire. Kagwanja insiste sur le fait que Raila Odinga est issu de l'ethnie Luo, mais ignore les implications analytiques de son choix de toujours briguer et remporter un siège parlementaire dans une circonscription cosmopolitaine contrairement à Kibaki (d'ethnie Kikuyu) qui est passé d'une circonscription cosmopolitaine à une autre située dans les terroirs ancestraux de sa communauté ethnique. Kagwanja fait fi aussi de la perte par près de 80 pour cent de l'administration Kibaki aux élections et du fait que près de la moitié des parlementaires du parti PNU sont originaires de la Région du Mont Kenya, la région natale de Kibaki. Mon propos ici n'est pas de donner des contre-exemples pour invalider l'ensemble des exemples présentés par Kagwanja mais plutôt de m'interroger à haute voix si les faits rapportés pourraient nuancer dans une certaine mesure l'interprétation de manière à donner un peu plus de sens à l'idée d'un Document de politique générale au-delà de la simple polémique contre le parti ODM, Raila Odinga et la soi-disant mafia Kalenjin (voir explications dans la section suivante).

Au fond, que le parti ODM et son allié, le NARC aient remporté plus de sièges parlementaires que tous les autres partis confondus (du moins avant la mort mystérieuse de deux des parlementaires du parti ODM) n'a pas d'importance pour Kagwanja. Au final donc, le fait que tous les observateurs s'accordent à dire que la victoire de Kibaki ne peut être que le produit d'une fraude massive lors des élections et que le parti PNU et ses affiliés considèrent quant à eux ces élections comme crédibles, ne signifie pas grand-chose pour ce Document de politique générale. Toutes les organisations res-

pectables de la société civile du Kenya ont remis en cause cette élection y compris la Commission des droits de l'homme du Kenya (Kenya Human Rights Commission) où Kagwanja occupait naguère les fonctions de chercheur associé, la Commission nationale des droits de l'homme du Kenya (Kenya National Commission on Human Rights), le Mars Group Kenya et le Centre for Democracy and Governance, Law Society of Kenya. Des observateurs crédibles comme l'UE se sont tous accordés sur ce qu'ils ont considéré comme une conspiration à des fins de désinformation et ont plutôt penché du côté du parti ODM.

Selon Kagwanja, l'UE serait « entrée en scène trop tardivement » pour pouvoir « cerner les processus complexes des failles ayant caractérisé le terrain d'une élection prolongée et fortement minée au Kenya ». Et ce malgré le fait que l'UE soit depuis longtemps un partenaire au développement du Kenya et qu'elle ait des représentants dans le pays. Il ignore que les organisations locales nommées plus haut étaient présentes pendant toute la campagne de propagande. Dès lors qu'elles n'adhéraient pas à cette théorie de conspiration et constituaient un déni à son argument d'entrée tardive en scène, Kagwanja ne les a pas mentionnées. Au contraire, il a accusé l'UE de « parti pris » qui aurait contribué à « la tendance presque nihiliste d'alimenter plutôt que d'éteindre les tensions suscitées par les élections en Afrique ».¹² Kagwanja ne saurait pas non plus se laisser convaincre par le président de la Commission électorale du Kenya (ECK) qui a reconnu maintes fois sur la chaîne de télévision nationale qu'il ne « savait pas si Kibaki avait remporté les élections ».¹³ Pour lui, tout peut s'expliquer par la théorie de la conspiration dans laquelle le parti ODM est seul coupable de crimes contre le parti PNU.

Raila et la mafia Kalenjin

Kagwanja a évoqué le spectre d'une « mafia ethnique » pour ternir l'image du parti ODM qu'il présente comme mouvement pluriethnique ; il espère boucler son argumentaire en réintroduisant Moi (membre de l'ethnie Kalenjin et tout dernier Président discrédité du Kenya) comme un élément d'explication de la violence post électorale qui a sévi dans la Province de la Rift Valley, peuplée par une population parlant majoritairement la langue Kalenjin. Il va de soi que le facteur Moi a une cer-

taine importance, mais Kagwanja n'a souligné qu'en partie ses formes d'expression dans les élections de 2007. Cependant, il a veillé à ne rien laisser paraître qui puisse révéler la culpabilité de Kibaki/PNU dans son analyse.¹⁴ La mafia Kalenjin fait référence au groupe d'hommes politiques d'ethnie Kalenjin qui a dominé la scène politique kenyane au temps de la présidence de Moi. Ils ont pour la plupart rejoint Raila Odinga lors des élections de 2007, et ce malgré la caution morale et le soutien énergique que Moi a apportés à la campagne de Kibaki dans la province non sans critiquer et ridiculiser le parti ODM. Pour Kibaki, il n'y avait rien de plus grandiose que d'avoir cette grosse prise politique comme leur homme dans la Rift Valley, peuplée majoritairement par l'ethnie Kalenjin.

La stratégie de Kagwanja à l'égard de Raila Odinga et les Kalenjin était double. Il fallait d'abord diaboliser l'entourage de Raila Odinga dans l'ODM, en les dépeignant comme des hommes politiques Kalenjin discrédités et corrompus et des acteurs de la période Moi à la réputation fumeuse. Sachant que reconnaître le rôle de Moi dans la campagne de Kibaki allait lui compliquer les choses, il a fait le choix de ne pas en parler. Ensuite, il fallait présenter Raila Odinga lui-même comme quelqu'un d'acquis à la culture de violence politique associée à l'ethnie Luo par certains milieux politiques kenyans. Cette attaque à deux facettes vise à faire croire sans aucune ambiguïté que Raila Odinga et le parti ODM peuvent légitimement aspirer au pouvoir dans la mesure où aussi bien les Kalenjin que les Luo, nombreux parmi les membres du parti ODM, ont des antécédents fumeux et de violence. Est-il besoin de dire que c'est là un argument récurrent dans les campagnes du parti PNU et il est souvent associé à l'idée ethnocentrique que tout Luo non circoncis ne pouvait pas diriger les kenyans.¹⁵ Mais les deux arguments n'ont pas convaincu les électeurs dans la majorité des provinces kenyanes et ont souvent joué contre les auteurs, tel un arroseur arrosé.

Kagwanja reconnaît que Raila a réussi à former une coalition pluriethnique pour sa campagne électorale, mais c'est pour aussitôt tourner cette réussite en dérision en la qualifiant de « coup de pub ». Force lui était de reconnaître que le parti ODM avait réussi à galvaniser les électeurs partout à travers le pays, mais c'est pour réinterpréter cet exploit simplement comme

« un acte clairement anti-Kikuyu ». Un Document de politique générale digne de ce nom aurait relevé que pour être un parti politique, le parti PNU a été hâtivement bricolé à peine trois mois avant la date des élections pour donner à la campagne de Kibaki une dimension nationale, mais son échec s'est révélé au grand jour lorsque les critiques ont souligné son incapacité à mobiliser des sympathisants en dehors du bastion de Kibaki. Et comme par enchantement, Kagwanja a découvert Moi dans les coins cachés de l'histoire ; quelle trouvaille pour quelqu'un qui veut détourner l'attention des échecs de Kibaki au cours des cinq dernières années. Pour Kagwanja, le Moïsme est à l'œuvre dans les manipulations politiques qui ont influé sur l'évolution actuelle de la situation au Kenya. Il a présenté Moi et Raila comme des personnes partageant un « ressentiment obsessionnel contre les Kikuyu, ressentiment qui a envahi tout le tissu ethnique du Kenya ». Sans mentionner que Moi, en réalité, a soutenu la réélection de Kibaki (une évolution qui a renforcé l'idée qu'il y aurait une certaine communauté d'intérêts entre les familles des trois premiers Présidents, Kenyatta, Moi et Kibaki), Kagwanja arrive à la conclusion suivante : « la force motrice de l'alliance anti-Kikuyu du Pentagone était les soi-disant mafias de la « Rift Valley » ou « Kalenjin », composées essentiellement de Nandi, de Kipsigis et de quelques membres de l'élite Maasai qui ont pratiquement géré le régime de Moi ».¹⁶

Aujourd'hui, il y a très peu d'hommes politiques au Kenya qui n'aient pas côtoyé le KANU, le parti de Moi, qu'ils soient Kalenjin ou non. Le premier auquel on pense est forcément Kibaki, le Vice-président de Moi, de 1978 à 1988. Kibaki faisait bel et bien partie de la machine autoritaire du parti de Moi. Il n'est passé à l'opposition qu'après que les forces démocratiques aient pu obtenir du parti KANU des concessions concernant le multipartisme. En effet, autant vouloir abattre un baobab (mugumo tree) avec une lame de rasoir, se serait moqué Kibaki en s'adressant aux forces de l'opposition qui luttaient pour la démocratie. Il a aussi appartenu à un groupe qui a compromis l'unité de l'opposition et fait capoter toute possibilité de grande alliance qui aurait enlevé toute chance au parti KANU d'entrer en lice pour sa réélection en 1992. Les hommes politiques du même acabit que ceux du parti KANU, mais issus de groupes ethniques différents se retrouvent à

tous les échelons du gouvernement Kibaki, dans le parti ODM de Raila et dans le parti ODM-Kenya de Kalonzo Musyoka. En effet, il existe une mafia Kalenjin au sein du parti ODM. Au parti ODM-Kenya, il y a Kalonzo, le Dr Julia Ojiambo et l'avocat de Moi, Mutula Kilonzo. Outre Kibaki, le parti PNU et ses partis affiliés compte parmi leurs membres un autre parmi les anciens Vice-présidents de Moi, le professeur George Saitoti, ainsi que Njenga Karume et Noah Wekesa. A noter que les affiliés du parti PNU comme le parti Uhuru Kenyatta ont également rejoint Kibaki en même temps que l'une des mafias Kalenjin les plus discréditées dont notamment Moi lui-même, son fils Gideon Moi et Nicholas Biwott, le confident politique bien connu de Moi. Autrement dit, pointer du doigt les hommes politiques Kalenjin au sein du parti ODM sans pour autant reconnaître la présence même d'anciens hommes politiques du parti KANU dans d'autres partis politiques trahit un parti-pris et une telle attitude devient suspecte.

Cet argument à propos de la mafia Kalenjin est éloquent non seulement par ce qu'il dit sur le parti ODM, mais aussi par ce qu'il cache sur le parti PNU. Kagwanja espère montrer au monde que la terrifiante mafia Kalenjin des années Moi constitue encore une menace réelle pour les innocents Kikuyu ; que des péchés ont été commis plus contre les Kikuyu que ces derniers n'en ont commis et que le spectre des années Moi planent encore sur toutes les régions du Kenya en prise avec des troubles ; bien plus que ne le saurait la communauté internationale. La première de ces trois observations serait en partie crédible dans la mesure où il a été suffisamment établi que la violence dont certaines régions de la Rift Valley avaient été le théâtre faisait partie d'un plan visant à tuer, mutiler et déplacer les Kikuyu. En effet, les rapports ont démontré que certains hommes politiques de la Rift Valley ont été complices de la violence qui a ravagé la province. Mais il ne s'agit là que d'une description et non une explication de la violence ou de ce qui serait de l'anti-Kikuyisme. Comme l'a souligné par ailleurs David Anderson d'Oxford University, pointer du doigt le « tribalisme c'est (donner) une description du « déroulement » des événements et non une « explication ». Alors que le Document de politique générale de Kagwanja s'en est tenu aux sous-entendus lorsqu'on lui a demandé d'expliquer ce qui se

passait dans la Rift Valley, Anderson, lui, a attiré l'attention sur « l'histoire plus profonde des conflits du passé à propos du foncier et des ressources économiques ». C'est dans cette histoire qu'il faut aller chercher les éléments historiques d'une injustice qui peuvent expliquer pourquoi les gens réagissent lorsque retentit un cri de guerre. En d'autres termes, « la violence n'explique pas la violence », mais elle devient concevable lorsqu'il existe un élément historique d'injustice.¹⁷

Le Kenya compte plus de deux communautés ethniques, et Kagwanja n'a pas d'histoire de conspiration à propager au sujet des autres régions non-Luo et non-Kalenji du Kenya qui ont voté pour le parti ODM. Sachant combien les Provinces Occidentales et du Littoral peuvent compliquer ou même contester son argumentaire, il a fait le choix de ne pas évoquer le nom des Luyia de la Province Occidentale qui ont voté en masse pour le parti ODM tandis qu'il liait stratégiquement la popularité de Raila Odinga dans la Province du Littoral au Protocole d'accord que celui-ci a signé avec (ici, son choix des mots est important) « un groupement politique islamique pour « protéger » les musulmans du harcèlement et des abus, en rapport avec la guerre que les Etats Unis livrent au terrorisme ».¹⁸ Nonobstant le fait que même des communes de la Province du Littoral qui sont majoritairement non-musulmanes telles que Taita, ont voté en très grande majorité pour le parti ODM aux élections municipales, parlementaires et présidentielles. Ainsi, ayant délibérément ignoré la Province Occidentale parce qu'elle peut facilement nuancer sinon défier ses généralisations sur la théorie de la mafia Kalenjin, Kagwanja a, s'agissant de la Province du Littoral, cavalièrement fait en sorte de jouer sur la corde sensible de l'opinion conservatrice pro-républicaine des Etats Unis. Il s'agit de la corde sensible des va-t-en guerre derrière la politique anti-terroriste du Président Bush, c'est-à-dire ceux-là même qui ont suscité un extrême sentiment anti-islamique qui a provoqué à travers le monde une opposition populaire contre l'agression des Etats Unis. L'opposition était particulièrement forte aux Etats Unis, la présidence de George Bush étant clairement apparue boiteuse à tous, au moment où Kagwanja écrivait. Du coup, le parti PNU n'avait plus de point de référence vers qui se tourner pour plaider sa cause. L'argumentaire développé par Kagwanja, le choix des concepts de référence tels

que « l'islam politique » procèdent tous des demi-vérités, des sous-entendus et des erreurs factuelles parsemaient le document. De violentes démonstrations et échauffourées dans la Province du Littoral au Kenya ont des origines historiques complexes. L'islam politique n'a jamais occupé la place centrale que Kagwanja lui accorde dans ce document de politique générale qui rend perplexé.

Les tribunaux

Il s'agit du troisième élément. Le message de Kagwanja à la communauté internationale est qu'elle ne doit pas être surprise par la violence en cours au Kenya. Raila Odinga a la violence dans son ADN et sa base la plus influente, en particulier, la soi-disant élite Kalenjin corrompue, a de toutes manières toujours nourri un ressentiment à l'égard des Kikuyu. Kagwanja laisse entendre que l'anti-Kikuyisme du parti ODM devrait être visible à partir des conclusions tirées. Ce n'est donc pas exagéré de conclure que le propos de Kagwanja est principalement de rejeter les réclamations du parti ODM contre le truquage des élections, en invitant ceux qui détiennent le « bâton » et non pas les « parties prenantes » à observer les instincts animant principalement la violence engendrée par le parti ODM comparativement à la nature civile/civile du parti PNU de Kibaki.

Après ce cheminement tortueux et peu convaincant, Kagwanja veut en recourir aux tribunaux pour trancher sur le résultat contesté des élections présidentielles, ce qui revient à avancer le même argument que les sympathisants purs et durs de Kibaki. La place du système judiciaire en Afrique a une histoire intéressante. Mamdani a montré dans son étude de l'ambivalence de l'Etat colonial que les tribunaux administreraient une justice civile aux « citoyens » par opposition au code coutumier appliqué aux « natifs ». Il fallait exalter le domaine public dans l'ordre de modernisation des institutions et mettre en relief le cheminement unilinéaire qui permet aux « natifs » d'être éligible à la justice civile. Kagwanja emprunte cette logique et l'applique non seulement pour comparer le parti PNU au parti ODM, mais aussi pour exalter le premier par rapport au second. Il sous-entend ainsi que si le parti ODM ne peut même pas s'adresser au système judiciaire pour obtenir justice alors comment peut-on croire qu'il pourra assumer un leadership civilisé ?

Les tribunaux au Kenya ont une horrible histoire quand il s'agit d'administrer la justice, et la « soumission du système judiciaire » à l'exécutif, comme l'affirme, Makau Mutua, n'est pas quelque chose de nouveau pour les kenyans. Les tribunaux ont été très souvent complices des violations par l'Etat des droits humains des militants des droits de l'homme. Ils ont été utilisés tout au long des années 90 pour combattre les défenseurs de la démocratie. En effet, l'autoritarisme de Daniel Arap Moi a atteint son paroxysme lorsqu'il il a pris les tribunaux à témoin pour donner une « légitimité » à sa dictature. Par périodes, des démocrates comme Gibson Kamau Kuria, Koigi wa Wamwere et feu Mirugi Kariuki ont subi la fureur de ce système judiciaire en 1987. Et même ceux qui comme Martha Karua ont défendu avec véhémence la réélection de Kibaki et invité le parti ODM à saisir la justice, ont abandonné leur poste ministériel, et fait part de leurs frustrations, car à leur avis, le système judiciaire avait absolument besoin de réformes. Dans certains procès liés aux élections, on sait que les tribunaux ont traîné les pieds jusqu'à la fin du cycle d'une élection par exemple. En revanche, dans les procès où Moi avait un intérêt quelconque à remplacer un membre siégeant au parlement, les procès sont diligentés pour obtenir le changement demandé. Personne mieux que Mwai Kibaki n'a subi cette situation pour avoir essayé en vain en 1997 de faire valoir sa plainte contre Moi pour un mandat électoral usurpé.¹⁹ Les actes posés par le Premier Juge, Evans Gicheru, à la suite de la déclaration contestable de Kibaki comme vainqueur le 30 décembre 2007, n'ont pas dissipé les doutes sur la complicité du système judiciaire dans l'usurpation du pouvoir par Kibaki. Ce juge, en effet, s'est non seulement présenté à la présidence, mais il était déjà prêt à faire prêter serment à Kibaki avant même l'arrivée de Kivuitu qui venait délivrer le certificat au point que toutes ses déclarations n'ont fait que confirmer son hypocrisie dans les crises que traverse actuellement le pays.²⁰

Nombreux sont les analystes qui assèment avec une régularité à donner le vertige l'argument appelant à saisir la justice ; mais la plupart d'entre eux comme par exemple Mutula Kilonzo (l'avocat de Moi) sont trop légalistes pour apporter un quelconque éclairage. Cet argument légaliste est simplement fondé sur l'idée que force doit rester à la loi sans accorder aucune

importance au contexte de la loi. Il évacue la question de la cohérence dans l'application et la légitimité de la loi, une question qui se trouve au centre de la contestation des élections. Issa Shivji a fait remarquer que « l'une des premières conditions requises d'un gouvernement constitutionnel est que la constitution et les lois elles-mêmes soient justes, transparentes et équitables et donc légitimes ». Il a ajouté que « la cohérence est la première condition de la crédibilité ».²¹ Prenant l'exemple de l'Afrique du Sud, il a, à juste titre, indiqué que si le respect de la loi est la première condition requise pour l'administration de la justice, alors l'Apartheid serait encore en place, dans la mesure où le régime de l'Apartheid suivait scrupuleusement la loi.

Ceux qui proposent l'application de la loi au contraire avancent l'argument selon lequel il existe des règles établies pour les élections lesquelles prévoient le recours à engager, le cas échéant, si l'on se sent lésé par des insuffisances électorales. Même des militants du « people power » comme Mukoma wa Ngugi se sont laissés prendre au piège de cet argument²² légaliste. Où d'autre peut on aller faire des comparaisons à deux sous sans risque de se faire critiquer sinon aux Etats Unis pour consacrer cet argument? A l'instar de Mukoma wa Ngugi, Kagwanja fait référence à un jugement de 2000 de la Cour Suprême des Etats Unis qui a « tranché » la contestation des élections en Floride et qui a abouti à l'accession de George Bush à la présidence des Etats Unis. Mais comme Mugambi Maina l'a si bien dit, les tribunaux kenyans sont eux mêmes en jugement. Toute comparaison entre les tribunaux américains et ceux du Kenya, conclut-il, « procèdent d'une analogie extrêmement simpliste et fautive ».²³

En fait, la comparaison avec les Etats Unis confirme bien combien les tribunaux peuvent être anti-démocratiques. Elle consacre la nature non-démocratique des tribunaux tels qu'ils sont actuellement constitués au Kenya. La plupart des gens qui ont recours à l'exemple américain refusent apparemment de voir que la Cour Suprême a fini par sélectionner George Bush comme Président des Etats Unis au mépris du vote populaire qui a donné la victoire à Al-Gore. Il suffit de lire Greg Palast pour apprécier et comprendre que l'exemple des Etats Unis vient renforcer les craintes du parti ODM plutôt que plaider pour la cause du parti PNU. Palast a

démontré que le scrutin de Floride a été manipulé et truqué, afin d'accorder une victoire non méritée à Bush au détriment d'Al-Gore, une preuve que les tribunaux n'ont pas tenu en compte, quand bien même ils restent dans le domaine public. En d'autres termes, l'analogie est contre-productive pour l'argument du recours aux tribunaux, car ces derniers peuvent finalement sélectionner Kibaki comme Président au mépris de la volonté des kenyans qui ont voté.²⁴

Une crise du radicalisme

Il est donc clair à en juger par le titre du Document de politique générale de Kagwanja que le parti ODM, à ses yeux, est fait de l'étoffe du chaos et que le tribunal est le lieu de sauvegarde de la Nation civique. Il sous-entend par cet argument que toute personne « civilisée » devrait savoir quelle solution à la crise kenyane doit prévaloir entre la civilité (PNU) et le chaos (ODM). Cette approche « manichéenne » est tout simplement un mauvais exemple d'un Document de politique générale qui devrait, au contraire, cerner clairement une crise de l'intellectualisme kenyan aux ramifications autrement plus profondes. Si l'idée d'un Document de politique générale est d'expliquer les différentes facettes d'un ensemble de questions tout en fournissant un fil conducteur qui vous permet de naviguer à travers cette forêt dense, eh bien, le papier de Kagwanja n'en est hélas qu'une pâle et honteuse version !

Les limites du Document de politique générale produit par Kagwanja et ses intentions politiques non avouées rappellent une crise plus ancienne de l'intellectualisme radical qui a marqué la politique au Kenya depuis bien longtemps. Au début des années 90, par exemple, Kagwanja était un jeune et avide auteur qui contribuait des articles d'opinions critiques aux magazines et journaux locaux notamment le *Nairobi Law Monthly* (NLM), *Society* et le *Daily Nation* d'alors. Dans l'un de ses articles, il a même qualifié ses professeurs de « chercheurs malhonnêtes ». Dans d'autres, il a défié les chercheurs qui apportaient leur appui au parti KANU. Les réalités de la politique intellectuelle étant ce qu'elles sont, certains seraient tentés de qualifier l'acte d'être un tintelet irréflectif ; mais il défendait, à l'époque, une idée dont le message progressiste était largement partagé par tous. Kagwanja estimait qu'il était du de-

voir des intellectuels de défendre la vérité, d'éclairer la société par l'éducation à la justice et à l'équité, au respect des principes moraux et à une position éclairée face à la puissance corruptrice. Parallèlement, Moi et le parti KANU mettaient en place un régime discrédité et corrompu, et pour peu que quelqu'un soutienne ce régime, il était sommairement étiqueté « d'intellectuel en location », une expression que Peter Anyang Nyong'o a utilisé pour désigner ceux qui supportaient le parti KANU.

En effet, la base de toute « union » au sein de l'opposition et entre celle-ci et la société civile était simplement de critiquer le gouvernement Moi peu importe la raison avancée. A l'époque, les forces de l'opposition ratissaient large et mobilisaient un soutien populaire au-delà des clivages religieux, ethniques, de classe sociale, générationnels et de genre. Elles ont réuni des sommités dans la lutte pour la démocratie dont des acteurs de la scène politique et de la société civile. Certains sont proches des églises, des milieux professionnels comme la *Law Society of Kenya* et d'autres sont issus des milieux universitaires et syndicalistes. Des sommités comme Oginga Odinga, Martin Shikuku, Masinde Muliro et Kenneth Matiba se sont mis en équipe avec ceux qu'on appelle les jeunes turcs tels que Paul Muite, Mukhisa Kituyi, Gibson Kamau Kuria, Peter Anyang Nyong'o, Raila Odinga, Kivutha Kibwana, Koigi wa Wamwere, Gitobu Imanyara (l'éditeur de NLM), Martha (Njoka) Karua, Kiraitu Murungi et Wangari Mathai, alors que Willy Mutunga. Kibaki était alors un membre fervent du parti KANU. Au niveau de l'université, on retrouvait des savants tels que feu Katama Mkangi et Apollo Njonjo qui a joué un rôle de premier plan dans la politique de l'opposition. D'autres dont notamment Korwa Adar et Kilemi Mwiria dirigeaient le syndicat du personnel universitaire non encore enregistré alors. On se demande ce qui a bien pu unir ce groupe amorphe.

Cette interrogation est pertinente pour un certain nombre de raisons. La plus importante parmi ces raisons est le fait que certains renégats du groupe se sont présentés, à dessein ou parce que c'est leur vraie nature, comme des radicaux cherchant à changer la façon dont la politique est pratiquée au Kenya sur la base d'un programme favorable au peuple. Mais

avec le recul, rien n'a pu étayer leurs prétentions, dans la mesure où nombreux sont les intellectuels, militants et hommes politiques qui ont changé de camp avec une trop grande régularité, et il est impossible de les associer avec une position progressiste cohérente. Actuellement, certains s'attachent à saborder toute perspective de consolidation de la démocratie au Kenya. Quelques-uns ont pris part à l'élaboration des stratégies permettant à Kibaki de s'accrocher au pouvoir tandis que d'autres sont tenus responsables de l'échec de l'initiative visant la révision constitutionnelle. Certains de ces hommes politiques qui se targuent d'être des intellectuels militants ont trempé dans la conception et le maintien d'une corruption de grande envergure impliquant la Anglo-Leasing, tandis que ceux qui continuent à défendre la piètre performance de Kibaki dans la lutte contre les crimes économiques ont su acquérir et perfectionner leur art politique en critiquant Moi.²⁵

La manière la plus simple d'expliquer le manque de cohérence dans les préoccupations démocratiques des hommes politiques et intellectuels kenyans serait de tenir la division en factions politiques responsable de cette situation de la politique au Kenya. Or, il y a toujours eu plus ou moins de factions politiques partout ailleurs. À l'évidence, ces groupes d'hommes politiques et d'intellectuels ont été unis dans leur projet de « démocratie » par tout ce qu'on peut imaginer sauf une vision sociale concrète qui transcende les clivages inhérents à tout processus politique et qui ferait en sorte que l'on s'abstienne des tentations du pouvoir brut. Ce manque de vision sociale est tout de même tempéré par une communauté des griefs (sous forme ethnique ou personnalisée) contre le régime Moi/KANU. Les fondations de leur unité ne tiennent donc que parce qu'ils ont tous des griefs contre Moi. Sinon, le groupe n'a pas d'idéologie unificatrice susceptible de garantir une lutte permanente pour la réalisation d'un objectif commun celui d'un gouvernement démocratique et du développement pour les kenyans. Ainsi, la plupart de ces hommes politiques et intellectuels militants n'étaient soudés que par des objectifs à court terme.

Par conséquent, il faut voir dans cette rupture perpétuelle des coalitions entre hommes politiques et intellectuels s'op-

posant à la culture non-démocratique de l'aile Moi/KANU, le reflet de cette absence d'engagement dans quelque chose de plus grand que les individus eux-mêmes, une absence qui explique les nombreuses incohérences de leur affiliation. Il est aujourd'hui impossible de voir au Kenya ne serait qu'un homme politique n'ayant pas changé plusieurs fois de partis politiques. De même qu'il n'est pratiquement pas possible d'identifier des intellectuels et des militants ayant un état de service cohérent dans la lutte pour la démocratie. Peut-être le plus dur est le cas des avocats devenus des inconditionnels et ardents supporteurs du régime Kibaki et qui, il y a seulement quelques années, avaient reçu des distinctions pour le combat mené dans la protection des droits de l'homme et de la démocratie. Les quelques militants qui ont quitté pour continuer la lutte, des personnes comme Willy Mutunga, John Githongo, Njonjo Mue, Muthoni Wanyeki et Maina Kiai ont été ridiculisées de mille manières parce qu'elles ont une attitude cohérente. Githongo et Kiai ont tous deux été souvent traités de « traîtres » à la cause mal définie des Kikuyu pour avoir refusé de soutenir sans le critiquer Kibaki considéré comme « notre » Kikuyu à la présidence. On suppose dans certains milieux qu'à partir du moment où Githongo et Kiai sont des Kikuyu, ils doivent soutenir « leur » homme.²⁶

Ce mode opératoire incohérent continue de paralyser à bien des égards la politique au Kenya. La qualité pro-démocratique acquise à l'époque sous le régime de Moi a été simplement transformée en investissements que certains militants ont utilisés pour réclamer de hautes fonctions dans l'exercice de la politique postérieure à l'ère Moi. Résultat, peu de kenyans peuvent affirmer avec certitude lequel parmi ceux qui se sont autoproclamés militants et leaders intellectuels et de la société civile peuvent engager une lutte de longue haleine pour la démocratie. Avec cette réalité, beaucoup sont les kenyans amenés à penser que les fora au sein de la société civile ne sont que des espaces où intellectuels et militants essaient de se faire un nom en politique, afin d'intégrer le club des politiques et faire valoir leur droit à bénéficier de privilèges pour les récompenser de leur « dure labeur » dans la contribution à la lutte. Ainsi, quand des intellectuels se mettent à militer au nom de toutes sortes de libertés, on sent le

scepticisme s'installer chez le public. Des exemples ne manquent pas pour renforcer ce sentiment, car comment voulez-vous comprendre que des intellectuels radicaux changent de veste et comment du jour au lendemain à faire de la consultance pour les gens au pouvoir, en totale contradiction avec ce qu'ils ont toujours professé jusqu'ici avant de se mettre au service des intérêts politiques réactionnaires. Le fait que des intellectuels continuent à fournir ce genre de service explique non sans honte le peu d'estime de la population à leur égard mais aussi les raisons pour lesquelles certaines initiatives importantes liées au projet de démocratisation se sont très souvent soldées par des échecs.

Conclusion

Il convient d'entreprendre une meilleure analyse qui ne soit pas influencée par des moments de passions des parties en présence dans l'impasse politique au Kenya. Cet article, qui est une critique d'un rapport présenté comme objectif, peut être perçu comme assurant la défense d'une des parties en présence, mais il faut sans doute mettre cela sur le compte de la réaction à un document extrêmement subjectif où l'auteur ne se donne même pas la peine de reconnaître le rôle que lui-même a joué dans la campagne du parti PNU. Pour une meilleure analyse, il est nécessaire d'éclairer sur la pléthore de sources de conflit dans la société kenyane et comment cette réalité a alimenté la violence post électorale. Il faudra décrire et expliquer cette violence non pas simplement comme des actes fantasques de truands bêtes et méchants mettant en application sans effort les cris de ralliement du parti ODM appelant à commettre des meurtres non provoqués, mais comme les conséquences des inégalités et des injustices enracinées dans l'histoire du Kenya. Cette violence a trouvé son déclic dans la déclaration contestable de Kibaki comme Président du Kenya. Il y a un minimum de faits indéniables qu'il faut reconnaître, en rapport avec les discussions en cours. L'un de ces faits est que le dépouillement du scrutin n'est pas fait en toute transparence, et partant, on ne peut pas dire qui a gagné. Aussi, l'usurpation du pouvoir par Kibaki ne traduit pas la volonté populaire. Des intellectuels comme Kagwanja ne rendent aucun service au Kenya en passant sous silence ces faits incontestables.

Notes

1. Lire 'Kenyans for Peace with Truth and Justice', communiqué de presse titré 'Count Down to Deception: 30 Hours that Destroyed Kenya', en date du 18 janvier 2008.
2. Y compris une apparition sur le plateau de Showdown, un talk show de NTV le mercredi 13 février 2008 au cours de laquelle il a suscité de sérieux doutes dans l'esprit sur les compétences des commissaires de la Commission électorale ECK.
3. Amina Mama, 2007, 'Is it Ethical to Study Africa? Preliminary Thoughts on Scholarship and Freedom', *African Studies Review*, vol. 50, no. 1, p. 3.
4. Rok Ajulu, 'The Left and the Question of Democratic Transition in Kenya: A Reply to Mwakenya', *Review of African Political Economy*, 22, No. 64, p. 231.
5. Lire 'Society for International Development Reports' intitulé 'Pulling Apart: Facts and Figures on Inequality in Kenya', Nairobi: SID, 2004, et 'Reading on Inequality in Kenya: Sectoral Dynamics and Perspectives', Nairobi: SID, 2006.
6. Consulter <http://www.hsrc.ac.za/Staff-1462.phtml>.
7. Lire Peter Mwangi Kagwanja, 'Breaking Kenya's Impasse: Chaos or Courts', *Africa Policy Brief*, No. 1, 2008, <http://africapi.org/temp.wadns.net/dnn/Home/tabid/36/Default.aspx>.
8. Lire par exemple, Kagwanja, 'Why ODM Cannot Walk the Talk on Fighting Corruption', *The Standard*, 13 décembre 2007, p. 14.
9. Retrouvez certains dans le numéro spécial du *Journal of Eastern African Studies*, Vol. 2. No. 2, Juillet 2008, mais le tout premier est celui de John Lonsdale's 'Kenya: Ethnicity, Tribe, and State' at http://www.opendemocracy.org/article/democracy_power/kenya_ethnicity_tribe_state.
10. Lire Peter P. Ekeh, 'Colonialism and the Two Publics in Africa: A Theoretical Statement', *Comparative Studies in Society and History*, vol. 17, No. 1, 1975, et Mahmood Mamdani, *Citizen and Subject: Contemporary Africa and the Legacy of Late Colonialism*, Princeton, NJ: Princeton University Press, 1996.
11. Il s'agit du développement d'un ancien argument que Kagwanja a avancé par rapport à Mungiki. Lire du meme auteur 'Power to Uhuru: Youth and Generational Politics in Kenya's 2002 Elections', *African Affairs*, 105/418, 2006, pp. 51-75. Cet argument a été emprunté de l'analyse peu objective de Patrick Chabal et Jean-Pascal Daloz dont le *Africa Works: Disorder as Political Instrument*, Oxford: International African Institute en association avec James Currey; Bloomington: Indiana University Press, 1999 et *Culture Troubles: Politics and the Interpretation of Meaning*, London: Hurst and Co. 2006, effectivement critiqué par Kate Meagher, 'Cultural Primordialism and the Post-Structuralist Imaginaire: Plus Ça Change...', *Africa*, Vol. 76, No. 2006, et Abdul Raufu Mustapha, 'Rethinking Africanist Political Science', dans Paul Tiyambe Zeleza, ed., *The Study of Africa Vol. 1: Disciplinary and Interdisciplinary Encounters*, Dakar: CODESRIA, 2006, pp.187-202. Pour une critique de Kagwanja, lire Godwin R. Murunga, 'Mungiki and the Retraditionalisation of Society Argument: A Quest for Recognition?', *CODESRIA Bulletin*, Nos. 3&4, 2006, pp. 28-31.
12. Toutes les citations dans ce paragraphe sont extraites de Kagwanja, 'Breaking Kenya's Impasse', p. 7.
13. Lire *The Standard*, du 2 janvier 2008, p. 1.
14. Pour un rapport légèrement meilleur mais également très problématique sur le sujet, lire Wandia Njoya's 'Daniel arap Moi: An Essential Link between Kenya's Past and Painful Present', à l'adresse Internet: www.zeleza.com.
15. Des versions du même argument ont été utilisées pour discréditer le doyen de la politique d'opposition du Kenya, Jaramogi Oginga Odinga. Lire Atieno-Odhiambo, 'Hegemonic Enterprises and Instrumentalities of Survival: Ethnicity and Democracy in Kenya', *African Studies*, 61, 2, 2002, pp. 243-244.
16. Citations extraites de Kagwanja, 'Breaking Kenya's Impasse', p. 5.
17. Mahmood Mamdani, *When Victims Become Killers: Colonialism, Nativism, and the Genocide in Rwanda*, Princeton, NJ: Princeton University Press, 2001, soulève et répond à certaines des interrogations sur comment certaines formes de violence ont pu être conçues. Pour la citation directe, lire Mamdani, 'Why Africans Fight', in *The East African*, 21-27 décembre 2008. La version en ligne est consultable à l'adresse Internet : www.theeastafrican.co.ke/magazine/-/434746/504478/-/view/printVersion/-/fm2c1nz/-/index.html.
18. Kagwanja, 'Breaking Kenya's Impasse', p. 7.
19. Pour en savoir plus, lire Makau Mutua, 'Justice under Siege: The Rule of Law and Judicial Subservience in Kenya', *Human Rights Quarterly*, vol. 23, no. 1, 2001, pp. 96-118.
20. Pour en savoir plus sur un commentaire sur l'hypocrisie apparente du Premier Juge, lire Pheroze Nowrejee, 'Was Remark by the CJ Hypocrisy or Attempt to Control?', *Daily Nation* 22 février 2008, p. 11.
21. Issa G. Shivji, *Let the People Speak: Tanzania Down the Road to Neo-Liberalism*, Dakar: CODESRIA, 2006, pp. 53-54.
22. Lire Mukoma wa Ngugi, 'Let us not find revolutionaries where there are none: A look at the Kenyan opposition party', consultable à l'adresse Internet : <http://www.pambazuka.org/en/category/features/45291>.
23. *The Standard*, du 24 janvier 2008, p. 7.
24. Greg Palast, *The Best Democracy Money Can Buy*, London: Pluto Press, 2002.
25. Est-il surprenant que certaines des sommités soient à la tête des ministères récemment classés parmi les moins performants sous le premier mandat de Kibaki ? D'après le document produit par Constitution and Reform Education Consortium intitulé 'Holding the Government Accountable: A Report on the Review of the Economic Recovery Strategy for Wealth and Employment Creation, 2003-2007', p. 47, le Ministère de la Justice et des Affaires Constitutionnelles, du Travail et de la Sécurité Intérieure, sont les trois ministères les moins performants sous la première présidence de Kibaki. Merci à Mshai Mwangola pour avoir attiré mon attention sur cette étude.
26. Lire l'analyse de John Githongo sur cette accusation de trahison dans *The Sunday Standard*, 16 Décembre 2007, p. 2.

Références

- Chabal, P. et Jean-Pascal Daloz, 2006, *Culture Troubles: Politics and the Interpretation of Meaning*, London: Hurst et Co.
- Chabal, P. et Jean-Pascal Daloz, 1999, *Africa Works: Disorder as Political Instrument*, Oxford: International African Institute en association avec James Currey; Bloomington: Indiana University Press.
- Ekeh, P. P., 1975, 'Colonialism and the Two Publics in Africa: A Theoretical Statement', *Comparative Studies in Society and History*, vol. 17, No. 1.
- Kagwanja, P. M., 2008, 'Breaking Kenya's Impasse: Chaos or Courts', *Africa Policy Brief*, N° 1.

- Kagwanja, P. M., 2006, 'Power to Uhuru: Youth and Generational Politics in Kenya's 2002 Elections', *African Affairs*, 105/418.
- Mamdani, M., 2001, *When Victims Become Killers: Colonialism, Nativism, and the Genocide in Rwanda*, Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Mamdani, M., 1996, *Citizen and Subject: Contemporary Africa and the Legacy of Late Colonialism*, Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Meagher, K., 2006, 'Cultural Primordialism and the Post-Structuralist Imaginaire: Plus Ça Change...', *Africa*, Vol. 76, N° 2.
- Murunga, G. R., 2006, 'Mungiki and the Re-traditionalisation of Society Argument: A Quest for Recognition?', *CODESRIA Bulletin*, Nos. 3&4.
- Mutua, M., 2001, 'Justice under Siege: The Rule of Law and Judicial Subservience in Kenya', *Human Rights Quarterly*, vol. 23, no. 1.
- Mustapha, A. R., 2006, 'Rethinking Africanist Political Science', in Paul Tiyambe Zeleza, ed., *The Study of Africa Vol. I: Disciplinary and Interdisciplinary Encounters*, Dakar: CODESRIA.
- Palast, G., 2002, *The Best Democracy Money Can Buy*, London: Pluto Press.
- Shivji, I. G., 2006, *Let the People Speak: Tanzania down the Road to Neo-Liberalism*, Dakar: CODESRIA.

Cameroun : la démocratie, un jeu ?

Introduction

Le retour au multipartisme au Cameroun en 1990 n'a pas été tâche aisée face à la mauvaise volonté et aux résistances du régime en place. C'est à la suite des événements du 26 mai 1990 ayant abouti à la création contre la volonté du régime d'un parti d'opposition (Front Social Démocrate – SDF) que le multipartisme a été institutionnalisé au lendemain de la promulgation de la Loi associative du 19 décembre 1990 (Loi N° 90/056). Depuis lors, le processus de démocratisation doit affronter une tradition de répression politique et de dilemmes sociaux inhérents à l'intégration décalée du pays dans l'économie de marché mondialisée.

Pourquoi ? En septembre 2004, le Cardinal chrétien, Tumi affirmait que la « vitrine de la démocratie » au Cameroun « existe davantage pour donner une belle image extérieure que pour promouvoir les libertés individuelles et collectives ». La « fraude électorale » généralisée explique assez pourquoi la démocratie au Cameroun continue de se dégrader à un rythme inquiétant. Les élections, censées être le baromètre de la démocratie, sont devenues aux mains des kleptocrates autoritaires et prédateurs une arme pour légitimer leur régime. Ce n'est pas gratuit si l'ancien rédacteur de *BBC Focus on Africa*, Robin White, a donné ses impressions sur le Cameroun, un pays divisé par la langue et la culture, en ces termes : « Le Cameroun est l'un des plus beaux pays du monde. On ne peut pas en dire autant pour sa politique ».¹

Pourquoi un tel contraste entre la beauté du Cameroun et sa politique « moins engageante » ? Les Camerounais devront

Tatah Mentan
Univrsité de Minnesota
États Unis

encore prendre leur mal en patience avant de jouir des bienfaits de la *démocratie multipartite*, et dans le contexte politique actuel, caractérisé par une démagogie prédatrice effrénée, le multipartisme demeure une façade et une mascarade qui promet beaucoup mais ne réalise rien de concret. Le Président Biya joue avec les mots entre *démocratie avancée* et *démocratie apaisée*, et cela ne fait que traduire son manque d'engagement. S'il a cédé aux pressions démocratiques au début des années 1990, c'est davantage par convenance que par conviction. Dans son ouvrage politique, *Communal Liberalism*, il avait manifesté sa crainte du multipartisme en ces mots :

La phase actuelle de l'histoire du Cameroun ne permet pas l'institution du multipartisme. C'est donc à notre parti, le RDPC (Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais) de réduire les divisions ethnoculturelles existantes, afin de promouvoir l'intégration nationale... (Biya 1987: 127).

Biya a systématiquement sabordé ce qui reste d'institutions juridiques et politiques, afin de perpétuer un pouvoir personnel auquel il s'accroche : il a amputé les bras législatif et judiciaire du gouvernement et a totalement ignoré les contributions des partis d'opposition et de la société civile ; il a aussi coopté et criminalisé l'autorité coutumière dans un pays où 55 pour cent au moins de la popula-

tion vivent en zones rurales sous l'influence de puissants *chefs coutumiers et des lamida*. En effet, la vitalité idéologique qui animait et unissait les forces de l'opposition au début des années 1990 a été prise au piège et pulvérisée par l'État criminalisé de Biya.

La question sur toutes les lèvres au Cameroun aujourd'hui est de savoir si le jeu de mots de Biya entre *démocratie avancée* et *démocratie apaisée* marche. Les camerounais arrivent-ils à rendre leur gouvernement comptable des services importants qu'il est censé fournir aux citoyens ? Cette question se pose dans le contexte d'un accroissement de la pauvreté, d'un écart croissant entre les revenus et des conséquences dévastatrices de la pandémie du VIH/SIDA, autant de maux qui participent à la dégradation des conditions de vie des populations. Cet article défend donc l'idée que les problèmes de démocratie et de stabilité politique au Cameroun sont irrémédiablement enracinés dans ce que le citoyen considère comme le rôle qui doit être le sien dans le système politique, ses rapports à l'État et les diverses contradictions entre les institutions sociales, économiques et culturelles traditionnelles et modernes. Ainsi, au lieu de résoudre les conflits liés à la lutte pour la démocratie, le système étatique continue d'empêcher les efforts de démocratisation.

Ce qu'il y a de fascinant dans la controverse autour des typologies et de la sémantique de ce qu'il faut normalement appeler une « démocratie », c'est d'abord qu'il y ait controverse d'autant plus qu'il n'existe pas dans le monde un seul exemple d'une grande « vraie démocratie »

(Dahl, 1989). Éprouver l'extraordinaire besoin de prévoir dans la terminologie politique et la définition des problèmes, des systèmes permettant la participation à grande échelle des citoyens (objectif non encore atteint jusqu'ici) traduit une forte aspiration, moins au figuré qu'au sens littéral, à la démocratie définie comme « le gouvernement par le peuple ». D'autant que les chercheurs à travers le monde considèrent de plus en plus une participation plus large comme le *seul* antidote contre le glissement du système vers le despotisme et le seul élément de contrôle indépendant du pouvoir des gouvernements, des firmes, de l'appareil d'État et d'autres tenants du pouvoir.

L'État ferme l'espace démocratique au Cameroun

Une démocratie libérale requiert trois conditions : un système de gouvernement représentatif ; un cadre de normes et de valeurs libérales et un pluralisme social et institutionnel. Le soutien hypothétique d'un gouvernement représentatif sans un appui tangible aux normes et aux valeurs libérales et sans les fondements d'une société civile plurielle, ne crée ni les conditions incitatives ni le potentiel nécessaire à l'enracinement de la démocratie. L'État doit servir d'interface entre l'ensemble de ces institutions et processus.

Mais historiquement, l'État au Cameroun n'est pas « le peuple » ; il n'est pas « la famille humaine » qui se rassemble pour décider mutuellement des problèmes ; il n'est ni réunion de la loge ni un cercle sportif. Qu'est-il donc ? En résumé, l'État au Cameroun est le genre d'organisation qui essaie d'avoir le monopole de l'usage de la force et de la violence sur le territoire ; en particulier, c'est la seule organisation au sein de la société qui réalise ses revenus non pas par participation volontaire ou paiement pour services rendus mais par la force brutale. L'État réalise ses revenus par contrainte ; c'est-à-dire par l'utilisation de la prison, la menace de prison et la baïonnette² (du gendarme/policier).

Après avoir utilisé la force et la violence pour obtenir ses revenus, l'État camerounais va plus loin, il régule et dicte les autres actions des sujets individuels y compris la fermeture de l'espace démocratique dont la population a tant besoin. Comme Mbapndah (2004) l'a souligné, pour ceux qui ont cru que les élections présidentiel-

les du 11 octobre 2004 au Cameroun donnaient l'occasion de montrer au reste du monde que des progrès significatifs avaient été réalisés dans le processus de démocratisation, la déception était tout simplement énorme. Pour ceux qui se sont donné la peine de s'enregistrer et ont eu assez de chance pour obtenir des cartes, cela n'en valait tout simplement pas la peine. L'appareil d'État a été utilisé comme bandit en maraude, pour aider les acolytes de Biya à truquer le scrutin, renforçant ainsi les « moyens politiques » de s'enrichir. Les stratégies de truquage des élections englobent les votants ambulants, les pots de vins aux votants ainsi qu'aux responsables et agents des bureaux de vote, le bourrage des urnes, la bastonnade et l'exclusion des agents de l'opposition des bureaux de vote, des lois électorales compliquées rendant le truquage facile, le gonflement des listes d'électeurs, le « vol » des cartes d'électeurs dans les bureaux du DoS, le vote des mineurs, le vote multiple des fidèles du parti RDPC, l'annonce de résultats « concoctés » en guise de tendances, l'intimidation et des exactions à l'encontre des militants de l'opposition dans les bureaux de vote et bien d'autres.

George Ngwane (2007) regrettait ce que j'appellerais la « démocratie de la canonnière » qui a divisé la société en deux dans une grande partie de l'Afrique – la société d'État, caractérisée essentiellement par la cupidité et la société civile qui débordent de doléances. Pendant que la société d'État renforce ses liens de corruption à travers l'écran de la solidarité et les prébendes, la société civile au contraire affaiblit sa position, en cherchant à récolter des miettes individualistes. Dans le cas d'espèce, il a indiqué que la solidarité montrée récemment par plus de 700 pauvres ouvriers du *Cameroon Tea Estate* qui ont utilisé leurs corps meurtris comme dernier bouclier pour la survie collective est la preuve que la société civile est, peut-être, docile mais pas abattue.

En fait, l'État au Cameroun selon les mots d'Oppenheimer est « l'organisation des moyens politiques » ; c'est la systématisation des processus de prédation sur un territoire³ donné. L'utilisation de l'État pour fermer l'espace démocratique au Cameroun est corroborée par Mbapndah qui a établi que lors des élections législatives de 1997, 2002 et 2007, certaines irrégularités ont fonctionné et ont permis de réduire de manière sensible la représenta-

tion de l'opposition au sein du parlement. Le parti RDPC au pouvoir a remporté une majorité écrasante de 153 sièges dans une Assemblée qui en compte 180, ce qui lui a permis d'étouffer toute tentative de faire aboutir une réforme significative par l'opposition. Les appels persistants du parti d'opposition, le SDF, en faveur de la création d'une commission électorale indépendante ont été balayés d'un revers de la main. Les élus SDF ont dû prendre une initiative radicale en participant à une marche sur la présidence pour que le gouvernement accepte la création d'un Observatoire national des élections (NEO), un organisme dépouillé de tout vrai pouvoir. Le NEO a été supplanté ultérieurement par une autre commission électorale, l'ELECAM - un autre instrument de fraude électorale du RDPC.

Des années après le premier virage du Cameroun vers la démocratie multipartite, c'est-à-dire lors des élections municipales de 1996, les principales villes du pays ont presque toutes élu des candidats de l'opposition, mais dans un revirement que beaucoup ont trouvé étrange pour une démocratie supposée, le Chef de l'État et Président du parti au pouvoir a nommé des membres de son propre parti ayant connu la débâcle aux élections, pour exercer un contrôle administratif sur les conseils municipaux remportés par l'opposition. Des manifestations vigoureuses contre cette décision n'ont fait qu'entraîner un bain de sang, l'arrestation et la torture des militants de l'opposition. Les délégués du gouvernement, cooptés du parti au pouvoir, détiennent toujours un pouvoir exécutif et contrôlent la gestion des conseils municipaux remportés par l'opposition, surtout dans les grands centres urbains (Monga, 1997: 146-169).

Si tout ce que la démocratie exigeait était juste des scrutins, alors on peut considérer le Cameroun comme un pays démocratique. Mais, il y a des régimes qui utilisent les calendriers électoraux comme vitrine pour obtenir l'approbation de la communauté internationale, faire avancer leur diplomatie et manipuler les organismes de prêt internationaux. Ce type de démocratie est en marche au Cameroun où les gens votent et les voix sont comptées, mais où pourtant c'est le secret, la fraude, la répression et la kleptocratie qui renforcent l'emprise du régime sur le pouvoir. Même les chiffres du recensement sont cachés au public. Lors des élections présidentielles de 2004 au Cameroun, Mila

Assoute, un membre « moderniste » du RDPC, a révélé au journal *The Herald* du 6 octobre 2004 que même avec des urnes transparentes, le RDPC avait déjà détourné 1,5 million de voix des 4,6 millions d'électeurs enregistrés.

Dans la livraison du jeudi 9 avril 2009 du journal *Le Messenger*, Edmond Kamguia se demande pourquoi les chiffres du recensement n'avaient pas été rendus publics depuis. La réponse est simple, les résultats d'élections que le régime de Biya rend public depuis les provinces ou les régions ne correspondent pas aux statistiques de la population. Beaucoup de charcutage électoral a eu lieu surtout dans le Centre ethnique de Biya et les Provinces du Sud. Ces provinces ont plus de députés à l'assemblée qu'il ne faudrait. Et les ressources qui leur sont allouées sont disproportionnées par rapport à d'autres régions du pays.

Déficits démocratiques au sein de la société civile camerounaise

La nature et les caractéristiques de la société civile au Cameroun suscitent de plus en plus d'interrogations, en rapport avec les tendances de démocratisation croissante même pour la « démocratie de façade » selon Nyamnjoh (2002). On suppose en général que la réussite de l'institutionnalisation d'un régime démocratique constitutionnel dépend de l'existence et du développement de la société civile ou que l'existence de tels noyaux est une condition préalable à la démocratisation des régimes autoritaires et totalitaires. Une telle supposition dont la validité doit naturellement faire l'objet d'une évaluation critique requiert un examen approfondi du concept de la société civile ou plutôt de la réalité que renferme ce concept et son rapport à la démocratie et à l'éventualité d'une institutionnalisation des régimes démocratiques constitutionnels. En général, la littérature donne de la société civile une définition qui met l'accent sur l'existence d'une gamme relativement variée de secteurs sociaux – tels que la famille, des segments et groupes, des associations bénévoles et autres – qui sont indépendants de l'État ou autonomes par rapport à l'État.⁴

Au Cameroun, une pléthore d'indications tendent à montrer que la société civile empêche la démocratisation, et la fermeture systématique d'espace de représentation et de responsabilisation présent même dans les mouvements sociaux les plus idéalistes et les plus

soutenus, en est un exemple. Forje (2008) a raison quand il affirme que l'État camerounais est perçu comme un instrument d'exploitation qui prend les devants pour empêcher l'initiative populaire et individuelle et toute révolte, tout en poursuivant insidieusement une politique discriminatoire de confrontation ethnique et de chaos économique. C'est ainsi que la société civile camerounaise est restée passive ou captive et faible du 1^{er} septembre 1966 au 26 mai 1990. Les partis politiques et les associations civiques sont cooptés ou forcés d'intégrer une structure de parti unique – l'Union Nationale Camerounaise (UNC), devenue plus tard le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) jusqu'au lancement du Front Social Démocrate (FSD), le 26 mai 1990. Les civils non-armés abattus par l'armée est une indication que l'État résiste à l'idée de changer le statu quo actuel d'une autocratie prédatrice violente. De manière plus générale, parmi les « déficits démocratiques » civiques figurent une représentation confuse, un leadership qui n'est comptable de rien et une autonomie vis-à-vis de l'État, des partis politiques, ou des forces internationales.

Représentation : Qui et que représentent les organisations civiques au Cameroun ? Les tenants de la société civile dépendent des « entrepreneurs politiques », des dirigeants de mouvements sociaux ou des alliés extérieurs pour les représenter. Parfois les États, les entreprises et les organisations internationales élaborent des protocoles, afin d'établir si certaines organisations civiques sont assez représentatives pour certifier les élections syndicales. Mais très souvent, cette reconnaissance dépend des objectifs visés par le décideur de politique plutôt que par une évaluation systématique de la bonne ou mauvaise représentation exercée par une organisation donnée. En général, la société civile dans une démocratie requiert des organisations qui s'intéressent aux affaires publiques. Au Cameroun, il n'existe pas de véritable cadre institutionnel politique qui prenne en charge les aspirations populaires, à plus forte raison valoriser les compétences individuelles. Au contraire, c'est la médiocrité qui est célébrée. Aussi bien l'aggravation de la pauvreté que la politique ethnique du « *diviser pour régner* » de l'État de Biya ont poussé les camerounais à adopter une attitude cynique et de méfiance à l'égard de la politique et de l'État.

L'État Biya fortement militarisé crée et finance des loyalistes ethniques (Nkwi et Nyamnjoh, 1997) pour neutraliser les adversaires de l'opposition, en proie à des difficultés financières et d'autres organisations de la société civile. Ainsi, la structuration de la société civile a une influence sur des questions et identités sociales devant être ou non considérées comme publiques et politiques. Bayart (1993) en donne une analyse intéressante dans ce qu'il a appelé « la politique du ventre ». Evoquant la politique du « *diviser pour régner* » et la récompense des loyalistes ethniques, le journal, *Le Messenger* (du 16 mars 1992) a indiqué qu'un sentiment de déception a petit à petit remplacé l'espoir lorsque les camerounais se sont rendus compte que la qualification, la compétence et le mérite étaient la chasse gardée des hommes de la tribu du Président. Lentement mais sûrement, ils ont commencé à reprendre tous les postes stratégiques naguère occupés par des hommes de tribus diverses. Dans les divisions expansives et très peuplées comme Noun, la déception a tôt cédé le pas à l'amertume, car les divisions ont été reprises par les Bétis - DO, cinq DO, trois *chefs* (officiers de police), l'encadrement médical, premiers magistrats, Directeurs de prisons, etc. La grande capacité des associations à élaborer des programmes est ici manifeste sachant que même les défenseurs extérieurs de la démocratie tendent à s'interroger pourquoi il y a si peu de femmes dans les syndicats au lieu de se demander pourquoi n'y a-t-il pas d'associations publiques pour conseiller les femmes dont le travail est « d'ordre privé » telles que les domestiques ou les prostituées.⁵

Une assistance extérieure peut être problématique, car elle peut rendre la société civile moins représentative, en créant un fossé entre les groupes recevant une assistance extérieure et ceux qui n'en reçoivent pas. Ces disparités se traduisent par des différences dans les niveaux d'organisation, de mobilisation et même d'identité entre l'ensemble des secteurs sociaux. Par exemple, un atelier de la société civile du Cameroun s'est tenu à Yaoundé le 31 mai 2007. Il a été abrité par le COSADER (*Collectif des ONG pour la Sécurité Alimentaire et le Développement Rural*) et initié par la plateforme de la société civile du Cameroun, *Jeudi de Cotonou*. Les organisations présentes représentaient plusieurs groupes et thématiques de la société civile : la jeunesse, l'environne-

ment, la gouvernance/droits de l'homme, la sécurité alimentaire/souveraineté, cultes religieux, syndicats, unions, monde universitaire et éducation, santé/VIH, culture, suivi des politiques publiques et dette. Au bout du compte, COSADER n'a servi que de caisse de résonance pour le régime de Biya à travers des représentants ethniques infiltrés.

Responsabilité : Si la représentativité de la société civile peut parfois être sujette à caution, la responsabilité de ses leaders est également problématique. Les mouvements sociaux, les ONG ainsi que les groupes religieux et ethniques ont surtout tendance à avoir une Direction personnalisée. Ce n'est pas simplement le résultat de la « loi d'airain de l'oligarchie » - c'est aussi le reflet de la petite taille de ces organisations, du pouvoir d'un leader charismatique et du pool de leadership limité. Les conditions préalables à la mobilisation tendent à vite se concentrer sur le leadership, surtout dans les pays moins démocratisés où les compétences et la disponibilité sont rares.⁶ Les leaders civiques qui ont acquis une stature dans le combat contre le régime autoritaire sont souvent moins démocratiques dans leur façon d'agir au sein de leur propre organisation ; la certitude morale, la persistance et la détermination ainsi que la discrétion dont ils font montre pour survivre en tant que dissidents ne permettent pas de bâtir un consensus ouvert, pragmatique et fluide. (Tetchiada, 2006).

Pire encore, le personnalisme au Cameroun rend les groupes civils plus vulnérables à une attaque par l'État (en discréditant leurs leaders) et à la corruption, à la cooptation et à l'esprit de parti. La corruption est un autre problème pour les sociétés civiles. Le gouvernement du Président Paul Biya a lancé la campagne anti-corruption le 18 janvier 2006, deux semaines après avoir limogé deux magistrats accusés de corruption – c'est la première fois qu'une telle opération est menée en 23 ans de pouvoir de Biya. La vague de ferveur anti-corruption a commencé lorsque le dirigeant camerounais a étreint le Nouvel An en dénonçant ce fléau et s'est engagé à l'extirper (Yaoundé, 27 janvier 2006 (IRIN)). Les deniers publics sont détournés, c'est le cas d'Ondo Ndong (ancien Directeur général du *Council Fund*) et décaissés massivement en faveur de l'épouse du Président pour financer son organisation de la société civile luttant contre le VIH/SIDA, récompenser

les truqueurs d'élection et parrainer les activités de l'appareil politique de Biya, le RDPC (Fitzgerald et Swann, 2008).

Autonomie : Les organisations civiques sont cooptées par leurs cibles, ce qui réduit d'autant leur possibilité de contestation, d'articulation de leur intérêt et même de mobilisation par l'État camerounais. Pour le régime Biya, la neutralisation est une réponse caractéristique aux défis venant de la société civile. La « stabilité politique » du Cameroun claironnée partout est basée artificiellement sur la suppression de la participation politique qui manque aussi bien à une société respectueuse du droit qu'à un régime protecteur du droit; pourtant, ce régime est officiellement considéré comme une démocratie multipartite. L'absence d'une société respectueuse du droit et d'un régime protecteur du droit non seulement compromet les perspectives d'un renforcement de la démocratie mais elle accroît également le potentiel de violence et de chaos dans le futur. En l'occurrence, le *Fon* de Bali, une Province du Nord-ouest a ordonné l'exécution de trois hommes membres de la communauté *pastorale Mbororo* semi-nomadique à la suite d'une dispute portant sur un vol de bétail. Une enquête officielle a été ordonnée et un mandat d'arrêt délivré contre le *Fon*, mais ce dernier n'a pas été arrêté et aucune autre mesure n'a été prise concernant cette affaire (voir Département d'État des États-Unis, Rapport-pays 2000 sur les Pratiques des Droits humains).

Dans une autre affaire, le *Lamido* de Gashiga, un village du Demra dans la Province du Nord aurait intimé à ses habitants de voter pour la parti RDPC le 12 octobre (lire « Forceful Voting » dans le journal, *The Herald* (Cameroun) des 20-21 octobre 1997, 5). Le *Fon* de Bafut, Abumbi II est un autre exemple de chef traditionnel qui « conseilla » ses ouailles à voter pour le parti RDPC, parce « qu'un tel vote apporterait un grand développement dans notre région, et je voudrais féliciter tous ceux qui sont allés voter pour exercer leurs droits civiques » (lire aussi « Bafut Fon Calls for Peaceful Coexistence Between CDPM and Opposition », dans le journal, *The Herald* des 27-28 octobre 1997, 2). Les groupes civiques et les chefs traditionnels qui n'ont pas de culture démocratique interne sont les plus vulnérables à la cooptation puisque la capture a plus de chances de réussir si le leadership est personnalisé et n'a pas de

compte à rendre. Comme dans une hypertrophie organisationnelle, la cooptation gêne le plus la représentation lorsque les objectifs du groupe incluent la contestation et le moins quand ils portent essentiellement sur la fourniture des services.

Dépendance : Deux choses empêchent la société civile au Cameroun de chercher à occuper un espace politique : (a) le manque criard de ressources financières et d'un environnement propice à l'activité civique ; et (b) le harcèlement administratif et politique des organisations de la société civile qui s'intéressent à la politique. Ewumbue-Monono (2006) souligne que « lorsqu'un parti politique critique le gouvernement, c'est considéré comme une action constructive mais quand c'est la société civile qui émet une telle critique, elle est considérée comme subversive ».

L'interdiction en juillet 1991 de six organisations de la société civile pour avoir fait la promotion de l'opération *Villes Mortes* et soutenu les appels en faveur d'une Conférence nationale souveraine illustre bien notre propos. Aucun parti politique n'a connu un sort similaire pour les mêmes crimes. En effet, plus de 70 pour cent des partis politiques enregistrés au Cameroun ne sont rien moins que des organisations de la société civile de par le champ de leurs activités et objectifs, mais elles sont habillées avec l'uniforme du parti. De nombreuses organisations de la société civile qui cherchent à autonomiser des groupes vulnérables comme les jeunes, les femmes, les enfants et les handicapés, les personnes du troisième âge, et les travailleurs ont été enregistrés comme des partis politiques, ce qui explique le nombre élevé des partis (207) dans le pays (ibid. p. 137).

Le régime Biya a concocté la loi camerounaise sur le multipartisme, Loi No. 90/56 du 19 décembre 1990 en ayant en arrière-pensée la multiplication, le fractionnement et l'affaiblissement des partis d'opposition, en vue de perpétuer l'emprise du parti RDPC sur le pouvoir. Comme l'illustrent les 207 partis politiques existant au Cameroun au 1^{er} juin 2007, Nyamnjoh (2005: 113) fait remarquer que la multiplicité des partis politiques dont la plupart n'a pas d'existence en dehors de la personnalité de leur fondateur, peut s'expliquer en partie par le désir du gouvernement de disperser une véritable opposition démocratique. En fait, plusieurs des partis politiques créés au cours des première-

res années du multipartisme au Cameroun (1991-1992) étaient essentiellement des taupes chargées d'infiltrer les regroupements de partis d'opposition comme la Coordination nationale des partis d'opposition (NCOPA), ou de poser comme une « opposition responsable » défiant constamment les politiques « radicales et irrationnelles » de l'opposition « dure ». Presque tous ces partis ont finalement rejoint ce qui est devenu la « Majorité présidentielle ». Par exemple, le Mouvement de Dakole Daisalla pour la défense de la République (MDR), qui a formé une coalition avec Biya en 1992, afin de lui donner une majorité parlementaire, a été en fait créé par le régime.

Élections sans démocratie

L'idée de la démocratie est devenue tellement identifiée aux élections au Cameroun que nous risquons d'oublier que l'histoire moderne des élections représentatives est une histoire de manipulations autoritaires, et en tant que telle, elle est une saga des triomphes démocratiques. Sur le plan historique, les élections ont à la fois servi d'instrument de contrôle autoritaire et de gouvernance démocratique. Dans le cas du Cameroun, le professeur Asonganyi, ancien scribe du Front social démocrate (FSD) et maintenant penseur indépendant, a fait remarquer avec indignation dans une interview accordée à *Pan African Visions* (www.panafricanvisions.com) qu'avec les manipulations « préélectorales » par le régime et le manque de recours apparent des partis d'opposition, il ne fait aucun doute que le RDPC est sûr d'avoir une représentation écrasante au parlement avec quelques 160 sièges sur les 180 que compte le parlement, le 22 juillet prochain ! Avec le tripatouillage des listes électorales, le vote multiple et la falsification des résultats etc., le parti au pouvoir et ses agents sur le terrain que sont les Officiers divisionnaires, la fin de la fraude n'est pas pour demain. Pour les flagorneurs du parti RDPC, le Président Biya ou encore le slogan, *Le Meilleur Choix* a été déformé en *Le Seul Choix* par ceux qui risquent de perdre en cas de défaite de Biya.

Avant les élections de juin 2002, l'environnement électoral répressif avait provoqué des appels en faveur de la mise en place d'une Commission électorale indépendante ; mais ils n'ont reçu qu'une réponse superficielle de la part du Président Biya et du parti RDPC, décidés tous deux à se recycler par la poursuite d'un sem-

blant de démocratie multipartite. En octobre 2000, le Cardinal Tumi a ajouté sa voix aux appels en faveur de la mise en place d'une Commission électorale lors d'une interview avec le journal, *Jeune Afrique Economie* (no. 317, du 20-15 octobre 2000), interview au cours de laquelle, il a sévèrement critiqué le gouvernement. Le MINAT, Ferdinand Koungou Edima, a rétorqué par un long communiqué de presse où il accuse le Cardinal de menteur, de manquer de patriotisme et de vouloir se présenter aux élections présidentielles, violant ainsi le principe de la séparation de l'État et de l'Église, d'avoir peu de respect pour les gouvernants, de remettre en cause l'organisation des élections au Cameroun, de tenter insidieusement de détourner les camerounais et la communauté internationale des énormes efforts et sacrifices du gouvernement pour sortir le Cameroun de la crise économique et de l'insécurité, de manquer d'humilité et d'être tribaliste.

Le truquage des élections a assumé une dimension culturelle au Cameroun. Par exemple, plus de 232 observateurs nationaux et internationaux ont été répartis dans environ 20.600 bureaux de vote pour superviser les élections du 11 octobre 2004. De nombreuses irrégularités ont été constatées dont notamment des votes multiples par les fidèles du pouvoir, obstruction au vote des sympathisants de l'opposition parce que leurs noms ne figuraient pas sur la liste électorale, l'insuffisance des urnes et la piètre qualité de l'encre d'identification des ayant-voté (Rapports-pays 2004, 28 février 2005, Sec. 3; *Keesing's* octobre 2004, 46242; AFP 16 octobre 2004; *Africa Research Bulletin*, 31 octobre 2004, 15948). S'exprimant au nom du Commonwealth, Joe Clark, ancien Premier Ministre du Canada et chef du groupe d'observateurs, a déclaré que les élections du 11 octobre 2005 ont été mal gérées et « n'étaient pas crédibles » (AFP 16 octobre 2004; lire aussi *Rapports-pays 2004*, 28 février 2005, Sec. 3; *Africa Research Bulletin*, 31 décembre 2004, 16019).

L'Ambassade des États Unis USA, celles de Grande Bretagne et du Canada ainsi que le Directeur du bureau de l'UE au Cameroun ont estimé qu'il était « inconcevable d'accepter ce qu'ils ont qualifié de violation des principes démocratiques élémentaires et du droit du citoyen à une structure électorale indépendante raisonnable ». Ils ont relevé que leur objection

à l'ELECAM était non seulement pour cause de « violation de la Section 8(2) de la Loi No. 2006/011 du 29 décembre 2006 portant création des Elections au Cameroun mais aussi pour complicité subreptice apparente du gouvernement visant à étouffer la vraie démocratie au Cameroun, en créant la confusion dans la définition des rôles joués par les différentes composantes de l'ELECAM ». La Section 8(2) de ladite Loi portant création du conseil électoral dispose que « les membres du conseil électoral de l'ELECAM seront désignés parmi les personnalités indépendantes de nationalité camerounaise, connus pour leur stature, leur intégrité morale, leur honnêteté intellectuelle, leur patriotisme et leur neutralité et impartialité politiques ». La désignation essentiellement des grosses légumes bien connues du parti RDPC viole l'esprit et la lettre des aspects fondamentaux de la neutralité et de l'impartialité (Ngalame, 2009).

C'est difficile d'envisager une élection libre et transparente sous l'ELECAM étant donné que le RDPC contrôle depuis toujours les mécanismes de truquage des élections et que ses membres sont nommés par décret présidentiel - 11 de ses 12 membres sont trop proches du Rassemblement démocratique du peuple camerounais, le RDPC -, ou qu'ils avaient été nommés antérieurement par le parti au pouvoir pour occuper des charges publiques. Comme il fallait s'y attendre, avec la confusion, le drame, la violence et la controverse qui ont entouré les élections, le RDPC a remporté une victoire écrasante avec 149 sièges obtenus sur les 180 que compte le parlement et a ainsi réduit tous les autres partis à une petite entité régionale sur le déclin ; il a pu finalement imposer le RDPC comme l'unique parti national. En 2007, le RDPC s'est arrogé 153 des 180 sièges mis en compétition aux élections législatives, ce qui signifie pratiquement un retour au système de parti unique.

Par ailleurs, six des 70 articles qui forment la Constitution du Cameroun ont été modifiés le 10 avril par un vote de 157 voix favorables dans une législature qui compte 180 Membres. Ces amendements ont introduit trois nouveautés majeures dans la Constitution : la limite à deux mandats, une disposition gravée dans la Constitution de 1996 a été supprimée, et Biya qui dirige le Cameroun depuis novembre 1982 et dont le deuxième mandat de sept ans arrive à échéance en 2011, peut maintenant briguer la présidence in-

définiment. Désormais, le Président ne pourra pas être poursuivi pour tout acte commis dans l'exercice de ses fonctions. Et enfin, s'agissant de la succession à la présidence, si pour une raison quelconque le Président ne peut plus exercer ses fonctions ou que le poste devienne vacant, le Président du Sénat assurera l'intérim de la République, et des élections seront organisées dans un délai de 40 à 120 jours. A noter qu'il n'existe pas de Sénat au Cameroun. Le Whip en chef du RPDC, Jean Bernard Ndong Essomba a déclaré que le projet de loi qui réduit également la durée du mandat présidentiel de sept à cinq ans, « renforcera la démocratie, maintiendra la stabilité politique ainsi que l'unité nationale et l'intégrité territoriale » du Cameroun. Il s'agit là d'un vrai coup d'État constitutionnel décrié par Ngwana (2009).

Le Président Biya clame que limiter son mandat constitutionnel actuel, « c'est imposer une limite à la volonté du peuple, une limitation qui contredit l'idée même du choix démocratique ». Au cours des années, il a élevé le faux désintéret au rang d'un art, afin de faire croire que son maintien au pouvoir lui est dicté voire imposé par « la volonté du peuple ». Dans le cadre d'un plan bien orchestré pour mettre en branle le projet de révision constitutionnelle, il a manipulé ses flagorneurs pour qu'ils votent généreusement des « motions de soutien » en faveur de ses ambitions de présidence à vie. Une vague de « motions de soutien », de prières à l'église, de rassemblements et de réunions par les inconditionnels du RPDC appelaient à une révision constitutionnelle contre la limitation des mandats. Et dans le style typique qu'on lui connaît, le Président Biya a encore une fois « cédé » aux exigences du « peuple ». Le Président était maintenant devenu l'acteur principal d'un processus « normal » qui a, sans aucun doute, abouti à une révision constitutionnelle qui en a fait un « Président à vie ».

Conclusion

Les actions menées depuis 1990 en faveur d'une plus grande libéralisation politique au Cameroun ne constituent pas forcément une preuve de démocratisation réussie. Au contraire, la démocratisation y a été détournée. La focalisation sur les élections à l'exclusion d'autres caractéristiques essentielles d'une démocratie

fonctionnant normalement a vicié une bonne part d'analyse de la « transition démocratique » dans le pays. En examinant à tour de rôles les racines, le sens et les limites de la démocratisation au Cameroun, nous avons démontré qu'il était plus indiqué de se focaliser sur les responsabilités plutôt que sur la démocratie en tant que telle. Plusieurs variables notamment le détournement de la démocratie, le fait qu'elle soit fondée sur l'ethnie et serve simplement de vitrine pour faire croire ce qui n'est pas, et puis il y a la personnalité troublante de Biya lui-même et enfin, l'appareil de sécurité qui entoure tout cela se combinent sceller le sort de Biya dans sa rhétorique sur la démocratie. La lutte pour la démocratie au Cameroun est elle semblable à vouloir attraper de l'eau dans une passoire ? Cet auteur répond, non !

Que faire ? La réponse à cette question classique peut paraître des promesses en l'air. Mais les gens ne peuvent pas rester les bras croisés en témoins passifs de l'écrasement des forces démocratiques au Cameroun par un État bandit, aux mains d'un régime vampirique incurable. Premièrement, le peuple doit continuer inlassablement à chercher à résoudre les conflits de classes, ethniques et régionaux sur la base de la seule solution viable à l'échelle la plus large possible : la coexistence permanente et la reconnaissance des identités, afin d'éviter une domination militarisée, l'aggravation de la pauvreté et l'exclusion. Seule, la résolution de ce conflit peut enlever à la dictature prédatrice camerounaise la couverture politique dont elle se sert pour ses abus et délivrer les sociétés camerounaises qui pourront alors se concentrer sur les véritables sources de leur misère et de leur frustration.

Deuxièmement, il est nécessaire d'ouvrir les sociétés fermées du Cameroun par la promotion des échanges de toutes sortes avec les autres. La dictature actuellement en place au Cameroun est un château de cartes reposant sur un tissu de mensonges relayés. Son peuple, le plus isolé physiquement et intellectuellement et globalement brutalisé comme on n'en trouve rarement dans le monde, n'a pas l'opportunité de maîtriser le processus qui éclaire sur le mode de fonctionnement du reste du monde démocratique. Une fois ce processus maîtrisé, le régime est obligé de s'effondrer ou alors de virer très rapidement vers la démocratisation.

Troisièmement, les nations donatrices ont besoin de renégocier l'aide extérieure et l'allègement de la dette. Malgré les nouvelles normes et les pressions exercées sur les dictatures, les ressources permettant à ce régime de tenir ont continué de provenir essentiellement des milieux étrangers et des Institutions Financières Internationales. Cette situation est due en partie à l'inertie et à la logique structurelle finalement perverse des organismes d'aide et en particulier, la Banque mondiale dont les responsables reçoivent des portefeuilles de fonds à prêter et de projets à initier, avec le sous-entendu que leur carrière en pâtirait s'ils ne distribuaient pas lesdits fonds. La situation est due en partie aussi à la crainte que si ces institutions s'appuyaient trop sur des États faibles, oppressifs, pourris comme le Cameroun, ces derniers s'effondreraient dans une autre catégorie d'aides humanitaires d'urgence. Donc, elles traînent et financent la dictature camerounaise pendant que le pays se désintègre plus lentement et que des millions de personnes vivent moins longtemps, plus pauvres et plus brutalement à cause des abus de gouvernance.

Enfin, l'État lui-même a besoin d'être *restructuré*, en traitant avec méfiance les chefs traditionnels et les soi-disant élites, car ce sont les ennemis traditionnels de la démocratie. L'État despotique colonial, le régime autoritaire postcolonial d'Ahidjo et l'État kleptocrate de Biya ne sauraient jouer un rôle démocratique populaire et de développement. Cet État là a atteint ses limites. L'État réformé doit s'enraciner dans le peuple et doit chercher sa légitimité auprès du peuple. Il doit rechercher un nouveau consensus social et construire sa légitimité, non seulement sur le terrain ambigu de l'économie – développement –, mais aussi sur celui politique et juridique de la bonne gouvernance. En d'autres termes, l'État et le système politique restructurés doivent être minutieusement reconstruits concomitamment comme une économie dévastée par des crimes économiques tels que les malversations institutionnalisées, le blanchiment de fonds, le pillage, l'exploitation, etc., après des décennies de très mauvaise administration. Ce scénario oblige le dialogue démocratique à faire en sorte que le volcan n'entre pas en éruption.

Notes

1. BBC 'Focus on Africa', mercredi, 7 janvier, 2004, 10:19 GMT.
2. Joseph A. Schumpeter, *Capitalism, Socialism, and Democracy* (New York: Harper et Bros., 1942), p. 198.
3. Franz Oppenheimer, *The State* (New York: Vanguard Press, 1926) pp. 24–27.
4. Pour plus de détails, lire S.N. Eisenstadt (ed.), *Democracy, and Modernity*, Leiden: E. J. Brill, 1992.
5. Des associations publiques de services pour les prostituées existent déjà aux Philippines, en Uruguay et au Brésil. Ces groupes s'occupent des questions politiques telles que le harcèlement par la police, la violence domestique, l'accès aux soins de santé et les alternatives d'emploi pour les femmes.
6. Jonathan Fox et Luis Hernandez, 'Offsetting the Iron Law of Oligarchy: The Ebb and Flow of Leadership Accountability in a Regional Peasant Organization', *Grassroots Development* 13:2 (1989): 8-15.

References

Bayart, J.-F., 1993, *The State in Africa: The Politics of the Belly*, New York & London: Longman.

Biya, P., 1987, *Communal Liberalism*, London: Macmillan Publishers.

Churchill Ewumbue-Monono, 2006, *Men of Courage: The Participation of Independent and Civil Society Candidates in the Electoral Process in Cameroon. A Historical Perspective, 1945-2004*, Limbe: Design House, 2006.

Dahl, Robert A., 1989, *Democracy and its Critics*, New Haven: Yale University Press.

Dibussi Tande, 2003, 'How to Eliminate Presidential Term Limits – Notes from the Biya Playbook', jeudi 3 janvier.

Fitzgerald, A. and Swann, C., 2008, 'Government Bribes in Cameroon Divert Funds from Food'. Le Cameroun a budgétisé 309 millions de USD pour l'armée en 2009 et 105 millions de USD pour le Bureau du Président et les services fournis à la présidence contre 106 millions de USD pour agriculture qui emploie 70 pour cent des populations camerounaises (Bloomberg.com).

Forje, John W., 2008, 'Building a Vibrant State-Civil Society in Cameroon: Facing the Changes of the New Millennium', *Le bulletin de l'APAD*, n° 18, Itinéraires de 'déflatés' au Cameroun, En ligne, mis en ligne le : 20 septembre 2006. URL: <http://apad.revues.org/document461.html>. Consulté le 16 janvier.

Konings, P., 1996, 'The Post-Colonial State and Economic and Political Reforms in Cameroon', in Jilberto A. E. F. & Mommen, A., eds., *Liberalization in the Developing World: Institutional and Economic Changes in Latin America, Africa and Asia*, London: Routledge.

Lipset, S. M., 1994, 'The social requisites of democracy revisited', *American Sociological Review*, 59, 1-22.

Mbapndah Ajong Laurean, 2007, 'Cameroon Democracy at the Crossroads', www.monitor.upeace.org/archive.cfm?id_article=363 - 11k, Retrieved, 12/08/2007.

Monga, C., 1997, 'Cartoons in Cameroon: Anger and Political Derision under Monocracy', in Anyidoho, Kofi, ed., *The Word Behind Bars*

and the Paradox of Exile, Evanston, Illinois: North Western University Press, 146-169.

Ngalame, E. N. 2009, *Eden Newspaper* 15-04-2009.

Ngwana, Conférence de presse de Chief A. S., 2009, Président national du parti Cardinal Democratic Party(CDP), www.recorderline.blogspot.com, récupéré le 04/17/09. Selon ses propres mots : « Nous sommes en faillite économiquement, démocratiquement et moralement. Nous évoluons rapidement vers le chaos, l'anarchie et la ruine, et seul Dieu peut nous sauver » .

Ngwane, George, 2008, Interview, voir www.gngwane.com/2006/11/george_ngwane_t.html - 59k - Récupéré le 01/18/08.

Nkwi, P. N. and A. Socpa, 1997, 'Ethnicity and Party Politics in Cameroon: The Politics of Divide and Rule', in P. N. Nkwi and F. B. Nyamnjoh, eds., *Regional Balance and National Integration in Cameroon*.

Nyamnjoh, Francis, B., 2002, 'Cameroon: Over Twelve Years of Cosmetic Democracy', *Nordic African Institute*, Number 2, 2002, octobre.

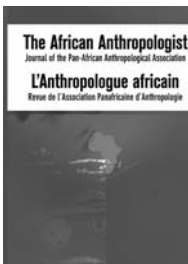
Nyamnjoh, Francis, B., 2005, *Africa's Media: Democracy and the Politics of Belonging*, London, ZED Books; Pretoria, UNISA Press.

Tatah Mentan, 2007, *Held Together by Pins: Liberal Democracy under Siege in Africa*, Africa World Press. New Jersey/Asmara.

Tetchiada, Sylvestre, 2006, 'Cameroon: NGOs Endorse Code of Conduct to Promote Transparency', IPS, juin 24.

The African Anthropologist/L'Antropologue africain

ISSN: 1024-0969



L'Anthropologue africain (LAA) est une revue bi-annuelle publiée par le CODESRIA pour l'Association panafricaine de l'Anthropologie (APA). Elle a été publiée pour la première fois en décembre 1994 par l'APA et a pour objectif principal la stimulation des débats entre universitaires africains et africanistes aussi bien sur l'enseignement et la pratique de l'Anthropologie que sur le développement des méthodes et théories.

Abonnements

	Afrique	Hors Afrique
Particuliers	\$ 55 US	\$ 40 US
Institutions	\$ 70 US	\$ 60 US
Etudiants	\$ 16 US	\$ 20 US

Affranchissement : Ajoutez USD5 pour chaque catégorie.

Souveraineté, scrutin et démocratisation: analyse des processus politiques et électoraux au Zimbabwe au cours du début du vingt et unième siècle

Introduction

A son réveil, le mardi 22 juillet 2008, le monde apprenait la nouvelle : trois partis politiques du Zimbabwe, élus au parlement national lors du scrutin du 29 mars 2008, ont signé un Protocole d'accord par lequel ils s'engagent « à entamer le dialogue pour parvenir à une véritable solution viable, définitive et durable à la situation zimbabwéenne ... »¹. Etudiants et observateurs de la scène politique zimbabwéenne auront remarqué, dans le préambule au Protocole, un paragraphe plus qu'éloquent sur les préoccupations des signataires devant « les récents défis » auxquels la nation zimbabwéenne se trouve confrontée et les « multiples menaces » sur le bien-être de son Peuple.

Signé le 21 juillet 2008 grâce aux bons offices du Président sud-africain, Thabo Mbeki,² il y a eu presque autant de réactions à cet événement que d'individus. Pour certains, la signature du Protocole est un acte « historique » (*The Herald*, 2008) qui marque une nouvelle ère de la scène politique zimbabwéenne où le dialogue entre adversaires politiques jouerait un rôle crucial pour traiter tout un ensemble de problèmes politiques, économiques et sociaux qui n'ont que trop duré. Pour d'autres, c'est « historique » à la manière dont c'est arrivé, près de quatre mois après la tenue des élections présidentielles, parlementaires et locales harmonisées. D'ailleurs, une blague populaire fait actuellement le tour de Harare, capitale du Zimbabwe, selon laquelle, ce n'est pas qu'aux Jeux Olympiques 2008 de Pékin que l'on est témoin « de l'histoire en marche »³. Il a fallu un mois à la Commission électorale du Zimbabwe pour annoncer le résultat de l'élection présidentielle tenue en mars 2008. En juin, il y a eu le deuxième tour de la présidentielle avec un candidat unique, et quatre mois après les élections parlementaires, les députés n'étaient toujours pas installés. Qui plus est, le pays ne disposait pas d'un gouvernement normalement constitué.

Pedzisayi Leslie Mangezvo
Université Hawassa
Awassa, Ethiopie

Devant ces événements, le sentiment est que le Zimbabwe se fabriquait sa part d'histoire des processus électoraux et de la politique. D'autres encore ont relevé que la signature ne fait que conclure une histoire qui remonte bien plus loin dans le temps si l'on tient compte du fait que les tentatives de dialogue entre les parties au Protocole datent en fait de 2005.

Il n'est pas dans le propos de cet article de s'interroger sur les principes fondamentaux du Protocole ni d'analyser les implications dans leurs grandes lignes. Il n'y est fait référence que parce qu'en évoquant les événements qui ont abouti à la signature du Protocole et ceux intervenus après, l'auteur veut élargir le champ d'éléments permettant de mieux cerner l'évolution de la situation politique au Zimbabwe.

Le Protocole fait état de « défis » et de « menaces » auxquels le Zimbabwe doit faire face. Quels sont ces défis et menaces auxquels le Zimbabwe doit faire face aujourd'hui ? Comment ces défis ont-ils été cadrés par les différents acteurs politiques du Zimbabwe ? Plus important encore, comment les différentes interprétations se sont-elles traduites dans les processus électoraux du pays et ses tentatives de démocratisation ? Quels sont les « multiples menaces » pesant sur le bien-être des citoyens zimbabwéens ? Comment donner de la substance à la caractérisation de ces menaces ? Qui identifie les soi-disant menaces ? Dans quelle mesure la population dans son ensemble a-t-elle participé à la caractérisation des menaces censées peser sur le pays ? Les avis sont partagés sur ces questions. La réponse dépend largement de ce que l'on entend par « défi » ou « menace ». La réponse

dépend aussi de quel bord politique on est, d'autant plus que le Zimbabwe a polarisé toute l'attention depuis que l'opposition a remporté des succès électoraux dans les centres urbains.

S'il faut donner au « défi » un sens strictement « économique », alors certains feront remonter son origine aux années 90, avec la baisse généralisée de la croissance économique et la persistance des problèmes structurels de grande pauvreté et de fortes inégalités. D'autres affirmeront que la réforme agraire accélérée des années 2000 à 2002 a détruit l'agriculture commerciale et donné un coup de fouet à une forte instabilité macroéconomique et des fournitures de produits alimentaires et de base. Mais d'autres encore argueront que c'est le retrait du soutien international et l'isolement complet du pays par les grands pays européens qui sont au cœur des défis que doit relever le Zimbabwe. Si on entend « défi » au sens « politique », certains ne manqueront pas, une fois de plus, de faire remonter l'origine du problème à la réforme agraire qui aurait tellement contrarié les intérêts américains et britanniques qu'ils sont tentés par un changement de régime. Pour d'autres encore, le défi est lié à un système politique qui n'est plus en accord avec les exigences du vingt-unième siècle alors que certains vous diront qu'il s'agit d'un simple cas de mauvaise gouvernance. On ne peut pas non plus éviter ces ambiguïtés lorsqu'il s'agit de faire le point sur les acquis des processus politiques au Zimbabwe depuis l'année 2000. Ces ambiguïtés sont également au centre d'une analyse de la participation des citoyens aux processus politiques dans l'Afrique post-indépendante.

Cet article affirme que la situation politique et par extension, économique du Zimbabwe s'explique essentiellement par une divergence d'opinion sur la nature, la forme et le contenu des « défis » et des « menaces » auxquels le pays doit faire face. Il y a contestation sur la définition de la « situation zimbabwéenne » et des

forces qui ont donné de la texture à cette situation. Il s'agit dans un premier temps d'essayer d'analyser le contexte et le contenu de cette contestation et de déterminer dans quelle mesure elle a impacté les processus électoraux au Zimbabwe depuis l'année 2000. Dans un deuxième temps, l'article essaie de placer la « situation » zimbabwéenne dans le contexte du grand débat sur la démocratisation et les processus électoraux dans l'Afrique du vingt-unième siècle.

Le contexte et le contenu de la crise zimbabwéenne après l'année 2000

Tout en analysant l'évolution de la situation politique au Zimbabwe, cet article fait référence, d'une part, au contexte pour camper ici le cadre où se sont déroulés les événements et les processus politiques depuis l'année 2000, et d'autre part, au contenu pour décrire le message que les différents acteurs politiques (nationaux, régionaux et internationaux) ont essayé de faire passer à la nation. Je soutiens que le Zimbabwe s'est retrouvé profondément divisé politiquement, ce qui a eu un impact non négligeable sur les processus électoraux après 2000 et les tentatives de démocratisation du pays.

Cette division, qui s'est avérée profonde à plusieurs niveaux, s'est manifestée sous diverses formes. Il y a d'abord le gouffre idéologique persistant qui sépare les deux principaux partis politiques au Zimbabwe : la Zimbabwe African National Union (Patriotic Front) ou ZANU (PF) dirigé par le Président Robert Mugabe et la principale tendance au sein du Movement for Democratic Change (MDC) dont le leader est Morgan Tsvangirai.⁴ D'une part, la ZANU (PF), le parti au pouvoir au Zimbabwe depuis 1980, a cadré le « défi » et la « menace » zimbabwéens comme étant des problèmes tirant leurs racines de deux questions controversées :

- (i) la menace de l'impérialisme occidental en général et celui britannique en particulier ;
- (ii) la question agraire.

Aux yeux du parti au pouvoir, il y a ce qui semble être un vaste plan des puissances industrielles occidentales de signer l'arrêt de tous les anciens mouvements de libération en Afrique et de les remplacer par des mouvements ou alliances dociles favorables à l'Occident. La ZANU (PF) est fermement convaincue que les inté-

rêts capitalistes des Blancs, sous l'instigation de la Grande Bretagne, ont été les premiers à tenter un changement de régime au Zimbabwe. Ces tentatives auraient été menées par le biais du MDC, perçu comme rien moins que le substitut de l'Occident. Ce point est illustré par le ton et le langage utilisés par les stratèges de campagne de la ZANU (PF) dans le crescendo de la campagne jusqu'au deuxième tour de la présidentielle du 27 juin 2008. La ZANU (PF) a produit une plaquette de campagne intitulée *les 100 raisons pour voter ZANU (PF) et en faveur du Président R.G. Mugabe* et qui n'a cessé de qualifier tout le long le MDC de substitut de l'Occident. Par exemple, un des arguments de la « Raison 2 » pour voter en faveur du Président est ainsi libellé :

... on se trompe de croire que la ZANU (PF) est devenue impopulaire et le Président Mugabe inéligible alors que Morgan Tsvangirai et son MDC financés et téléguidés de l'étranger ... (2008: 1).

On peut également lire sous la « Raison 3 » de voter en faveur du Président Mugabe, l'argument suivant :

Le fait que le 2^e tour de l'élection présidentielle va se tenir le 27 juin prouve bien qu'il n'y a absolument aucun fondement aux allégations des experts et détracteurs selon lesquelles la popularité de Tsvangirai et de son MDC anti-zimbabwéen ... (2008: 3).

Ainsi a été façonnée et documentée la perception que la ZANU (PF) a, du MDC, de ses leaders et de son programme. Depuis la création du MDC en 1999, la ZANU (PF) n'a cessé de présenter ce parti comme une invention des intérêts étrangers au service des intérêts étriqués des fermiers commerçants blancs zimbabwéens et des puissances industrielles occidentales. Le MDC est considéré comme un parti « anti-Zimbabwe » qui ne s'intéresse pas à la nation et qui n'a d'autre idée que de faire quitter la ZANU (PF) du pouvoir. Qu'importe que le MDC ait remporté 57 des 120 sièges disputés au parlement en 2000, 43 en 2005 et que Morgan Tsvangirai ait recueilli un million de voix lors de l'élection présidentielle de 2002 et qu'il ait manqué de peu d'obtenir la majorité absolue dans les élections de mars 2008, le MDC et la personne de Tsvangirai ne sont pas perçus dans les milieux politiques du pays comme des acteurs politiques de bonne foi. ZANU (PF) affirme haut et fort que le « Zimbabwe ne sera plus jamais une colonie ».

Il est intéressant de constater qu'au cours de l'élection présidentielle de 2002, le Président Mugabe a fait bien plus allusion au Premier ministre britannique d'alors, Tony Blair, qu'à son adversaire politique Morgan Tsvangirai. A l'occasion du Jubilé d'argent qui marque les 25 ans d'indépendance du pays depuis avril 2005, le Président est allé jusqu'à affirmer, dans une interview télévisée, qu'en ce qui le concerne, son opposant était Tony Blair et non Morgan Tsvangirai.

ZANU (PF) prétend que l'impasse actuelle dans les relations entre le pays et les pays occidentaux est la conséquence de la réforme agraire accélérée qui a commencé en 2000. La réforme agraire accélérée, un programme ambitieux, visait à corriger les déséquilibres criards entre zimbabwéens blancs et noirs dans la possession des terres. En 1980, 6000 fermiers blancs détenaient 39 pour cent des terres, soit l'équivalent de 15.5 millions d'hectares de terres arables agro-écologiques de premier choix tandis que les familles noires restaient confinées dans 41,4 pour cent des terres, soit 16.4 million d'hectares de terres marginales (Moyo 2004). A la fin de la réforme agraire accélérée en 2002, des petits agriculteurs estimés à 300.000 ont reçu des lopins de terre variant entre cinq et dix hectares (Sachikonye 2003:3).⁵ Des terres sont également mises de côté pour 51.000 fermiers commerçants noirs. Quand on additionne ces chiffres, on s'aperçoit que 11,5 million d'hectares de terres avaient changé de propriétaires en deux ans et demi (ibid). Et c'est cette redistribution des terres qui, pour la ZANU (PF), est au cœur du « défi » et des « menaces » confrontant le Zimbabwe.

En réponse à la posture nationaliste du ZANU (PF), le moins que l'on puisse dire est que le MDC est resté silencieux. Là où la ZANU (PF) clame que les défis et les menaces du Zimbabwe procèdent tous de l'étranger, le MDC, quant à lui, maintient que le « défi » et les « menaces » sont à rechercher plus près, c'est-à-dire dans le pays ; ils seraient plutôt liés à l'échec d'un leadership. Là où la ZANU (PF) voit une *réelle* menace impérialiste, le MDC, lui, parle de menace « imaginaire ». Alors que la ZANU (PF) traite le MDC de fantôme aux mains de l'Occident, le MDC voit dans la ZANU (PF) un parti politique incapable de faire face aux exigences de changement de valeurs et d'organisation que requiert un système politique et économique du vingt-unième siècle (voir

Document de politique 2007 du MDC). Fait intéressant, il se trouve que le MDC évoque aussi, à l'occasion, une menace impérialiste. Selon le MDC, c'est la ZANU (PF) qui, après des années de mauvaise gestion économique et la création d'un environnement politique des plus toxiques, aurait rendu le pays vulnérable aux manœuvres et interventions étrangères.

Le MDC relève la dégradation rapide de la situation socioéconomique du Zimbabwe, une forte instabilité macroéconomique marquée par des taux d'inflation les plus élevés au monde à 11 millions pour cent depuis août 2008 (CSO, 2008), le faible niveau des réserves de devises, une sécurité alimentaire instable, un accroissement de la dette intérieure, une chute de l'épargne et des investissements et des niveaux de chômage estimés à 80 pour cent (Congrès des syndicats du commerce 2008). Le MDC dénonce également un environnement ponctué par le recul progressif de l'activité économique, la vétusté et la surcharge des systèmes de santé et d'éducation, la pauvreté, la fuite des cerveaux et les dégâts causés par le VIH et le SIDA. En d'autres termes, vous avez au Zimbabwe plutôt une crise « humanitaire » qui tire ses racines dans la faillite du leadership de la ZANU (PF) et du Président Mugabe. Il semble que pour la ZANU (PF), le sujet de prédilection du MDC soit la question de la redistribution des terres. En effet, le MDC a été très réactif aux lacunes dans la politique de la ZANU (PF). C'est ainsi que certaines interrogations ont été soulevées pour illustrer l'argument du premier selon lequel la « menace » à laquelle le pays doit faire face est liée au manque de leadership. Par exemple, le MDC a demandé :

- (i) Pourquoi le dossier de la réforme agraire a-t-il été traité « en accéléré » sans prendre le temps d'une bonne planification ? Le MDC est toujours rapide à annoncer – comme d'ailleurs les gouvernements occidentaux – à l'électorat que le traitement « en accéléré » de la réforme agraire a coïncidé avec un affaiblissement de la production alimentaire et une contraction des recettes en devises.
- (ii) En traitant les déséquilibres historiques en ce qui concerne la propriété des terres, le gouvernement a-t-il trouvé le juste milieu entre les besoins de la population actuelle et ceux des générations futures ?

- (iii) En admettant que la réforme ait été un succès, alors pourquoi la Commission présidentielle chargée de la réforme agraire, connue sous l'appellation *Utete Land Review Commission*, a-t-elle découvert de nombreuses fermes appartenant surtout aux hauts responsables politiques de la ZANU (PF) et hommes d'affaires proches de ce parti ?

Pour le MDC, la solution à la crise du Zimbabwe est un changement de régime comme l'illustre slogan de la campagne *chinja maitiro* du parti depuis 2000. *Chinja maitiro* veut dire en langue vernaculaire « changez vos manières ». Ce slogan a été modifié en 2005 pour devenir « un nouveau Zimbabwe, un nouveau départ » relayant ainsi la persistante conviction du parti qu'il faut d'urgence revoir ou transformer la manière dont le pays est dirigé. Le nouveau slogan est fondé sur l'hypothèse selon laquelle le pays a besoin de rompre complètement avec le *statu quo* marqué par un environnement politique nocif. Pour sa part, le MDC estime que le pays est sous la menace du despotisme, de la corruption et d'une altération des idéaux de la démocratie.

Les médias, les lois sur la sécurité publique et le processus électoral au Zimbabwe

Quelle est la conséquence au sens large de ce qui précède par rapport à la démocratisation, aux processus électoraux et à la politique au Zimbabwe au cours de la période sous revue ? Les critiques de la ZANU (PF) citent des lois, notamment celle sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée (AIPPA : Access to Information and Protection of Privacy Act), promulguée en 2002 et la loi sur l'ordre et la sécurité publics (POSA) : Public Order and Security Act), également promulguée en 2002 et amendée en 2007, comme preuves des restrictions imposées aux libertés civiles et à l'espace démocratique au cours de ces dernières années. La loi AIPPA a été promulguée pour contrôler le fonctionnement de la presse écrite et électronique dans le pays. Cette loi a été proposée eu égard aux conditions sévères qu'elle impose pour l'établissement ou l'enregistrement des praticiens de la presse privée ou indépendante. Selon les critiques, elle a laissé le grand public à la merci du zèle des médias d'Etat non-professionnels qui ont ouvertement apporté leur soutien à la ZANU (PF) et diabolisé le MDC ainsi que ses

sympathisants sous prétexte de « préserver l'indépendance du pays ».

La loi POSA a été édictée pour contrôler tout un ensemble de questions relatives à l'ordre et à la sécurité publics. Par exemple, les rassemblements et réunions politiques doivent obtenir au préalable le feu vert de la police avant de se tenir. Si d'aventure la police estimait que le rassemblement était susceptible de perturber l'ordre et la sécurité publics, dès lors, il ne pouvait plus légalement se tenir. Le MDC a toujours soutenu que la ZANU (PF) a transformé cette loi en un outil politique, afin de bloquer les programmes du parti d'opposition destinés à informer/éclairer l'électorat. Pour la ZANU (PF), une telle loi est au cœur de la défense de la souveraineté du pays. La ZANU (PF) estime que créer un espace politique pour des entités telles que le MDC revient à affaiblir les institutions de l'Etat et à rendre ainsi le pays vulnérable aux intérêts étrangers hostiles. Pour sa part, le MDC a soutenu l'imposition par l'Union européenne des « sanctions ciblées » aux responsables de la ZANU (PF) parce que ces derniers « n'ont aucune crédibilité ».

L'énigme zone rurale/urbaine dans la politique électorale zimbabwéenne

La division entre zone rurale et zone urbaine dans les tendances de vote est un trait distinctif de la politique zimbabwéenne après l'année 2000. Ces tendances laissent apparaître un très fort soutien pour la ZANU (PF) en milieu rural et un soutien non moins massif pour le MDC en milieu urbain. Par exemple, à l'issue des élections parlementaires de 2000, des 57 sièges remportés par le MDC, seulement deux circonscriptions n'étaient pas en zone urbaine. Au cours des mêmes élections, la ZANU (PF) n'a remporté qu'une seule circonscription en zone urbaine. Les élections parlementaires de 2005 ont dégaugé la même tendance, même si on s'attendait à ce que la ZANU (PF) remporte quelques circonscriptions urbaines grâce à la nouvelle délimitation des circonscriptions qui a vu la fusion de certaines circonscriptions naguère rurales et urbaines en une seule circonscription. En 2008, la tendance de 2005 s'est quelque peu inversée. Le MDC-T a fait des percées dans les zones rurales, et a fini par remporter 100 sièges de parlementaires dans son escarcelle, avec 99 sièges revenant à la ZANU (PF) et 10 sièges au MDC-M. Des

99 sièges remportés par la ZANU (PF), seulement deux circonscriptions sont en zone urbaine.

Selon diverses sources, le programme de redistribution des terres de la ZANU (PF) trouve un auditoire prédisposé parmi les électeurs de la zone rurale qui estiment que le pays n'est pas indépendant tant que subsistera le déséquilibre colonial dans la possession des terres. Je dirais même que ce programme trouve un écho auprès de la majorité de la population noire en général, et son approbation n'est nullement limitée aux zones rurales. À l'inverse, le programme de renouveau du MDC aurait trouvé un écho auprès des électeurs de la zone urbaine. Il semble également que le MDC rafle les soutiens en zone urbaine parce qu'il entretient des liens étroits avec la fédération syndicale nationale. Cet argument semble quelque peu superficiel si l'on considère que la majorité des travailleurs zimbabwéens n'est pas syndiquée. Mais ne serait-ce pas plutôt parce que la plupart des résidents en zone urbaine se souviennent encore de l'époque où Tsvangirai menait une campagne vigoureuse contre les effets néfastes du PASE tels que la réduction des effectifs, la libéralisation du commerce et du travail. Il existe peu de données systématiques, détaillées sur les tendances du vote selon le sexe, la classe sociale, le groupe ethnique, la zone urbaine, la zone rurale etc. En l'absence d'une telle analyse, il est difficile de déterminer si les tendances sont effectivement constantes, mi-constantes ou temporaires. Les élections de 2005 et 2008, en particulier, ont brouillé les pistes, eu égard au mouvement de hausse et de baisse de soutien qu'ont connu les deux partis.

Il est assez intéressant de constater qu'aucun des deux principaux partis n'a admis être moins populaire dans les zones urbaines et rurales. Pour la ZANU (PF), elle bénéficie encore d'un grand soutien dans les zones urbaines, et les électeurs urbains ont voté pour l'opposition en signe de protestation. Vu de cette manière, les électeurs seraient restés fidèles à la ZANU (PF) dans leurs cœurs, mais auraient voté pour l'opposition pour manifester leur mécontentement par rapport à « certaines » problèmes au sein du parti. Selon un haut responsable de la ZANU (PF), le MDC est un « nuage qui passe ». Mais ce « nuage » semble prendre son temps. En effet, au cours des huit dernières années, non seulement il n'est pas

« passé », mais il semble même devenir de plus en plus noir au point de faire craindre un terrible orage. Pour sa part, le MDC a toujours maintenu que c'était un mythe que de croire que la ZANU (PF) avait un vaste soutien dans les zones rurales. Le MDC affirme avoir autant de soutien dans les zones rurales que dans les zones urbaines si seulement la ZANU (PF) ne truquait pas les élections ou ne faisait boucler ces zones par la force ou les milices parce que c'était plus facile pour elle. Le MDC soutient mordicus que des élections libres et transparentes corroboreraient ses affirmations. Selon lui, la ZANU (PF) utilise l'intimidation et la violence dans les zones rurales parce qu'elle est consciente qu'elle y manque de soutien.

Avec cette configuration de l'électorat, identifier quel parti mérite d'être qualifié de « national » parce qu'étant soutenu par le pays tout entier et non sur des critères régionaux ou ethniques, est un grand sujet de controverse. Les circonscriptions rurales sont donc devenues un enjeu très disputé dans la politique électorale zimbabwéenne. Au deuxième tour des élections présidentielles des années 2000, 2002, 2005 et 2008, les zones rurales étaient pratiquement interdites aux partis politiques de l'opposition. L'intimidation était une pratique généralisée, et même la violence physique dans certains endroits. Dans un de ses discours de campagne alors qu'il menait la course jusqu'à l'élection présidentielle de 2002, le Président Mugabe a remercié particulièrement les électeurs ruraux d'avoir toujours voté pour son parti. Il a comparé l'électorat rural à celui urbain qui, selon lui, aurait perdu l'attachement aux idéaux de la nation *nekunakirwa nezvhwitsi* (préférant le goût sucré des confiseries).

Les ruraux, victimes de l'affrontement permanent pour remporter leur suffrage, ont été pour la plupart soumis, au cours d'une bonne partie des huit dernières années, à la propagande d'Etat, à l'intimidation et à la violence à des degrés. Même si les zones urbaines ont connu aussi leur part de violence, elle ne semble pas avoir eu autant d'effet qu'en zones rurales où un analphabétisme relatif, l'intimidation et la violence se sont combinés pour entamer les droits civiques. C'est un coup dur pour le processus de création d'un espace politique pour les citoyens, objectif pour lequel le gouvernement s'est engagé non seulement dans la constitution du pays, mais également dans les

protocoles internationaux. En l'occurrence, le gouvernement est lié par le Protocole de la Southern African Development Cooperation (SADC) sur les élections, qui dispose dans l'un de ses articles que les élections seront « libres et transparentes » avec la garantie d'un égal accès de tous les acteurs politiques aux médias publics et le respect de leur droit à mener librement campagne dans toutes les régions du pays sans aucune restriction. Et puis il y a aussi la question des électeurs urbains qui doivent avoir la liberté d'exercer librement leur droit démocratique sans se voir traiter de tous les noms ou se faire insulter. L'on peut difficilement croire que des personnes ayant subi ces actes puissent participer activement à une démocratie.

Le réaligement des blocs d'électeurs dans la période postérieure à 2000

Dans la période postérieure à 2000, on a constaté un certain réaligement de la configuration des blocs d'électeurs au Zimbabwe. Le Zimbabwe est constitué en dix provinces administratives notamment Bulawayo, Harare, Manicaland, Mashonaland Central, Mashonaland East, Mashonaland West, Masvingo, Matebeleland Nord, Matebeleland Sud et Midlands. Bulawayo et Harare sont des zones urbaines. Avant les élections parlementaires de 2000, la ZANU (PF) disposait à Harare, dans les provinces de Mashonaland, Manicaland et de Masvingo, d'un soutien assez solide. Son soutien dans les provinces de Mashonaland est resté très solide, mais ce soutien baisse visiblement depuis 2000 dans les provinces d'Harare, de Manicaland et de Masvingo en particulier. Le MDC a exploité le mécontentement des électeurs, et comme le montrent les résultats des élections harmonisées de 2008, il a gagné de nombreuses voix dans ces provinces. On peut douter que l'accroissement des sympathisants du MDCI à Harare, Manicaland et Masvingo soit entièrement attribuable à la capacité organisationnelle du MDC en soi. On peut raisonnablement penser que cela est dû en partie à la politique de la ZANU (PF) et en partie aux efforts de mobilisation du MDC.

Depuis un certain temps, la question de la succession se pose de plus en plus au sein de la ZANU (PF). Historiquement, les sympathisants de la ZANU (PF) sont issus de l'ethnie majoritaire Shona

(constituée essentiellement des sous-groupes Karanga, Manyika et Zezuru). Dans son organigramme, le parti s'est toujours efforcé de maintenir un juste équilibre dans les postes de direction entre ces trois sous-groupes de l'ethnie Shona. On pense en général que dès lors que le leader actuel du parti (le Président Mugabe) est issu du sous-groupe ethnique Zezuru, le prochain leader proviendrait de l'un ou l'autre des deux sous-groupes ethniques restants (Karanga et Manyika). A la mort en 2004 de Simon Muzenda qui était à la fois Vice-président du pays et Vice-président du parti, les querelles internes induites par la politique de succession au sein du parti ZANU (PF) ont atteint une telle intensité qu'elles ont pris une dimension régionale/tribale. Muzenda est issu du sous-groupe ethnique Karanga, qui est démographiquement le plus important parmi les Shona. Il a été remplacé par une femme issue du sous-groupe ethnique Zezuru dans des circonstances très controversées. Ce fait a été interprété comme une tentative de renforcement de l'hégémonie Zezuru, ce qui a eu pour effet d'aggraver des fissures aux relents tribaux au sein du party.

Les deux provinces du Matabeleland et de Bulawayo votaient traditionnellement pour l'opposition. Sauf pendant une brève période au cours des années 80 et début 90 quand la ZANU (PF) et le PF ZAPU ont fusionné ensemble, la ZANU (PF) n'était pas du tout la bienvenue dans ces provinces. Depuis l'année 2000, ces deux provinces ont donné systématiquement leur voix à l'opposition. Il y a une volonté de taire autant que possible les dissensions dans ces provinces. Au cours des élections harmonisées de 2008, elles ont voté en masse pour la tendance minoritaire au sein du MDC, ce qui a amené les analystes à s'interroger sur les problématiques que renferme une telle orientation. L'on a longtemps cru, à tort, qu'un coin du pays refuse ostensiblement de suivre le troupeau. Mais en fait, ce sont deux coins du pays qui affichent cette attitude. Outre Bulawayo et les deux provinces du Matabeleland, la circonscription de Chipinge dans la province du Manicaland, a aussi voté systématiquement pour l'opposition. Toutefois, c'est la question du Matabeleland qui a polarisé l'attention des observateurs. L'explication simpliste serait d'en déduire que le scrutin a des motivations tribales/ethniques. Le Matabeleland est peuplé

majoritairement par l'ethnie Ndebele. Après l'indépendance, des troubles se sont produits dans ces deux provinces, lesquels se seraient soldés par la mort de 20.000 personnes. Les populations de ces deux provinces affirment également que leurs provinces sont relativement sous-développées parce qu'elles accordent leur soutien à un mouvement politique et militaire rival avant et après l'indépendance.

Indépendamment de ces problèmes, les provinces du Matabeleland ont voté en masse pour le MDC au cours des élections de 2000, 2002 et 2005. On a vite fait de souligner que c'est parce qu'un grand nombre des dignitaires du MDC provenait de ces deux provinces. A l'époque, le vice-président, le secrétaire général, le trésorier, le porte-parole et directeur des élections étaient ressortissants des provinces de Bulawayo, du Matabeleland Nord et Sud. Après la scission du MDC en 2005, la tendance minoritaire au sein du MDC (le MDC-M) a été assimilée à un parti menant une politique tribale en raison de la composition de sa Direction et de ses membres. Ce parti a coopté Arthur Mutambara (un Shona) pour être son leader, mais cela a surtout été perçu comme une tentative de redorer son blason politiquement. Au cours des élections harmonisées de 2008, la faveur des électeurs, à Bulawayo, Matabeleland Nord et Sud a été partagée entre la principale tendance (MDC-T) et la tendance minoritaire (MDC-M). Le MDC-M s'en est bien sorti dans les circonscriptions rurales et le MDC-T, dans les zones urbaines. Il n'est pas aisé d'expliquer ce qui a motivé ces tendances de vote mais il apparaît clairement qu'il y a eu un réalignment des allégeances. Les résultats ont néanmoins corroboré la manière dont le MDC-M est généralement perçu : comme un parti aux accents régionalistes ne disposant d'aucun soutien hors de la zone rurale du Matabeleland.

Pour autant, cela ne fait pas des ressortissants de ces provinces des adeptes du tribalisme. On peut dire la même chose du peuple Shona qui a toujours voté ZANU (PF). Il s'agit d'un phénomène assez fréquent lorsque le régionalisme représente un important critère de vote. Ce que l'on comprend moins, c'est la préférence donnée au MDC-M au détriment du MDC-T dans la zone rurale du Matabeleland. Le MDC-M n'avait pas de candidat présidentiel. Et on ne voit pas bien en quoi sa politique est différente de celle du MDC-

T. En tous cas, la différence entre les deux semble être davantage liée aux personnalités qu'à une idéologie. Elle ne nous explique pas pourquoi les électeurs ont pris parti pour le MDC-M, mais je crois que cela nous renseigne beaucoup sur le MDC-T et les imperfections apparentes dans sa capacité d'organisation. Il a perdu des sièges qu'il avait remportés haut la main en 2005 au profit d'un parti dont la Direction dans son ensemble avait perdu aux élections parlementaires. Il a perdu au profit d'un parti qui ne dispose pas de structures identifiables, ce qui m'amène à conclure que le MDC-M n'a pas remporté ces sièges. Mais que le MDC-T les a perdus.

En conclusion à cette partie de l'article, le lien entre l'appartenance ethnique et la politique n'est jamais aussi simple qu'on essaie souvent de le faire croire. Il faut prendre en considération de nombreuses variables pas du tout liées à l'ethnie ni à la succession pour expliquer la baisse du soutien à la ZANU (PF) dans ses anciens bastions. Il apparaît donc d'après cet article que c'est avec la politique de succession au sein du parti et le soupçon de vouloir imposer la suprématie Zezuru que la ZANU (PF) s'est aliénée ses anciens bastions. Certains de ces sympathisants ont désormais trouvé leur bonheur auprès du MDC. Le MDC-T affiche toujours des imperfections dans son organisation, ce qui a empêché le parti d'attirer en son sein de nombreux mécontents, et ces lacunes lui ont peut-être coûté la présidence lors de l'élection de 2008.

Les vétérans de la guerre de libération

L'analyse de l'évolution de la situation politique et électorale au Zimbabwe serait incomplète sans évoquer le rôle de plus en plus visible et influent joué par les vétérans de la guerre de libération depuis l'an 2000 sous l'égide de la Zimbabwe National Liberation War Veterans Association (ZNLWVA). La ZNLWVA a été créée en tant qu'association d'aide à ceux qui se sont battus pour la libération et l'indépendance du Zimbabwe. Au cours des deux premières décennies qui ont suivi l'indépendance du pays, les vétérans de la guerre n'ont joué aucun rôle dans les grands courants politiques. En fait, ils sont restés pour la plupart à la lisière des questions politiques et économiques du pays. Cette situation va changer avec l'arrivée à la Direction des affaires de l'association de feu Chenjerai Hunzvi à la fin des années 90. Hunzvi va

transformer les vétérans en les faisant passer de l'anonymat à un militantisme volubile voire en une composante grossière de la ZANU (PF).

L'instant de gloire de Hunzvi va arriver au cours de la campagne menée en tête par le parti jusqu'aux élections parlementaires de juin 2000, campagne au cours de laquelle il a le premier déclenché l'invasion des fermes commerciales appartenant aux blancs par les vétérans de la guerre, les collaborateurs de guerre et certains sympathisants du parti au pouvoir. Les travailleurs des fermes commerciales étaient particulièrement ciblés pour le rôle qu'ils auraient joué dans l'échec du référendum constitutionnel organisé par le gouvernement au mois de février de la même année. C'est ainsi qu'une campagne destinée visiblement à mettre les noirs au pouvoir a dégénéré en une violence électorale sans précédent opposant les noirs entre eux, dans la période qui a suivi l'indépendance du Zimbabwe. Des centaines de travailleurs ont été ensuite déplacés et privés du droit électoral après l'élection de 2000. Les autorités sont restées indifférentes. On estimait que la plupart de ces travailleurs de ferme étaient d'origine étrangère et étaient donc censés rentrer dans leurs pays. Mais, les statistiques ont bien montré que les travailleurs des fermes commerciales sont en majorité des zimbabwéens (Rutherford 2008, Sachikonye 2003). Rutherford en particulier note la difficulté à intégrer dans le développement politique et économique du Zimbabwe postcolonial les travailleurs des fermes commerciales réduits par la guerre de libération nationaliste en victimes d'exploitation/abus par des colons blancs racistes.

Depuis l'an 2000, les vétérans de la guerre de libération ont fait partie intégrante de la machine électorale de la ZANU (PF). Ils ont aidé à mettre en place des camps de « rééducation » politique de style militaire (lire intimidation, rhétorique partisane etc.) pour le deuxième tour des présidentielles en 2000, 2002 et 2008. Les camps ont été mis en place pour que ceux qui « seraient passés à l'ennemi » ou « les réactionnaires » (lire sympathisants de l'opposition) y soient envoyés en « rééducation politique » (lire passage à tabac, insultes, parfois viol etc.). On dispose de cas avérés de torture et de viol dans ces camps. Néanmoins, les vétérans n'ont pas tous pris part à la violence et les vétérans de la guerre de libération ne sont pas tous mem-

bres de la ZNLWA. Par ailleurs, les actes commis par ces éléments n'ont pas tous été punis par l'Etat ou la ZANU (PF). Il y a eu des cas avérés d'arrestation de ceux qui ont été mêlés à la violence politique, ce qui laisse à supposer que ce serait l'œuvre des renégats. Il n'empêche que l'on est en droit de se demander pourquoi ces éléments n'ont jamais été arrêtés pendant sinon après coup. Les arrêter après coup donne l'impression que l'Etat sanctionne la violence. Une chose est claire, il existe au sein de la ZNLWA un élément militant et radical qui a façonné et formé sur les activités de l'association au cours des huit dernières années à peu près.

Le problème d'image du MDC

On s'est toujours interrogé sur ce que représente le MDC au-delà de vouloir remplacer Robert Mugabe à la tête de l'Etat. Qui le MDC essaie-t-il de rassurer en se focalisant sur un programme nécessaire mais étriqué qui consisterait à retirer quelqu'un de son poste ? Le MDC a été créé en septembre 1999 avec un fort soutien du congrès des syndicats zimbabwéens (ZCTU). (Zimbabwe Congress of Trade Unions). Lors de sa création, son président par intérim était Gibson Sibanda qui était alors président du ZCTU. Le vice-président par intérim était Morgan Tsvangirai qui était alors secrétaire général du ZCTU. Lors de son premier congrès, Tsvangirai a été élu président et Sibanda vice-président. D'autres membres du syndicat ont été nommés à des postes-clés au sein des organes du parti. Le MDC comptait aussi dans ses rangs, des avocats et des universitaires. Finalement, il est devenu une vaste et vague alliance entre associés venant d'horizons politiques, sociaux et économiques divers.

Lancé comme un mouvement de masses, on s'est aperçu, au cours des élections parlementaires de 2000, que la campagne électorale du MDC est financée par un grand nombre de fermiers commerçants blancs. Cela a posé un problème au MDC. On s'est posé des questions sur les intentions réelles des fermiers commerçants blancs. La ZANU (PF) a saisi l'occasion au vol pour déclarer au monde que voilà établi la preuve de ce qu'elle a toujours dit et répété : le MDC est un creuset d'intérêts blancs. Et le MDC de rétorquer que la participation des blancs est bien une indication que le parti créait un espace pour tous les citoyens du Zimbabwe.

Au cours des élections parlementaires de 2000, le MDC a présenté un certain nombre de candidats blancs dont quatre ont été élus au parlement. Traditionnellement, les Zimbabwéens blancs se sont placés en retrait des grands courants politiques du Zimbabwe post-indépendant. La question qui se pose alors est de savoir pourquoi les Zimbabwéens blancs ont adopté dans un premier temps une attitude indifférente par rapport à la politique après l'indépendance pour soudain afficher une tendance et un désir d'être actifs en 2000 ? On peut penser sans peur de se tromper qu'il existait une *détente* non-écrite entre la ZANU (PF) et l'establishment blanc dans la période de l'après-indépendance. En échange de leur attitude indifférente à la politique, les zimbabwéens blancs recevaient la garantie de continuer à bénéficier des privilèges économiques qu'ils avaient pendant la période coloniale. Après tout, n'est-il pas un lieu commun que de dire que « les droits » ne sont pas simplement donnés, mais les produits d'une création et d'une manipulation sociale et politique ! (Voir Morris 2006, Morgan 2004 et Wilson 1997). La situation a changé en 2000 lorsque les fermiers commerçants ont décidé non seulement de faire leur entrée dans la politique active mais également de soutenir de tout leur poids le MDC. En analysant les liens entre race, classe et politique dans l'Afrique du Sud de l'apartheid, Leo Kuper (1965) a évoqué l'angoisse profonde que ressentaient les sud-africains blancs sous le régime de l'apartheid. Kuper (ibid.) a étudié comment les blancs sud-africains souffraient d'un sens de l'aliénation, pris qu'ils étaient dans une situation ambiguë où ils manquaient de tradition politique. Les zimbabwéens blancs auraient-ils commencé à ressentir la même chose ? Mais pour n'avoir guère éprouvé ce sentiment pendant 20 ans, ce type d'argument perd un peu de sa crédibilité. Alors, la dernière explication, c'est qu'ils ont commencé à sentir la menace que représente la réforme agraire pour leur pouvoir économique. Ils ont donc trouvé en MDC un parti disposé à leur garantir la protection dont ils ont besoin en échange de leur financement.

Il est assez curieux que Morgan Tsvangirai soit accusé de défendre les intérêts des blancs. En 1996, le ZCTU a produit une déclaration de principe sur un programme de redressement économique sur cinq ans que le gouvernement avait mis en œuvre en 1990. Intitulé « Au-delà du PASE : cadre pour une stratégie de développement

à long terme au Zimbabwe », 1996 (Beyond ESAP: Framework for a long-term development strategy in Zimbabwe, 1996), le document a identifié la terre et la réforme agraire comme conditions essentielles au progrès économique du pays. En tant que visage du ZCTU, Morgan Tsvangirai a été en première ligne accusant le gouvernement d'avoir adopté un programme économique financé par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. A l'époque, le gouvernement a expliqué que le PASE était une émanation nationale, ce à quoi Tsvangirai a réagi en lançant pratiquement une campagne sur le thème : « qui a produit l'émanation nationale ? ». Il est assez curieux en effet que le leader du MDC-T se trouve maintenant accusé de manquer de sentiment nationaliste. Pourquoi une telle image lui colle à la peau ? Parce que, dit-on, il ne parle pas de ces sujets avec autant de force de conviction qu'il le faisait lorsqu'il était secrétaire général du ZCTU. Cette attitude le fait paraître à l'électorat comme quelqu'un qui se retient pour ne pas s'aliéner le soutien dont il bénéficie auprès des blancs détenant la puissance économique. On est en droit de se demander pourquoi Tsvangirai ou le MDC n'ont pas suffisamment mis en avant la question de la terre pour prouver que la ZANU PF n'a pas le monopole des revendications « nationalistes ». Une école de pensée assure que le MDC a perdu un nombre non-négligeable d'occasions en essayant de se démarquer de la ZANU PF alors que tous deux auraient dû se rapprocher pour proposer une vision alternative réalisable sur le partage des terres.

Déjà, nous avons vu des fermiers commerçants et d'autres hommes d'affaires blancs, qui naguère contrôlaient toute l'économie, rejoindre et apporter leur soutien au MDC. De par le capital financier et social dont ils disposent, ils ont joué un rôle crucial dans les coulisses dont notamment l'attribution au MDC de ses premiers bureaux dans un quartier huppé de Harare. L'une des images restées depuis dans les mémoires est celle diffusée en 2000 par la chaîne nationale, ZTV qui montrait un groupe de fermiers commerçants blancs en train de signer des chèques et d'apporter leur soutien au MDC à l'occasion d'une réunion avec Morgan Tsvangirai. La scène se déroulait dans la ferme d'un des participants à la réunion. Cette scène a entamé l'image du MDC à plus d'un titre. D'abord, par leur effronterie, les fermiers commerçants blancs ont

fait naître le sentiment devant le monde que les intérêts commerciaux blancs avaient pris en charge le parti. Ensuite, il y avait le sujet sensible de voir les employeurs (capital) unir leurs forces avec la classe laborieuse (main d'œuvre), surtout à un moment où leur capital (terres) était à deux doigts d'une saisie. Pour les observateurs, ils ne voyaient pas comment le MDC pouvait gérer en même temps les intérêts fondamentalement conflictuels des noirs pauvres avec ou contre ceux des blancs riches. Ces préoccupations sont encore plus fondées à en juger par l'épisode de 1995-1998 lorsque le gouvernement a établi la liste de 1500 fermes commerciales devant faire l'objet d'une redistribution et que les mêmes fermiers ont initié des négociations pour que ces fermes ne soient pas reprises. Ils ont ainsi réussi à réduire le nombre à 400 vers 1998 (Moyo 2000). Ce sont autant de questions qui amènent à se demander quelles sont les véritables intentions qui se cachent derrière de telles alliances.

A la décharge de Tsvangirai et du MDC-T, il faut mentionner l'existence d'un document de politique intitulé « Un nouveau Zimbabwe, un nouveau départ » dans lequel douze pages sont consacrées à la résolution de la question des terres, de la réforme agraire et de l'agriculture. On se demande pourquoi cela a posé un si grand problème au parti d'articuler sa position sur ces questions cruciales. Cette faiblesse n'a fait qu'alimenter la rhétorique de la ZANU (PF) qui affirme que les hommes politiques du MDC ne sont que des opportunistes qui concourent à l'avancement du programme de la Grande Bretagne. Le MDC est-il devenu la victime de la vague composition de ses membres ? Certains diront oui. Les fermiers blancs ont-ils créé par leur présence un problème d'image pour le MDC ? Absolument. Ils ont non seulement créé un problème d'image pour le parti, mais ils semblent jouer également un grand rôle dans la définition du programme. Le MDC est-il une invention de l'Occident ? Absolument pas. Le MDC a participé à quatre élections générales entre 2000 et 2008 avec une certaine réussite. Le qualifier de « britannique » est probablement une insulte pour les sympathisants du parti et partant pour des millions de zimbabweens. A en juger par les résultats de l'élection de 2008, seul le MDC-T peut se targuer d'être un vrai parti national dans la mesure où il a des représentants au parlement pour chacune des dix provin-

ces du pays. Les sympathisants de la tendance minoritaire du MDC se retrouvent seulement dans deux provinces rurales et le nombre de sympathisants de la ZANU (PF) est négligeable dans les zones urbaines. Des questions demeurent quant à l'orientation idéologique du parti, mais l'étiqueter comme une invention britannique c'est ne pas connaître les faits sur le terrain, lesquels montrent l'établissement au cours des huit années passées du parti comme l'un des principaux acteurs de la vie politique au Zimbabwe.

La ZANU (PF), le MDC et l'espace démocratique

Les deux partis doivent régler des problèmes « internes » liés à leurs idéaux démocratiques lesquels problèmes ont eu, par ailleurs, un impact sur le paysage électoral du pays. En 2002, le Président Mugabe a déclaré qu'il envisagerait de se retirer du pouvoir en 2008. Il a incité les membres de son parti à entamer les discussions sur le renouvellement de la Direction et la succession. Cela a déclenché un tel branle-bas pour le pouvoir au sein du parti que le présidium du parti a estimé que ces discussions semaient la division et portait préjudice au parti. Après des mois de débat, la question de la succession a été « officiellement » close au motif qu'elle mettait à mal la cohésion du parti. Le Président Mugabe est devenu plus tard le candidat présidentiel de la ZANU (PF) à l'élection de 2008 alors que son propre parti était aux prises avec des divisions internes graves, car certains membres ont remis en cause la manière dont il a été désigné. Le Président a reconnu tout cela après l'élection de mars 2008 au moment de s'adresser au comité central de son parti. Il a reconnu que le parti était en effet divisé au moment d'entamer les élections.

En 2005, le MDC s'est trouvé dans la situation où il devait trancher une question importante. Suite à l'introduction de la Chambre haute du parlement (Sénat), sa Direction était très divisée à l'idée de participer aux élections sénatoriales. Une tendance dirigée par le président a estimé que les conditions propices à des élections libres et transparentes ne sont pas remplies et que le parti devait les boycotter en guise de protestation. La tendance opposée menée par le secrétaire général pense que boycotter les élections laisserait la voie libre à la ZANU (PF) et qu'il est préférable de participer à ces élections et essayer ensuite d'apporter les changements nécessaires de l'intérieur. Les di-

vergences étaient telles qu'il a fallu procéder à un vote lors d'une réunion du conseil national. Il y a plusieurs versions sur ce qui se serait exactement passé pendant le vote. Selon certaines versions, ceux favorables à la participation l'auraient emporté d'une seule voix mais le président aurait annulé le vote en violation des statuts. D'autres versions prétendent qu'après le vote, les deux tendances étaient à égalité de voix, et c'est alors que le président aurait voté en faveur du camp de ceux qui sont contre la participation. En tout état de cause, les positions étaient si opposées que les deux tendances se sont officiellement séparées pour de bon. La tendance dirigée par le secrétaire général a ensuite invité le professeur Arthur Mutambara, qui était alors loin des courants politiques, à la diriger.

Avant de conclure cette partie de l'article, il convient de mentionner un phénomène fréquent dans les processus politiques en Afrique – la popularité d'un chef de parti. Le Président Mugabe et Morgan Tsvangirai jouissent tous deux d'une très grande popularité parmi leurs sympathisants au point de les identifier avec les partis qu'ils représentent. On peut affirmer sans trop se tromper qu'ils ont tous deux pesé lourd dans la performance de leur parti aux élections depuis 2000. Bien que la ZANU (PF) soit devenue très impopulaire dans la plupart des régions du pays, elle obtient encore des voix importantes grâce au Président Mugabe. La majorité des parlementaires du MDC sont pratiquement des hommes politiques opportunistes, encore au début de leur carrière et qui ont été projetés sous les feux de la rampe grâce au rayonnement de leur chef. Le Président Mugabe tire sa popularité du rôle qu'il a joué dans la lutte de libération du pays alors que celle de Tsvangirai est liée à la campagne anti-corruption qu'il a menée vers la fin des années 80 et à sa dénonciation du PASE dans les années 90. Tant que ce concept de « grand » dirigeant continuera à faire partie du paysage politique africain, il constituera une source de préoccupation. Il faut en déduire qu'on continue à se focaliser sur les personnalités plutôt que sur les problèmes et/ou les structures des partis.

La société civile

La période postérieure à 2000 a aussi connu la prolifération des groupes civiques qui, à mon avis, ont fait peu pour apporter des changements significatifs

dans la pratique politique au Zimbabwe. La société civile au Zimbabwe correspond bien à la caricature décrite dans l'œuvre majeure de Håkan Thörn (2007) sur les mouvements sociaux. Animés souvent par des relations antagonistes, les différents mouvements ont ceci de commun que leurs identités se définissent par rapport à leur sentiment anti-establishment (ibid). Dans certaines localités, ils ont souvent essayé de s'établir en cultures politiques alternatives. Les résultats sont mitigés. Ils ont essayé de créer un contexte leur permettant d'articuler de « nouvelles » problématiques et « identités » tant que des concepts d'élaboration de la constitution, de gouvernance, de transparence, du rôle des médiats, des processus électoraux etc., jouent un rôle central. Il est difficile de quantifier leur réussite. La plupart a eu à faire face à ses propres problèmes internes en terme d'utilisation des ressources et de gouvernance ; résultat, beaucoup d'entre eux ont perdu depuis toute crédibilité et n'ont eu aucune participation conséquente aux processus électoraux ni à la pratique politique du pays.

Il est intéressant de constater que les groupes civiques dans leur majorité ont opté pour des définitions et discours néolibéraux de la « démocratie », des droits humains « respect du droit à la propriété privée » etc., alors que la majorité des zimbabwéens est pauvre, n'a pas de logement décent et n'a pas de propriété à faire respecter. En clair, on voit dans le cas d'espèce, un opportunisme politique flagrant, car aucun donateur n'apporterait son appui aux campagnes anti-Mugabe des sociétés civiles si, par exemple, elles supportaient ouvertement et énergiquement la réforme agraire. Mais au lieu de cela, les sociétés civiles ont préféré s'accrocher à la notion simpliste « de mauvaise gestion économique », sans vraiment s'attaquer aux défis fondamentaux du pays que sont la distribution équitable des ressources productives dont notamment la terre et l'eau.

Elections présidentielles, parlementaires et locales harmonisées

Le Zimbabwe a organisé pour la première fois des élections harmonisées le 29 mars 2008. Les messages des partis restent les mêmes. Pour la ZANU (PF), le Zimbabwe ne pourra « jamais plus être à nouveau une colonie ». Pour le MDC-T, le scrutin visait à établir un « nouveau Zimbabwe » et assurer un « nouveau départ ». La ten-

dance minoritaire du MDC, après des mois de négociations dans les coulisses pour l'amener à se rallier derrière un candidat unique (Tsvangirai) a finalement décidé de se rallier de tout son poids au candidat indépendant, le Dr Simba Makoni dont la plate-forme électorale est de « remettre le Zimbabwe au travail ».

L'environnement était des meilleurs. Tous les partis et les candidats avaient accès aux médiats. Les campagnes se déroulaient librement tant en zones rurales qu'urbaines. Ce sont les élections les plus pacifiques du Zimbabwe post-indépendant d'après les observateurs. Le MDC-T a remporté 100 sièges au parlement, 25 sièges au Sénat et 48 pour cent des voix à l'élection présidentielle. La ZANU (PF) a remporté 99 sièges au parlement, 30 au Sénat et 43 pour cent des voix à l'élection présidentielle. L'autre tendance du MDC a remporté 10 sièges au parlement et 5 sièges au Sénat. Le Dr Makoni a obtenu 8 pour cent des voix à l'élection présidentielle. Pour la première fois dans l'histoire du Zimbabwe, un parlementaire indépendant a pu retenir son siège. Le peuple avait exprimé sa volonté. A noter toutefois que ni Tsvangirai ni Mugabe n'avait obtenu assez de voix pour être déclaré Président.

Le deuxième tour de l'élection présidentielle

Le deuxième tour de l'élection présidentielle a révélé au grand jour le bon et le mauvais dans les processus électoraux au Zimbabwe. Le simple fait de tenir cette élection témoigne de l'engagement du gouvernement et de sa volonté de satisfaire aux exigences de la constitution. Le mauvais côté des choses, c'est quand la ZANU (PF) a introduit une dimension tout à fait nouvelle dans le processus électoral et un message auquel le pays ne s'attendait pas du tout, trois décennies après l'indépendance. L'équipe du Président Mugabe a commencé à faire campagne sur le thème, « le fusil est plus puissant que la plume », et que ce que le fusil avait fait la plume ne saurait défaire. Conformément à l'idéologie selon laquelle les puissances occidentales voulaient un changement de régime, le deuxième tour des élections est présenté comme la dernière occasion de défendre la souveraineté du pays. Toute personne ou toute chose qui ferait obstacle à la réalisation de cet objectif devait être écrasé. Selon Patrick Chinamasa, le Ministre de la Justice et des Questions parlementaires d'alors, si d'aventure Tsvangirai remportait l'élec-

tion présidentielle, cela aurait eu « un effet déstabilisant sur le Zimbabwe » parce que le MDC-T était « contre le Zimbabwe ». ⁶

Au cours d'une réunion de campagne dans la deuxième plus grande ville du Zimbabwe, le Président Mugabe a déclaré que même si le peuple avait voté en faveur du MDC-T, ce serait un « vote inutile » parce que le pouvoir ne serait pas transmis aux « fantoches des Britanniques ». De sérieuses craintes faisaient dire que si le MDC-T l'emportait, le pays entrerait dans une nouvelle guerre. Dans d'autres lieux et à d'autres occasions, le Président et d'autres responsables de partis affichaient un ton conciliatoire en disant qu'ils respecteraient le verdict des urnes. Mais ce ton conciliatoire était toujours nuancé sous-entendant qu'ils ne pensaient pas que leur parti perdrait les élections, ce qui rend la question de l'acceptation du verdict purement académique.

Le message de la ZANU (PF) a pu paraître contradictoire à certains moments, mais l'environnement ne l'était pas. Des PC de campagne ont été installés dans tous les coins du pays baptisés au nom de code « Operation makavhotera papi » (Opération pour qui as-tu voté ?). Rien qu'à Harare, plusieurs sous-opérations portaient différents noms de code dont notamment « Mugabe kuoffice, June 27 » (Le 27 juin, redonnons le pouvoir à Mugabe) et M.A.D.Z.A, l'acronyme pour *Mugabe Achatonga Dzamara Afa* (Mugabe au pouvoir jusqu'à la mort). Une violence s'en est suivie qui se serait soldée, selon le MDC-T, par la mort de 60 de ses membres tués par les milices de la ZANU (PF) au cours de la campagne que celle-ci a menée en tête jusqu'à l'élection du deuxième tour. L'Etat a démenti ces accusations en retournant l'argument contre le MDC dont les sympathisants auraient engagé des actes violents contre ceux de la ZANU (PF) même si aucun cas de condamnation, preuves à l'appui, d'un sympathisant de l'opposition ayant été mêlé à la violence issue de l'élection, n'a été produit. L'opposition ne pouvait pas accéder au seul médium public, ce qui est clairement en violation de la loi électorale du pays. Encore une fois, les autorités ont bouclé les zones rurales et interdit l'accès au MDC. Cinq jours avant le deuxième tour de l'élection, le MDC-T a vu l'une de ses réunions de campagne programmée perturbée par des individus accusés d'être des sympathisants de la ZANU (PF). Des scènes de violence ont émaillé le lieu

prévu de la réunion. C'est à ce moment-là que Morgan Tsvangirai a annoncé son retrait de la course. Selon lui, vu ce qui se passait, il s'agissait d'un « simulacre d'élection » ⁷ avec des résultats connus d'avance. Le deuxième tour va quand même se tenir avec le Président Mugabe comme seul candidat.

Un gouvernement d'union nationale (GUN)

Le Gouvernement d'union nationale est le gouvernement de coalition du Zimbabwe formé le 13 février 2009, au lendemain des investitures de Morgan Tsvangirai comme Premier ministre et de Thokozani Khuphe et Arthur Mutambara comme Vice-premiers ministres. C'est une coalition organisée entre la ZANU (PF) du Président Mugabe, le Movement for Democratic Change de Tsvangirai et le MDC de Mutambara, selon les conditions arrêtées d'accord parties à l'issue des négociations qui se sont engagées après la signature du Protocole d'accord. Ces négociations ont abouti à la signature, le 11 septembre 2008, d'un Accord politique global (APG).

Après la signature de l'APG, des « points de blocage » dans l'application de ces accords sont apparus au cours du quatrième trimestre de 2008 dont notamment la répartition des postes ministériels entre les deux tendances du MDC et la ZANU (PF), et en particulier, les postes des ministères-clés que sont les Finances, la Défense, le Gouvernement local, l'Information, la Justice et l'Intérieur. Les négociations sont restées bloquées jusque vers la fin janvier 2009, lorsque le MDC-T a accepté de partager le ministère de l'Intérieur avec la ZANU-PF, sur le principe de la rotation, suivant en cela le conseil de la Southern African Development Community (SADC).

Il convient d'avouer que l'opposition au GUN était féroce dans certains milieux tant de la ZANU (PF) que du MDC-T. Le MDC-M semble être le seul à se montrer enthousiaste à l'idée du GUN. A noter toutefois que la formation du GUN a donné au Président Mugabe la légitimité qui lui manquait après les élections âprement disputées en 2002 et le deuxième tour de la présidentielle de juin 2008. Le GUN fait passer aux oubliettes la déclaration antérieure de la ZANU (PF) selon laquelle Tsvangirai ne connaîtrait jamais les coulisses du pouvoir par ce qu'il est un sup-pôt des Britanniques. Le Président

Mugabe a dit à peu près la même chose lors d'une interview télévisée par la chaîne nationale (Zimbabwe Television) la veille des festivités commémorant en avril 2009 l'indépendance du pays. Il a déclaré que c'est après les élections harmonisées de 2008 que la ZANU (PF) s'est rendu compte que « des populations supportaient d'autres partis » (certains sympathisants du MDC de répliquer avec une pointe de raillerie « mais où étaient-ils donc au cours de ces dix dernières années ? ». Finalement, le GUN a donné une bouée de sauvetage à la Direction du groupe Mutambara qui avait perdu aux élections parlementaires de mars 2008. Mutambara n'était pas en lice pour la présidentielle mais s'est retrouvé au poste d'un des Vice-premiers ministres du pays grâce, selon certains, aux manœuvres de Mbeki pour contrebalancer le pouvoir de négociation dont dispose Tsvangirai.

Près de 30 ans après la formation d'un Gouvernement d'union nationale en 1980 dans le but de promouvoir la cohabitation raciale et ethnique dans un Zimbabwe postcolonial, voilà que le pays se retrouve encore avec un nouveau Gouvernement d'union nationale. En 1980, le Gouvernement d'union nationale devait servir d'outil de reconstruction postcoloniale, de redistribution sociale et de croissance économique. Trente ans plus tard, le Président Mugabe a enfin trouvé dans le nouveau GUN la solution à son problème de légitimité resté suspendu au-dessus de sa tête depuis un certain temps comme une épée de Damoclès. Tsvangirai voit dans le GUN la transition vers la prise de pouvoir, à terme, par le MDC-T. On ne sait pas trop ce que le GUN signifie pour le MDC-M sinon la frustration infligée à leurs collègues d'antan du MDC-T. La formation du GUN semble avoir renforcé la réputation du MDC-M comme « empêcheur de danser en rond ». C'est un point de vue bien ancré en particulier chez les sympathisants du MDC-T qui estiment que si le MDC-M n'avait pas joué la division lors du scrutin de mars 2008, leur parti aurait obtenu une large majorité aux élections parlementaires et présidentielles.

Le GUN lui-même est le reflet du paysage électoral zimbabwéen de ces dernières années. Lors des élections harmonisées de mars 2008, aucun parti n'a obtenu, à lui tout seul, une majorité nette. La ZANU (PF) et le MDC-T sont apparus comme les grands vainqueurs, avec une domination de la ZANU (PF) dans les zones rura-

les. Un nombre non-négligeable de municipalités rurales et urbaines sont tombées dans l'escarcelle du MDC-T. Les zimbabwéens trouvent des qualités aussi bien à la ZANU (PF) qu'au MDC. Toutefois, il faut garder à l'esprit que le Zimbabwe n'a pas disposé d'un gouvernement normalement constitué pendant près d'une année après les élections harmonisées de mars 2008. Cela remet en question tout le concept des processus électoraux. Aucun doute que tous les zimbabwéens ordinaires ont bien accueilli la signature de l'APG. Mais ils ont moins apprécié toutes ces manœuvres au lendemain de la conclusion de l'APG pour s'attribuer des portefeuilles. On avait le sentiment que les intérêts politiques prenaient le pas sur les intérêts des citoyens ordinaires. Les amendements constitutionnels ayant accompagné la formation du GUN, généralement connus sous l'appellation, Amendement 19, sont considérés « trop personnalisés ». Par exemple, il a été explicitement écrit dans l'amendement constitutionnel que le poste de Premier ministre « sera occupé par Morgan Tsvangirai ».

La formation du GUN au Zimbabwe avait comme toile de fond la mise en place de quelque chose de comparable au Kenya où la contestation du résultat de l'élection présidentielle avait conduit à la formation d'un gouvernement d'union. On se demande si en Afrique on n'assiste pas à une nouvelle tendance des processus électoraux où la contestation du résultat des élections est suivie de la formation des gouvernements d'union nationale. Le Gouvernement d'union du Kenya qui est intervenu avant celui du Zimbabwe a tellement de défis à relever que le pronostic n'a rien de rassurant. Les partis impliqués dans le GUN zimbabwéen admettent qu'il s'agit d'un gouvernement transitoire. On estime indifféremment la vie de ce gouvernement à entre deux et cinq ans. Une nouvelle constitution devrait être adoptée dans les 18 à 24 mois après l'entrée en service du GUN. Cette nouvelle constitution est censée servir de base à de nouvelles élections. Fait intéressant, la ZANU (PF) et le MDC-T semblent être réceptifs à l'idée de tenir de nouvelles élections une fois que la nouvelle constitution sera mise en place. Le MDC-M fait pression pour aller jusqu'au bout du mandat de cinq ans du GUN. Ce que l'on peut tirer de positif de tout cela, c'est qu'aussi bien la ZANU (PF) que le MDC-T sont con-

fiants qu'ils disposent des nombres suffisants pour être compétitifs dans une élection nationale. Le MDC-M, lui, semble vaciller, et un consensus semble se dégager pour dire que le parti doit se trouver une identité ou disparaître aux prochaines élections.

Conclusion

Le Zimbabwe n'est assurément pas le seul pays africain aux prises avec des défis politiques et économiques. Comme c'est le cas dans la plupart des pays africains, les défis tirent leurs racines des variables internes et externes. Pour comprendre l'évolution de la situation politique au Zimbabwe, il faut appréhender comment les différents acteurs politiques ont cadré les défis confrontant le pays. Dans certains pays, les défis ont été cadrés pour accommoder la politique. Dans d'autres, les raisons sont simplement impérieuses. Comme cet article a essayé de le démontrer partant du cas du Zimbabwe, nous avons appris les subtilités inhérentes à la construction d'une nation dans l'Afrique postcoloniale. Trouver l'équilibre entre l'auto-détermination et une prospérité durable s'est avéré être un grand défi à relever.

Notes

1. « Déclaration d'engagement dans le Protocole d'accord entre la Zimbabwe African National Union (Patriotic Front) et les deux tendances du Movement for Democratic Change ».
2. Le Président Thabo Mbeki a été nommé par les membres de la Southern African Development Cooperation (SADC) comme facilitateur des négociations.
3. « L'histoire en marche » était le slogan des jeux Olympiques de Pékin.
4. En 2005, le MDC s'est scindé en deux tendances : le MDC-T sous la Direction de Tsvangirai et le MDC-M dirigé par A. Mutambara.
5. Le nombre total des bénéficiaires de ce programme est sujet à controverse.
6. Le Ministre Patrick Chinamasa lors d'un point de presse à Cape Town en avril 2008.
7. Morgan Tsvangirai lors d'un point de presse à Harare, le 21 juin 2008.

References

- Kuper, L., 1965, *An African Bourgeoisie: race, class and politics in South Africa*, New Haven: Yale University Press.
- Morgan, R., 2004, 'Advancing Indigenous Rights at the United Nations: Strategic Framing and Its Impact on the Normative Development of International Law', *Social and Legal Studies* 13(4): 481-500.
- Moyo, S., 2004, 'Socioeconomic Dominance of Ethnic and Racial Groups: The African Experience', UNDP Human Development Report Office Occasional Paper, Background Paper for HDR 2004.
- Morris, L., ed., 2006, *Rights: Sociological Perspectives*, London: Routledge.
- Rutherford, B., 2008, 'Commercial Farm workers and the Politics of (Dis) Placement in Zimbabwe: Colonialism, Liberalisation and Democracy', *Journal of Agrarian Change* 1 (4): 626-651.
- Sachikonye, L. M., 2003, 'Land Reform for Poverty Reduction? Social Exclusion and Farmworkers in Zimbabwe', Paper prepared for a conference on 'Staying poor: Chronic Poverty and Development Policy', organised by the IDMP, Manchester University, March 2003.
- Short, D., 2007, 'The Social Construction of Indigenous "Native Title" Land Rights in Australia', *Current Sociology* 55(6): 857-876.
- Thörn, H., 2007, 'Social Movements, the Media and the Emergence of a Global Public Sphere: From Anti-Apartheid to Global Justice', *Current Sociology*, 55(6): 896-918.
- Wilson, R. A., 1997, 'Human Rights Culture and Context: An Introduction', in R. A. Wilson, ed., *Human Rights, Culture and Context: Anthropological Perspectives*, London: Pluto Press.
- ZCTU, 1996, *Beyond ESAP: Framework for a long-term development strategy in Zimbabwe*, ZCTU, Harare.
- The Herald*, 22 July 2008.
- Central Statistical Office*, August 2008, Harare.
- 'Memorandum of understanding between the Zimbabwe African Union (Patriotic Front) and the two Movements for Democratic Change Formations', 2008: Harare.
- MDC, 2007, *A New Zimbabwe, A New Beginning*, Harare.
- ZANU (PF), 2008, *100 Reasons why Most Zimbabweans will vote for ZANU (PF) and President Robert Mugabe in the Runoff election on 27 June, 2008*, ZANU PF, Harare.

Messages d'adieu adressés au Professeur Adebayo Olukoshi, Secrétaire exécutif du CODESRIA (2000-2008) le 31 mars 2009

Mahmood Mamdani

Président du CODESRIA (1999-2002)

Bayo a été nommé à la tête du CODESRIA alors que celui-ci traversait une crise institutionnelle profonde. L'histoire a montré que Bayo a mené à bien la réforme interne du CODESRIA. Son leadership a confirmé et renforcé le CODESRIA comme première organisation intellectuelle en Afrique, mue par ses membres à une époque où un nombre croissant d'organisations africaines sont plutôt orientées vers les bailleurs que leurs propres membres. Il est juste que cette assemblée salue Adebayo Olukoshi pour ses qualités de meneur d'hommes à une étape cruciale de notre histoire.

Nouria Remaoun CRASC, Oran, Algérie

Par ces quelques mots, le comité exécutif veut rendre un hommage appuyé à Adébayo Olukoshi, Secrétaire exécutif sortant du CODESRIA. Cet hommage se veut également être compris aussi comme un hommage à l'équipe que Bayo a eu à diriger et qui ont travaillé à son rythme avec abnégation et confiance.

Adebayo a été l'homme de la transition, une transition difficile, qui sans la personnalité d'Adébayo n'aurait pu se faire avec ce succès dont nous pouvons mesurer aujourd'hui la réussite et le succès.

Adebayo a de quoi être fier de ses résultats et nous avec.

Il a été le redresseur, le consolideur et le constructeur à la fois durant la période 2001 à 2008. Il a eu en héritage, un secrétariat organisé pour cacher des choses au comité exécutif, et il lui a fallu rétablir une double confiance : celle des bailleurs de fonds, celle des membres du CODESRIA et plus particulièrement du comité exécutif.

Les qualités que Bayo a mobilisé pour réussir cette transition ont été : son engagement et sa passion pour l'idéal panafricain, son professionnalisme dans la gestion, son grand sens de la responsabilité vis-à-vis de la mission historique qui lui était dévolue.

Le CODESRIA a su trouver en l'homme, la réponse qu'il fallait. Sa connaissance profonde du monde académique en Afrique et ailleurs lui a beaucoup servi dans la double tâche de redressement et de construction de rupture et de continuité dans les missions du CODESRIA : être au service du développement des africains et de l'Afrique.

En tant que comité exécutif, nous mesurons à sa juste valeur cet effort, celui d'un chargé d'une mission porter haut le Conseil en Afrique et ailleurs – institution qui fait la fierté de l'Afrique. L'action qui a été la sienne, au sein d'une équipe qu'il a su mobilisé au service de ce projet, provoque un double sentiment, celui d'admiration pour ses capacités intellectuelles de formalisation et de synthèse mais en même temps de crainte de succomber à la fascination.

Il a été l'expression, par nécessité de conduire « un bulldozer sans état d'âme » – la mission de recouvrement de la confiance, condition de la survie institutionnelle du CODESRIA, a fait parfois d'un homme, une véritable machine infernale.

Lennart Wohlgenuth Université de Gothenburg, Suède

Cher Adebayo,

Maintenant que vous arrivez au terme de votre mandat au service et aux côtés du CODESRIA, je voudrais vous dire toute mon appréciation tant à l'égard de votre personne que pour l'immense travail réalisé au bénéfice de la communauté de chercheurs en Afrique et pour l'Afrique dans sa globalité et pour le monde. Au vu de vos travaux et efforts antérieurs, nous

avons placé beaucoup d'espoir en vous, tout en nous demandant ce que vous seriez capable de faire. Aujourd'hui, nous voyons que vous avez réalisé des choses bien au-delà de nos attentes et beaucoup plus encore – aussi bien en tant que chercheur, meneur d'hommes, africaniste et peut-être plus encore en tant qu'être humain. J'espère sincèrement que vous trouverez, dans l'avenir, une plateforme vous permettant de continuer à contribuer, comme vous l'avez jusqu'ici, au développement de l'Afrique et de l'humanité. Avec des personnes comme vous, on peut être optimiste et espérer l'avènement d'un monde meilleur dans le futur.

Adebayo, j'espère à jamais rester un ami et un frère.

Carin Norberg Directeur de Nordic Africa Institute, Suède

Cher Adebayo,

A l'occasion de votre dernier jour en qualité de Secrétaire exécutif du CODESRIA, nous au Nordic Africa Institute, voudrions rendre hommage à l'un de nos « enfants », le Prince insaisissable, le partenaire tant apprécié. Le temps que vous avez passé à l'institut au cours des années 90 a été caractérisé par le progrès et un enrichissement intellectuel. Dans l'un des papiers que vous avez produit au cours de cette période, vous avez posé la question suivante : « Existe-il une base sur laquelle fonder un espoir et des raisons d'être optimiste pour l'avenir de l'Afrique ? » Votre réponse alors était oui, et que les gouvernements sur le continent devront compter avec des populations plus vigilantes. Je suis persuadée que ce sont des personnes comme vous qui ont renforcé et continuent de renforcer cette vigilance – en abordant les questions complexes et en étant étroitement impliquées dans le débat public. Au nom de l'ensemble du personnel de l'Institut, je voudrais vous souhaiter pleins succès dans vos démarches futures.

Thandika Mkandawire
Genève, Suisse

A Bayo,

Vous avez servi avec magnificence, dévouement et dans un but bien précis la communauté africaine des chercheurs en sciences sociales. Sous votre direction, le CODESRIA a atteint des sommets jusqu'ici inaccessibles. Je n'ai aucun doute que nous pourrions toujours compter sur votre bonne connaissance du CODESRIA et votre capacité intellectuelle.

Je suis fier et honoré d'avoir été impliqué de très près, à vos côtés, tout au long de ces années de dure labeur.

Carlos Lopes
Sous-secrétaire général des Nations Unies, Directeur exécutif de l'UNITAR, Directeur de l'Ecole des Cadres des Nations Unies

Le monde traverse un moment exceptionnel. Il s'agit d'une phrase récurrente qui revient à différents moments historiques et contextes spécifiques. Mais certains diront que ce que nous laissons est sans précédent à plusieurs égards. L'évolution très spectaculaire que nous connaissons aujourd'hui est l'effondrement du mode classique de conseil en politique si souvent proposé aux pays en développement par les experts du Consensus de Washington. Il est donc réconfortant de confirmer que certains des grands défenseurs d'une économie alternative avaient toujours eu raison quand ils attaquaient avec fureur les vues simplistes sur notre continent. Notre Adebayo Olukoshi était peut-être une voix solitaire dans certains milieux, mais elle ne l'est pas au sein des chercheurs africains. Il est plutôt un leader respecté, un penseur émérite et proactif dans la promotion des alternatives qui allaient bien au-delà de la réfutation du conseil en politique en vogue. Il a pu lier le bon caractère de celui avec une pensée philosophique profonde. Il a une belle écriture, il est rapide et capable d'expliquer avec des arguments convaincants l'économie politique sous-jacente de nos divers crises et défis.

Adebayo a été aussi courageux dans plusieurs domaines. Il a relevé le défi lié à la direction du CODESRIA à un moment où l'organisation connaissait des divisions

et perdait ses repères. Il a réussi à transformer le CODESRIA. Il a introduit de nouveaux thèmes et priorités tels que la démocratie, la société civile, les droits de l'homme, le genre, l'identité et la citoyenneté. Cela n'était pas évident. Ce n'était pas non plus facile. Mais maintenant, il font partie du paysage du CODESRIA.

Adebayo a été également le promoteur de l'Initiative Lusophone, le projet le plus sérieux jamais entrepris pour intégrer un groupe plutôt marginal de chercheurs dans l'organisation. Je me souviens du temps où, au début des années 80, j'étais la seule voix lusophone prenant part aux activités du CODESRIA. Le fait d'avoir tenu récemment une assemblée générale à Maputo et qu'une lusophone, Teresa Cruz e Silva, soit devenue Présidente du CODESRIA est une remarquable tournure des événements. Nous devons à Adebayo cette évolution réussie de main tendue.

Adebayo est généreux. Il est un collègue respectable avec qui l'on aime à échanger des vues et des impressions sur des thèmes nombreux et variés. Il est rigoureux, mais sans la moindre arrogance intellectuelle. Des qualités remarquables qui en font l'un des plus grands. Selon un proverbe Yorouba, le jeune ne peut enseigner la tradition au vieux. Bienvenue au vieux Adebayo.

Jibrin Ibrahim
Centre pour la démocratie et le développement, Abuja, Nigeria

Cher Bayo,

Juste un petit message pour vous dire combien nous sommes fiers de ce que vous avez fait pour les sciences sociales africaines. Ce n'est pas simplement parce que vous êtes l'une des grandes figures africaines de la recherche qui a à son actif un nombre incalculable de travaux de recherche. Ce n'est pas non plus parce que votre connaissance a toujours été au service de la promotion de l'intérêt des peuples africains, et encore moins parce vous avez réussi à réorganiser le CODESRIA, mais c'est surtout parce que vous avez réussi à prioriser la formation et les opportunités pour les jeunes et femmes spécialistes en sciences sociales. Ce faisant, vous avez semé les graines d'un lendemain enchanteur pour les sciences sociales africaines.

Je vous remercie.

Elisio Macamo
Université de Bayreuth, Allemagne

Cher Ebrima, Cher Francis,

Merci beaucoup pour l'invitation. Malheureusement, je vérifie mon e-mail dans un cybercafé, car je suis absent de mon bureau. Je ne suis donc pas dans un environnement idéal pour composer un message qui sied à l'occasion. Peu importe, je voudrais écrire ces quelques lignes pour dire combien Bayo a été un modèle pour moi. Je l'ai rencontré pour la première fois au cours d'une conférence au Portugal. C'était dans les années 90, et je commençais à peine ma carrière académique. Je crois que nous nous faisons face sur le ring d'une discussion de fond, et je le voyais me mettre en garde contre certaines observations que j'avais faites et qui semblait donner une mauvaise image de l'Afrique. Je ne l'avais pas bien compris à l'époque.

Mais, étant de plus en plus impliqué au CODESRIA et dans plusieurs conversations et débats dans des contextes informels et formels sur toutes sortes de sujets, je réalise que Bayo s'était adressé à moi en tant que panafricaniste. En ma qualité de professeur africain à l'étranger, la perspective de Bayo et son insistance dessus est devenue pour moi une source d'inspiration. Le dévouement de Bayo à l'Afrique et aux sciences sociales produites en Afrique par les africains pour les africains me fascine en tant que personne, mais me stimule en même temps dans mon propre travail. Souvent, lorsque je suis face à des affirmations faites sur l'Afrique, je me retrouve à me demander ce que Bayo aurait dit avant même d'oser me faire ma propre opinion. Quelque soit ce que Bayo fera après son mandat au CODESRIA, j'espère sincèrement qu'il restera en liaison avec la communauté africaine des spécialistes en sciences sociales et continuera à inspirer beaucoup de jeunes chercheurs comme je l'ai été dans les années 90 pour le bien de notre dignité. J'ai beaucoup appris de lui et je lui suis reconnaissant pour toutes les occasions qu'il m'a données de revenir en Afrique et me sentir chez moi. Ma participation comme membre du Comité scientifique doit autant à ses encouragements et à sa campagne vigoureuse qu'à son engagement remarquable pour l'intégration de la communauté intellectuelle africaine. Je dois

mentionner, à cet égard, l'Initiative Lusophone, dont il est le parrain, et qui représente un excellent vecteur de réintégration des chercheurs africains d'expression portugaise dans la communauté africaine plus large. Au cas peu probable où les jeunes chercheurs ne réagiraient pas comme moi à l'enthousiasme de Bayo, il y a encore une bonne raison, pour les esthètes, d'apprécier son goût pour les chemises africaines colorées. Je les porte déjà moi aussi. Je lui souhaite pleins succès dans ses entreprises futures.

Pr Samir AMIN
Directeur, FTM, Dakar

Dear Ebrima,

Je regrette profondément de ne pouvoir assister à la cérémonie.

Voici mon message à Bayo

Nous aurions voulu organiser une cérémonie, même très simple pour manifester publiquement la satisfaction que la direction conjointe du FTM et du FMA a éprouvé durant vos deux mandats de Secrétaire Exécutif à la tête du CODESRIA. Nos calendriers respectifs ne l'ont pas permis. Nous tenons néanmoins à vous exprimer nos félicitations chaleureuses et fraternelles pour le travail que vous avez accompli.

Certes il est prématuré de faire le bilan de ces vos deux mandats; il y a néanmoins des points importants sur lesquels il n'y a pas de contestations. Le CODESRIA a fait des avancées dans la réalisation de son projet initial de participer activement à l'effort de la construction/reconstruction d'une intelligentsia afro-asiatique et tricontinentale efficace. Votre volonté de renforcer les liens avec le Forum du Tiers Monde et le Forum Mondial des Alternatives a permis d'associer l'institution panafricaine par excellence qu'est le CODESRIA à des événements de caractère mondial/tricontinental, tels que ceux que le Forum Social Mondial, dans sa phase d'ascension.

L'impact de votre politique d'implantation sous régional de l'institut est de plus en plus visible et apprécié. Le catalogue des publications s'est encore enrichi de monographies indispensables à la réflexion et au débat à mener parallèlement sur les causes de l'efficacité des projets impérialistes de maintenir notre continent

dans le sous développement et sur les alternatives de gauche. Le projet d'assurer au CODESRIA les bases d'un financement autonome fondé sur les contributions des membres du réseau a plus qu'avancé sous vos mandats. En somme vous avez su sauver le CODESRIA du désastre dont il était menacé lorsque vous avez été élu pour la première fois

Warmest regards.

Mirjam de Bruijn
African Studies Centre,
Leiden, Pays Bas

Cher Bayo,

Je me rappelle notre première rencontre lors d'une réunion du CODESRIA à Dakar sur le partenariat ASC-CODESRIA. C'était en présence de Leo de Haan, notre nouveau Directeur d'alors. Auparavant, j'ai eu à travailler avec Gerti Hesselink qui était déterminé à mieux connaître le CODESRIA et à faire en sorte que l'ASC ait un lien avec votre organisation. Toutefois, nous avons vraiment travaillé dur pour formaliser cette relation.

Votre style de leadership a permis d'ouvrir la porte à l'établissement d'un partenariat entre le CODESRIA et l'ASC et nous vous en sommes reconnaissants. Les discussions que nous avons eues sur le partenariat et les relations entre les institutions du Nord et du Sud ont été très fructueuses. J'ai pris conscience qu'il n'était plus l'époque où c'était le Nord qui déterminait les programmes et où le Sud devait se contenter de ce qui était disponible. Vous avez donné au CODESRIA l'indépendance qu'il méritait en tant que l'un des plus importants réseaux de spécialistes en sciences sociales en Afrique.

Je voudrais souligner que notre collaboration, suite à la réunion de Dakar en 2004, a été très fructueuse. L'établissement du Consortium pour le Développement des Partenariats (CDP), qui a commencé par une réunion aux Pays Bas, dans le 'bush' à Eerbeek, a marqué une étape importante dans nos relations. Initiée par Richard Joseph de la Northwestern University (PAS) et le Ministère hollandais de la Coopération internationale, cette réunion a été très impressionnante en ce sens que la Direction d'un institut du Nord a été véritablement défiée par la Direction d'un institut du Sud, notamment le CODESRIA.

Les années qui ont suivi n'ont pas été faciles mais le CODESRIA a joué un rôle décisif dans le renforcement du consortium. Les idées que nous partageons sur ce type de partenariats vont maintenant nous amener à établir une codirection où l'ASC sera un sous-traitant du CODESRIA. Naturellement, cette collaboration a eu ses moments de doutes, mais c'est la conséquence logique des nombreuses obligations que le CODESRIA a assumées sous votre direction et des nombreux projets que vous dirigiez. Je suis très impliqué dans la supervision des chercheurs doctorants en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale dont une majorité a participé aux activités du CODESRIA. C'est la preuve s'il en fallait que le CODESRIA est devenu très actif dans la formation des élites intellectuelles africaines tellement indispensables pour l'avenir du continent.

Cher Adebayo, après ces huit années pendant lesquelles vous avez dirigé le CODESRIA, il est temps de prendre un peu de repos. Vous pourrez ainsi regarder vers le passé et vous souvenir d'une période très fructueuse aussi pour le développement du CODESRIA. Nous sommes heureux d'avoir pu atteindre ce niveau d'intensité dans notre collaboration, et c'est notre espoir que le nouveau Secrétaire exécutif prendra le relais dans cette atmosphère de collaboration. Je vous souhaite d'abord un temps de retraite et de réflexion puis une bonne carrière par la suite.

Mes meilleurs vœux vous accompagnent, et j'espère que nous aurons dans l'avenir l'occasion de mener d'autres activités conjointes et à bientôt !

Hari Singh
Asian Political and International
Studies Association (APISA)
Kualalumpur, Malaisie

Hommage rendu par APISA à Bayo,

Lorsqu'Ebrima Sall du CODESRIA m'a demandé de rendre hommage à mon ami et collègue, Adebayo Olukoshi, je n'ai pas hésité un instant malgré le délai très court. C'est pour le moins un honneur pour moi de me donner ainsi l'occasion d'exprimer par des mots mes pensées et mon sentiment à l'égard de Bayo – comme on l'appelle affectueusement.

J'ai eu l'occasion de connaître Bayo pour la première fois en ma qualité de Secrétaire exécutif de la *Asian Political and International Studies Association (APISA)*. Nous étions les pionniers du Programme Collaboratif entre Chercheurs d'Afrique-Asie-Amérique Latine, à la différence que Bayo était aux premières lignes dans la création d'une conscience académique Sud-Sud anti-hégémonique alors que moi j'étais plutôt sceptique quant à la pertinence d'une telle approche. Mais Bayo a tôt fait de me persuader, par sa force de conviction, son tact et sa patience, et me faire prendre parti pour le Sud, position qui est depuis restée la mienne et pour laquelle je me suis engagé contre vents et marées. Ensemble, et sans négliger le rôle de leader joué par Bayo, le mouvement académique Sud-Sud a commencé à construire des ponts pour engager la communauté académique dans sa globalité, particulièrement en Europe mais aussi en Australasie et dans les Caraïbes.

Bien que plus âgé que Bayo, je devenais vraiment son cadet lorsqu'il s'agit de questions de collaboration académique, d'organisation, de réseautage et de financement ; cela résulte sans doute des années d'expérience acquises à ses côtés. Mais attribuer la réussite de Bayo – surtout pendant son mandat de Secrétaire exécutif du CODESRIA – essentiellement à l'expérience ne permet pas de cerner toute la dimension de l'homme et c'est, en fait, sous-estimer d'autres qualités que Bayo a déployées dans ce rôle. Bayo est un puissant intellectuel, un fait que très peu de personnes peuvent nier. Très lu et très publié, Bayo m'a également impressionné par sa vivacité intellectuelle, l'organisation méticuleuse de son argumentation et son habileté à convaincre les autres. Comme l'a fait remarquer un de mes collègues à APISA : « Bayo peut très bien pénétrer dans une salle de réunion, être informé de l'objet de la réunion et faire une conférence ou engager des discussions avec d'autres participants sur l'objet de la réunion de manière très cohérente, logique et structurée ».

Cependant, ces qualités tendent à noyer un autre aspect aussi important de Bayo ; son caractère. J'ai eu l'occasion d'observer en position privilégiée la capacité de Bayo à s'identifier aux autres sur le plan humain. C'est peut-être juste un réflexe involontaire, comme payer le taxi pour ramener quelqu'un en toute sécurité chez lui. Mais le trait caractéristique de Bayo

nous est paru de manière très claire à l'occasion de la 12^e Assemblée générale : Bayo n'a pas oublié ses camarades d'armes et les bienfaiteurs qui n'occupent plus des postes de pouvoir. Il leur a accordé tout son respect et les a honorés.

Faut-il alors dire que Bayo n'a pas de défauts ? Je suis sûr qu'il en a ; mais alors qui n'en a pas ? L'épreuve de l'amitié véritable, c'est savoir accorder moins d'importance aux défauts de l'autre, mais au contraire, mettre en valeur ses qualités. De ce point de vue, connaître Bayo, c'est le respecter et le traiter comme un ami. Il ne s'agit pas ici de réciprocité.

A part l'amitié, et pour revenir sur mon rôle en tant que Secrétaire exécutif d'APISA, je voudrais saisir cette occasion pour remercier Bayo d'avoir été là quand APISA en avait besoin. Au fil des années, Bayo m'a donné des conseils de sage sur toute une variété de sujets liés à la gestion d'une organisation académique, et qui ont été utiles pour le développement global d'APISA en tant qu'organisation académique. Il est un fait que les organisations naissent et disparaissent, et APISA lui-même n'est pas immunisé contre les vicissitudes inhérentes au financement des priorités communautaires, et il a été obligé de s'adapter à des réalités plus pragmatiques. Mis à part la résistance d'APISA et son état de service, peu de personnes savent le rôle décisif que Bayo a joué dans les coulisses pour amener le CODESRIA à poursuivre son engagement pour la prospérité d'APISA. APISA voudrait dire officiellement ici « Merci » à Bayo.

Permettez-moi de terminer par une citation de Henry Thoreau : « Le langage de l'amitié, ce n'est pas des mots mais des sens ». Même si ce message est exprimé en mots, j'espère qu'il est aussi clairement porteur de sens. APISA et moi-même souhaitons que ces sens continuent à nous unir, tout en souhaitant à Bayo le meilleur dans ses entreprises futures.

Adam Habib
Université de Johannesburg,
Afrique du Sud

Chers camarades & collègues,

Lorsqu'il m'a été demandé d'écrire quelques mots dans le cadre de la cérémonie d'adieu organisée en l'honneur de Bayo, j'ai saisi cette occasion au vol. Bayo est

non seulement un grand ami, mais il est aussi un collègue militant dans la lutte pour la transformation – une lutte aux dimensions non seulement nationales et continentales, mais qui vise également à révolutionner le milieu intellectuel mondial. Bayo a été l'un des grands dirigeants de cette lutte. Au cours de ces dernières années, il a, en partenariat avec une équipe fantastique, revivifié le CODESRIA, l'une des fortifications institutionnelles dans cette lutte pour la transformation du milieu intellectuel. Mais, il a été aussi un chef qui a su se montrer magnanime. Il y a quelques années de cela, j'ai conduit une délégation du HSRC au CODESRIA. A cette occasion nous avons reçu de l'équipe du CODESRIA une hospitalité et un esprit de camaraderie solidaire à nuls autres pareils et qui ont permis le développement d'un véritable partenariat entre les deux institutions. J'ai été traité avec les mêmes égards quelques années plus tard lorsque j'ai conduit une délégation provenant de l'Université de Johannesburg à Dakar.

Naturellement, Bayo mérite de prendre un bon repos dans les quelques semaines et mois à venir, au terme de son mandat difficile mais combien exaltant de Secrétaire exécutif du CODESRIA. Mais je l'engage à ne pas prendre un repos trop long. Après tout, notre lutte ne saurait laisser une personne de sa qualité trop loin des arènes trop longtemps !

Repose-toi bien camarade, ressourcement-toi, mais reviens vite, car notre lutte pour la transformation académique continue.

Avec mes meilleurs vœux.

Said Adejumbi
Commission Economique des
Nations Unies pour l'Afrique (CEA),
Addis Abéba, Ethiopie

Bayo, L'Afrique est fière de vous, bon travail et Dieu vous bénisse !

Le cadre se situait à Dakar ; la scène était l'Assemblée générale du CODESRIA et l'année était 1998. La vie et l'avenir du CODESRIA étaient en jeu. Adebayo Olukoshi était l'un des fantassins ayant mené cette bataille-là parmi l'ancienne et la jeune génération de militants du CODESRIA. La bataille a été féroce et la lutte totale, mais les forces du changement et du progrès ont finalement remporté la victoire. C'est à ce moment là que

la lutte pour la renaissance du CODESRIA a commencé.

Bayo, vous êtes venu au CODESRIA alors que l'organisation traversait un moment très sombre de son histoire. Les lumières étaient au bord de l'extinction, la maison divisée et la recherche africaine en sciences sociales connaissait des moments difficiles. Panafricaniste convaincu, vous avez relevé le défi de reconstruire et de réécrire l'histoire du CODESRIA et reforgé une place pour l'organisation sur la scène internationale.

Quelques années plus tard, vous avez atteint votre objectif. Le CODESRIA s'est remis debout, encore plus fort qu'il ne l'était au bon vieux temps. L'Afrique est fière de vous.

Pour parvenir à cet objectif, vous aurez au passage, sans doute, égratigné bon nombre, offensé des amis et collègues et commis des actes peu conventionnels. Le succès ne va pas sans douleur. J'espère que ces amis garderont dans leurs cœurs un petit coin pour le pardon et l'oubli, car vous nous avez rendu tous fiers.

Bayo, maintenant que nos chemins se séparent, nous allons graver en lettres d'or votre rôle et votre contribution aux sciences sociales africaines et au CODESRIA ! Vous êtes venu, vous avez vu et vous avez vaincu ! Nous vous souhaitons pleins succès dans chacune de vos entreprises, car l'Afrique est fière.

A Ebrima Sall, nous souhaitons d'aller encore plus loin que Bayo. Car, faut-il le rappeler, vous êtes aussi un autre illustre fils du CODESRIA et de l'Afrique.

Jacques Tshibwabwa Kuditshini
Enseignant et Chercheur à l'Université de Kinshasa, Membre du CODESRIA

Très Cher BAYO,

Au moment où votre mandat à la tête du Secrétariat Exécutif du CODESRIA arrive à terme, laissez-moi vous exprimer, du fond de mon cœur, tout le respect et toute l'estime que j'ai envers votre personne. J'ai eu l'heureuse opportunité de faire votre connaissance en 2003 à Douala lors de la conférence sous-régionale préparatoire du 30^e anniversaire du Conseil. Depuis lors, mes nombreuses participations aux activités du CODESRIA m'ont placé en bonne posture pour vous rencontrer dans

diverses capitales africaines où le Conseil organise souvent ses activités. Au fil de temps, il s'est créé entre nous des rapports d'amitié et de fraternité, au-delà des rapports d'intellectualité. Cette proximité m'a permis de vous connaître et de découvrir en vous plusieurs qualités, notamment celle d'un chercheur de classe exceptionnelle, armé d'une capacité inouïe d'articuler les enjeux théoriques et empiriques de la recherche. Doux, mais d'une rigueur incontestable, grand mais modeste, votre capacité de négocier des contacts et d'aller à la rencontre de la communauté africaine des chercheurs que vous connaissez bien, fait de vous un véritable panafricaniste, une figure emblématique qui aura réussi à mobiliser sous son fructueux mandat, des chercheurs appartenant à des horizons linguistiques, géographiques et générationnels divers autour des programmes et activités du Conseil. Digne fils du continent africain, vous l'êtes à plusieurs titres : vous laissez derrière vous un CODESRIA solide que vous avez réussi à sauver du naufrage et de l'évanescence, et à élever au rang d'institution de recherche panafricaine et mondiale respectable et fréquentable.

Ensuite, Cher BAYO, grâce à vous, le CODESRIA est redevenu un espace public, un lieu de contradictions et de débats constructifs, un espace de dialogue intergénérationnel et sexué, un site d'expression du pluralisme intellectuel, bref, un outil de démocratisation des savoirs et des connaissances. Pour les chercheurs de ma génération qui vous ont connu, vous êtes un modèle d'humilité, une icône du savoir, un scientifique aux connaissances encyclopédiques, un rassembleur, un amoureux du travail toujours bien fait, un travailleur quasi-infatigable, un défenseur acharné des études de genre et un meneur d'hommes de première classe.

Comment peut-on hésiter d'apprécier vos qualités managériales, votre sens élevé de responsabilité, votre sens de l'honneur et du devoir et votre capacité d'initiative et de créativité devant l'œuvre immense que vous laissez derrière vous ? Votre nom, déjà inscrit dans le registre de l'excellence et de la performance, est entré dans l'histoire intellectuelle du CODESRIA et de l'Afrique, il vient compléter la liste des chercheurs panafricanistes des générations qui précèdent la vôtre : Samir Amin, Thandika Mkandawire, Guy Mhone, Archie Mafeje, Joseph Ki-

zerbo, Mahmood Mamdani, Zenebeworke Tadesse, pour ne citer que ceux-ci. Permettez-moi également de rappeler tous les efforts que vous avez consentis, sous votre mandat, pour la réintégration de la RDC dans les activités du CODESRIA. « Tant que la RDC sera absente du CODESRIA, je ne serai jamais tranquille », telle a toujours été votre inquiétude chaque fois que nous nous rencontrions. Aujourd'hui, malgré les crises que traverse la RDC, ses chercheurs sont de plus en plus visibles dans les activités du Conseil. Cette visibilité, nous la devons, en grande partie, à votre impulsion et à votre « acharnement ».

Cher BAYO, j'aurais bien voulu avoir le talent, l'habileté et l'éloquence qui vous caractérisent dans ce genre de circonstances. Malheureusement je suis très loin de posséder ces qualités pour apprécier à leur juste valeur votre personne et votre action à la tête du Secrétariat Exécutif du CODESRIA. Aussi, n'est-il pas sage de m'arrêter à ce niveau, de vous réitérer mon indéfectible amitié et vous remercier pour avoir reconstruit cette institution que vous laissez entre des mains tout aussi expertes et compétences.

Amicalement Vôtre,

Adigun Agbaje
Université d'Ibadan, Nigeria

Cher Ebrima,

Merci beaucoup de m'avoir accordé l'insigne privilège de m'inviter à dire un ou deux mots à l'occasion de la cérémonie marquant la fin du mandat de Bayo comme Secrétaire exécutif de notre CODESRIA. Le mandat de Bayo comme S.E. a débuté à un moment où l'avenir du CODESRIA était très incertain. Maintenant qu'il quitte le CODESRIA, il laisse derrière lui une organisation solide, une voix respectée en Afrique, un acteur majeur dans la communauté mondiale de recherche en sciences sociales et en sciences humaines doté d'un avenir brillant et assuré. Il a su transformer le Conseil, une organisation malheureusement affaiblie par un manque de leadership fort à la veille même de sa prise de fonction, en une institution très forte portée par des structures solides, des processus et le meilleur du capital humain que l'Afrique pouvait offrir.

Bayo, nous sommes fiers de vos réalisations non seulement pour l'excellente qualité de vos recherches, de votre personne et de votre gouvernance mais également parce qu'en travaillant avec autant d'abnégation, vous inspirez ceux qui refusent de croire qu'on ne peut rien produire de bon en Afrique et qu'ils ont, en effet, eu raison de croire que leur espoir n'est pas vain. Alors que vous terminez officiellement votre mission au CODESRIA, je suis sûr que d'autres missions vous attendent où vous aurez à assumer encore plus de responsabilités dans la recherche, la promotion du développement et une politique centrée sur l'être humain pour nos peuples, notre continent et le monde. Merci mon ami, mon collègue et mon frère.

Abdalla Bujra
DPMF, Nairobi, Kenya

Chers Ebrima et Francis,

Bayo mérite une grande cérémonie pour célébrer sa grande réussite. Le Secrétaire exécutif qui a précédé votre prédécesseur avait commencé à tourner vers la droite, l'orientation idéologique du CODESRIA, son soutien intellectuel, sa crédibilité financière et son intégrité en tant qu'institution panafricaine de renom. Nous avions pensé pour la plupart d'entre nous que le CODESRIA avait atteint la stabilité et qu'il était désormais engagé de manière irréversible dans la voie de son développement. Nous nous étions trompés. En l'espace de cinq ans, le CODESRIA s'est pris dans un nuage d'incertitudes. C'est à ce moment de l'histoire du CODESRIA que Bayo est devenu Secrétaire exécutif. Sous sa direction stable, et avec le soutien de ses collègues tant au Secrétariat qu'au Comité exécutif, il a rétabli le cap et l'intégrité du CODESRIA ; il a largement développé ses activités et rétabli sa stabilité et sa viabilité ; enfin, il a renforcé le rayonnement de l'institution sur le continent africain et dans le monde. Nous rendons hommage à cette œuvre grandiose qu'il a accomplie. Nous devons aussi honorer et reconnaître la personnalité de Bayo – son honnêteté, son esprit vif, son sens de l'humour et son humanisme désarmant à l'égard de tous ceux qui l'ont approché.

Malika Benradi
Présidente de l'AFARD

Frère Adebayo

Frère ADEBAYO, homme de toutes les nobles causes,

Chercheur engagé, la volonté du changement est ta profonde conviction

Tes soucis majeurs et tes préoccupations principales, au-delà de la recherche, de la formation, de la mise en place de nombreuses institutions, demeurent indéniablement le développement de l'Afrique mais aussi et surtout la citoyenneté et la dignité des africains et des africaines.

Ton sourire permanent exprime le sens que tu donnes aux relations humaines.

Frère OLUKOSHI, que l'heureux destin a mis sur mon chemin en tant que présidente de AFARD, a marqué mon mandat dès le premier jour par son accueil chaleureux, son sens de l'écoute et ses encouragements.

L'AFARD, première organisation féministe panafricaine, a vu le jour au sein de cette prestigieuse institution qu'est le CODESRIA, qui l'a accompagné dans ses premiers pas dans la recherche et a veillé toujours à son développement et à son épanouissement.

J'ai présidé aux destinées de l'AFARD, à un moment où l'organisation commençait à s'essouffler, à rencontrer de nombreuses difficultés organisationnelles et financières, dans un environnement régional et international extrêmement difficile. Comme une sœur, en proie à de nombreux problèmes, j'ai cherché conseil et appui auprès de mon frère : le CODESRIA, frère OLUKOSHI, Secrétaire Exécutif, en a fait sa cause et sa priorité.

Tes conseils, ta disponibilité, la mobilisation des compétences du CODESRIA, en font un frère qui sait donner à un moment où il reçoit l'appel au secours d'une sœur... un frère convaincu de la solidarité et de la cause des femmes...

Tu as soutenu l'AFARD pour remonter la pente, tu as insufflé un nouveau dynamisme à ses membres, tes conseils n'ont pas tardé à se traduire par des résultats qui concrétisent l'espoir, l'ambition, la

volonté de surmonter toutes les difficultés et de continuer le combat.

Ce témoignage n'exprimera certainement pas toute la gratitude et la reconnaissance que doit l'AFARD à frère ADEBAYO, qui l'a soutenu pour continuer la lutte, le combat afin de mener l'Afrique vers un avenir meilleur.

Cette flamme de la lutte, qui éclaire le ciel africain, continuera sans aucun doute et constituera toujours la priorité de frère OLUKOSHI, là où il se trouvera.

Au nom de toutes les membres de l'AFARD, je lui souhaite plein succès dans toutes ses activités, beaucoup de bonheur et une longue vie.

Olive Shisana
Human Sciences Research Council,
Afrique du Sud

Sa profondeur intellectuelle fait de Bayo un chercheur africain de haute volée qui a consacré une très grande partie de sa vie professionnelle à réfléchir sur l'essence des choses. Son esprit critique et vif s'est déteint sur beaucoup d'entre nous qui avons travaillé avec lui. Les liens que nous avons tissés entre le CODESRIA et l'HSRC ne feront se renforcer parce qu'il a semé beaucoup de graines qui germeront bien après son départ du CODESRIA.

Paschal Mihyo
OSSREA, Addis Abéba, Ethiopie

Dear Bayo,

Ce moment n'est pas ce que la plupart d'entre nous avons espéré le plus. Mais, nous sommes sûrs que vous-même y avez songé. Vous êtes venu, vous avez restructuré et réhabilité le CODESRIA. Quitter la Direction alors que l'institution est au meilleur de sa forme est un bel exemple. Vous allez nous manquer non seulement pour ce que vous avez accompli dans l'édification des institutions en Afrique, mais surtout pour ce que la situation aurait été si vous étiez resté au CODESRIA. Nous sommes rassurés par le fait que vous laissez derrière vous une équipe solide d'opérateurs très qualifiés

et exceptionnellement motivés sous la direction de quelqu'un qui été parmi vos plus proches collaborateurs. J'ai personnellement été heureux de travailler avec vous depuis mes jours passés à l'AUA et maintenant à l'OSSREA. Je ne peux que vous assurer que compte tenu des fondations que nous avons bâties ensemble, les relations futures entre le CODESRIA et l'OSSREA ne seront plus ce qu'elles étaient ! Elles seront plus étroites et plus chaleureuses au fil du temps. Je vous souhaite, en mon nom personnel et au nom du Comité exécutif et du Secrétariat d'OSSREA, pleins succès dans vos projets futurs.

Leo de Haan
African Studies Centre,
Leiden, Pays Bays

Message d'adieu et de reconnaissance

Cher Adebayo,

Je voudrais vous exprimer, au nom de la Direction et de tous mes autres collègues de l'African Studies Centre Leiden, le personnel des Etudes et d'appui à la Bibliothèque, notre profonde appréciation pour avoir su encourager et renforcer la collaboration entre le CODESRIA et l'ASC.

Depuis que vous avez visité l'ASC en 2004 à la tête d'une forte délégation du CODESRIA, nous étions persuadés que la coopération entre nos deux institutions serait fructueuse. Cette visite suivie de nombreuses interactions notamment des retours d'information sur nos programmes stratégiques respectifs, la coopération en matière de recherche et échanges bibliothèque/publication électronique et conférences.

Pour l'ASC, il s'agit d'une évolution importante et, nous l'espérons, pour le CODESRIA aussi. Nous allons poursuivre notre étroite collaboration sous le leadership de votre successeur.

Merci encore. Profitez de votre repos sabbatique, et nous espérons vous revoir bientôt (à quelque titre que ce soit).

Souleymane Bachir Diagne
Université de Columbia,
New York, États Unis

Bayo, tel que je le connais,

Sur la jeune et déjà riche histoire du CODESRIA, il n'y a pas de doute que Bayo Olukoshi a imprimé une marque profonde. Notre communauté a eu la chance de trouver en lui, en une période fortement chahutée de notre institution, un chercheur de qualité et un dirigeant qui a su incarner, tout de suite, et pendant toute la durée de son double mandat, cette chose qui seule fait la force du CODESRIA : la crédibilité.

Le souci de la crédibilité, Bayo l'a au plus haut point. En tant que Président du conseil scientifique du CODESRIA et pour avoir travaillé étroitement avec lui à la préparation de nos assemblées générales en particulier, je sais tout le prix qu'il attache à la mise en place de procédures transparentes et efficaces de sélection des chercheurs invités à assurer la réussite scientifique de ces rencontres périodiques et à représenter l'ensemble des chercheurs africains.

C'est un bonheur de travailler avec Bayo. Sa manière calme et amicale de rechercher la collaboration de tous est un modèle de leadership: c'est parce qu'il est d'abord exigeant envers lui-même et généreux toujours dans son effort et sa volonté de servir, qu'il fait appel aux meilleurs instincts de ceux à qui il demande de l'assister dans sa mission. Au moment où il transmet au nouveau Secrétaire Général la mission de conduire une institution qui aujourd'hui respire la confiance que la communauté des chercheurs africains a en la capacité du CODESRIA à faire face aux défis du futur, c'est dans la certitude qu'il sera là à continuer de mettre au service de l'institution son expérience et son engagement que je lui dis « bon travail, ami, et merci de tout ce que j'ai appris en travaillant à tes côtés ».

Jimi O. Adesina
Rhodes University, Grahamstown,
Afrique du Sud

Hommage à Adebayo Olukoshi,

La 12^e Assemblée générale du Conseil à Yaoundé a dû paraître bizarre et auto-glorifiant pour ceux qui ne sont pas au courant de la situation du Conseil. En décembre 2000, deux mois avant la prise de fonction d'Adebayo Olukoshi comme Secrétaire exécutif, l'avenir du CODESRIA n'était pas du tout certain. Un des points saillants de l'Assemblée générale a été la session marquée par le discours d'adieu d'Adebayo Olukoshi, et j'ai eu l'honneur de lui rendre hommage au nom du Comité exécutif. Si l'année 2000 a marqué le point le plus sombre dans l'histoire du Conseil, trois Présidents et Comités exécutifs et un Secrétaire exécutif plus tard, le CODESRIA tel un sphinx renaît de ses cendres.

Plus que tout autre, la communauté africaine des chercheurs en sciences sociales doivent remercier Adebayo Olukoshi non seulement pour avoir remis en état un patrimoine commun mais également pour avoir transmis en toute confiance avec un avenir garanti, le flambeau à une nouvelle équipe aussi bien au Secrétariat exécutif qu'au Comité exécutif. Cela nous réchauffe particulièrement le cœur de savoir que tout cela a été fait en toute intégrité et dans le respect des idéaux du Conseil.

Une personne ne peut faire l'histoire à elle toute seule. Oui sans doute. Mais chaque génération et communauté, chaque village ou nation a toujours eu besoin de ce qu'elle a de meilleur et de plus brillant lorsqu'elle doit réagir sur l'heure à une situation d'urgence. Etre doté d'une énorme capacité de défense du patrimoine communautaire est une chose. Combiner cette qualité avec une intégrité personnelle remarquable, un immense sens de l'histoire, un esprit brillant et un engagement dans le processus de reconstruction – ce sont là des qualités réservées

seulement à quelques-uns dans l'histoire. De ce point de vue, nous avons été très bénis dans la communauté africaine de recherche en sciences sociales d'avoir en Bayo quelqu'un qui dispose d'une combinaison aussi rare.

Pour quelqu'un que je connais depuis près de dix ans avant qu'il ne devienne Secrétaire exécutif en 2001, j'ai toujours été épaté jusqu'à quelle extrémité Bayo était prêt à aller pour s'assurer que le travail du Conseil est fait et bien fait au mieux des possibilités de celui ou de celle qui le fait. Au cours de ses huit ans de mandat comme Secrétaire exécutif, Bayo a donné au-delà des besoins de service, et très souvent, au-delà de la raison, pour accomplir son travail – au risque de sa santé et de son confort personnel. Dévouement, défense passionnée de l'intégrité du Conseil et pilotage créatif du travail du Conseil constituent la marque systématique du mandat de Bayo. A l'immense sens d'humilité et d'altruisme qui lui est propre, il faut ajouter sa grande probité et sa pudeur personnelle. Pour ces raisons et bien d'autres qu'il serait trop long à reprendre dans ce très bref hommage, nous – tous les membres de la communauté africaine de recherche en sciences sociales – devons à Bayo une reconnaissance sans fin.

Au-delà de Bayo, nous devons témoigner une égale reconnaissance à Hussaina, Iyamide et Akbar qui partagent leur mari et père avec le monde et lui procurent l'environnement adéquat lui permettant d'accomplir son travail avec tout le dévouement nécessaire. Cet hommage s'adresse autant à eux qu'à Bayo.

D'après Fanon « Chaque génération doit, à travers une relative obscurité, découvrir sa mission, la remplir ou la trahir ». De Bayo, on dira : à travers la relative obscurité de l'Assemblée générale de 1998, lui et d'autres ont découvert la mission de cette génération ; mais il ne l'a point trahie, il l'a même accomplie !

Fatima Harrak
Rabat, Maroc

Hommage à Bayo Olukoshi,

J'ai fait la connaissance d'Adebayo Olukoshi à l'occasion de la tenue de la conférence sous-régionale du Caire en préparation des célébrations du 30^e anniversaire du CODESRIA qui débattait du

thème de « l'Afrique du Nord et le mouvement panafricain ».

C'est à cette occasion que j'ai découvert la passion panafricaine de Bayo et sa détermination à voir le CODESRIA réaliser son idéal d'unité et d'indivisibilité du continent avec tout ce que cela implique comme efforts pour le dépassement des barrières géographiques, linguistiques, disciplinaires et de genre. Venant de l'Institut des Etudes Africaines – institution de recherche africaniste multilingue et plurilinguistique marocaine nouvellement créée et partageant la vocation du CODESRIA – j'ai été tout de suite emportée par la ferveur « unitarienne » et unificatrice de Bayo dont il ne s'est jamais départi.

C'est ainsi que j'ai eu la chance et le privilège d'avoir Adebayo Olukoshi comme mentor au sein du CODESRIA. C'est à ses côtés, dans le comité scientifique, puis dans les divers autres comités auxquels j'ai été invitée à siéger, que j'ai appris à connaître et apprécier cette grande famille du CODESRIA.

Ce que j'admire et respecte tant en Bayo ce n'est pas seulement son dynamisme, sa détermination ou l'ampleur de son savoir et de sa connaissance de l'Afrique et du CODESRIA, mais surtout sa finesse, son agilité et sa vivacité d'esprit. Mais si je dois indiquer les traits qui m'ont le plus impressionné chez cette personnalité effervescente, et pour laquelle j'ai beaucoup d'affection, trois s'imposent d'évidence :

C'est d'abord son savoir encyclopédique, servi par une mémoire prodigieuse, une résistance physique fabuleuse et un don extraordinaire – celui de rendre accessibles les idées les plus complexes dans un langage simple et concis.

C'est ensuite son allergie à toutes les formes d'immobilisme et d'inerties mentales. Tout en dirigeant de main ferme et en travaillant avec détermination à la réalisation des idéaux du CODESRIA Bayo ne s'est jamais départi de sa plume. Son bonheur d'écrire n'était égalé que par notre bonheur de le lire.

Le troisième trait c'est l'amitié. Bayo a tout ce qu'il faut pour entretenir une amitié et pour la susciter : une chaleur communicative, une hypersensibilité affective, une sociabilité spontanée, une générosité à toute épreuve et une curiosité de l'autre. Cette amitié, il l'a trouvée, lui, dans la famille du CODESRIA au sein de laquelle

j'ai l'impression qu'il a passé huit années de grand bonheur.

Le mot de la fin c'est le rire de Bayo – une vacherie ou un trait d'humour, et c'est parti ! Ce rire chaleureux et à étier, qui apportait un baume à nos rencontres et libérait nos esprits après des réunions harassantes et parfois interminables, ce rire continuera de retentir dans les couloirs du CODESRIA !

Issa Shivji
Dar es Salaam, Tanzanie

Pour Bayo,

Affectueusement, nous l'appelons Bayo.

Rarement n'ai-je prononcé Adebayo.

CODESRIA tu sauvas et servis, notre Bayo,

Pan-Africanisme à travers tes veines coule, Bayo.

Adebayo Olukoshi, avec ou sans *uprofesa*,

restera à jamais Bayo du CODESRIA.

Tunakutakia kila la heri, mpenzi wetu Bayo,

Umajumui wa Afrika uwe maisha na malengo, Bayo.

Zenebeworke Tadesse
Addis Abéba, Ethiopie

L'histoire retiendra que Bayo est le Secrétaire exécutif qui a sauvé le Conseil du précipice et qui a su le hisser vers de nouveaux sommets. Parmi ses nombreuses qualités, je me souviendrai toujours de son total dévouement au travail, son vif esprit d'analyse et son sens de l'humour. Il représente une grande valeur pour l'Afrique. Je lui souhaite à lui et à sa famille toutes les chances de réussite dans leurs nouveaux projets.

Shahida El-Baz
Giza, Egypte

A mon cher Bayo...à bientôt ..!

Mes chers amis, camarades et autres invités,

Veuillez m'excuser pour la confusion...! Même si tout le monde connaît l'échéance

du contrat de Bayo comme Secrétaire exécutif du CODESRIA, l'annonce de son départ effectif m'a surpris et bouleversé en même temps. J'ai donc du mal à exprimer mes sentiments de manière sobre, comme il sied en de pareilles circonstances.

Pour moi, Bayo a toujours été un brillant intellectuel, un chef inépuisable et dynamique, un guerrier engagé pour la libération de l'Afrique. Surtout Bayo était et sera toujours pour moi, un frère, un camarade et mon gendre virtuel ...! C'est dans ce contexte que j'ai découvert les qualités humaines de Bayo notamment son extrême loyauté, sa nature prévenante et généreuse et le fort soutien qu'il nous a apporté à Archie et à moi-même ainsi qu'aux chercheurs africains et aux membres du CODESRIA.

Sous le leadership de Bayo, le CODESRIA a non seulement été sauvé d'être pris en hontage, mais il est devenu une centrale du savoir, un agent intellectuel et politique dynamique œuvrant pour l'intégration et le développement de l'Afrique et un foyer protégé pour les chercheurs africains de différentes générations.

Même sachant que Bayo laisse le CODESRIA dans de bonnes mains compétentes qui sauront certainement garder le flambeau allumé, je suis sûr que mon cher Bayo sera toujours présent à nos côtés au CODESRIA, notre maison ...! Je ne dirai donc pas adieu mais plutôt à bientôt Bayo et merci pour tout.

P.S. Dana se joint à moi dans ce message.

Georges Nzongola-Ntalaja
Université de Caroline du Nord,
Chapell Hill, États-Unis

Mes sincères félicitations et mes meilleurs vœux à Adebayo Olukoshi.

Cher Bayo,

Je voudrais m'associer au concert d'éloges et vous remercier pour l'énorme travail accompli en revivifiant le CODESRIA et en restaurant sa prééminence en tant qu'institution regroupant plusieurs autres organisations dans le domaine des sciences sociales. Voilà plus de 25 ans que je vous connais et j'ai été impressionné par votre intellect, votre appréhension claire des réalités africaines et votre engagement indéfectible pour le panafricanisme ainsi que l'avenir du continent et de ses peuples. Je suis persuadé que ces quali-

tés personnelles et intellectuelles continueront à vous animer dans vos nouveaux projets.

Veuillez accepter mes sincères félicitations pour l'œuvre accomplie, tout en vous souhaitant un brillant avenir.

Ali El-Kenz
Université de Nantes, France

Bonjour Ebrima,

C'est dimanche, mon bureau est fermé. J'ai fait ce que j'ai pu avec mon vieux computer familial. Amitiés

Un historien des idées qui déciderait de travailler sur l'Afrique post-coloniale serait très rapidement confronté à cette institution singulière qu'est le CODESRIA.

Différent des universités qui sont nationales et ont une vocation essentiellement académique, il l'est aussi des associations d'experts qui travaillent le plus souvent sur des programmes commandités par des organisations et des entreprises étrangères. Académique, il l'est évidemment, mais il inscrit résolument son savoir dans l'engagement au service du continent, des libertés et du développement. Intégré dans un réseau complexe de liens avec l'extérieur, il est continuellement irrigué par cette ouverture, mais s'efforce de la contrôler pour construire son autonomie scientifique. Panafricain et engagé, telle est l'identité de cet «intellectuel collectif» qu'est le CODESRIA. Mais la posture est difficile et exige à la fois de l'intelligence et une volonté exceptionnelles. Il y a une décennie, le CODESRIA a failli être emporté par la crise la plus grave de son histoire: celle-la a touché, non pas les financements qui diminuaient, ni mêmes les entraves aux libertés académiques qui bridait le travail intellectuel, touches choses qui restaient malgré tout extérieures, mais le noyau dur de l'institution, le posture politico-cognitive qui était la sienne. Les théories du désordre et du chaos, de l'individualisme versus holisme, de l'informalisation du travail social comme sortie de la pauvreté, etc, ont failli le dérouter de la voie qu'il avait péniblement inscrite au cours des vingt années de son existence. C'est alors que je vis à l'œuvre la nouvelle équipe du Secrétariat Exécutif, dirigé par Adebayo Olukoshi. Je l'avais connu comme jeune poste doctorant dans les années quatre vingt, je le retrouvais comme jeune res-

pensible de cette prestigieuse institution en «déroute». Le travail de remise en ordre était considérable: d'abord redonner confiance à ses chercheurs, à ses partenaires africains et étrangers, à ses bailleurs de fonds; ensuite ou en même temps, réorganiser les différents services administratifs et enfin, c'était la tâche la plus difficile, constituer des instances de contrôle et d'évaluation de l'activité scientifique, diversifiées et autonomes; conseil scientifique, ateliers méthodologiques et thématiques, groupes de travail, documentation et publications. La nouvelle architecture prit forme à travers un travail admirable qui dura plusieurs années. Aujourd'hui, le CODESRIA est redevenu un «Intellectuel collectif» engagé, mais il a gagné en épaisseur, en complexité et en reconnaissance panafricaine et mondiale. Tout cela, nous le devons à Adebayo et son équipe qui ont donné leur jeunesse à ce travail de reconstruction, ce devoir d'engagement, au sens le plus noble du terme, qu'ils ont tenu et au-delà.

Björn Beckman
Université de Stockholm, Suède

Message d'appréciation à Adebayo Olukoshi, le Secrétaire exécutif sortant et de bienvenue à Ebrima Sall, le nouveau Secrétaire exécutif du CODESRIA, le 31 mars 2009.

J'ai eu le privilège de suivre de près le développement du CODESRIA et sa transformation en la première organisation de recherche africaine engagée, d'abord en suivant avec des collègues ses progrès remarquables à partir d'une perspective nigériane. Les institutions publiques d'Afrique y compris ses universités doivent encore se libérer du colonialisme et des nouvelles formes de pénétration étrangère. Les nouvelles classes dirigeantes locales ont tendance à manipuler ces relations à des fins personnelles; mais elles ont lamentablement échoué à assurer le bien-être social et le développement. Le progrès social dépend surtout de la capacité des forces sur le terrain à réformer ces institutions de l'intérieur et de la base. CODESRIA est l'illustration même de ce type de moyen alternatif de construction des institutions. Mais, même ces réalisations risquent d'être détournées et submergées par des querelles de factions. Telle était la situation au moment où Adebayo Olukoshi

prenait ses fonctions en 2000, et ce qu'il a fait d'extraordinaire c'est d'avoir fait en sorte que l'organisation émerge encore plus forte et plus engagée que jamais après son déclin temporaire. Ayant été désigné en 2007 à la tête d'une équipe chargée d'évaluer l'organisation à la demande de certains de ses bailleurs, je peux cautionner cet exploit impressionnant. Naturellement, la qualité de l'ensemble du Secrétariat a été un élément crucial. Il est donc réconfortant aussi de constater que c'est le compétent Administrateur principal du Programme de recherche, Ebrima Sall, qui prend le relais comme Secrétaire exécutif. Nous souhaitons à Ebrima une bonne continuation de l'excellent travail. Quant à Bayo, je suis persuadé qu'il poursuivra son engagement pour le panafricanisme et la recherche engagée africaine.

Vive le CODESRIA ! Vive la recherche engagée africaine !

Carlos Cardoso
CODESRIA

Discours d'au revoir à Adebayo Olukoshi
Mesdames et messieurs !

Chers collègues !

Il me revient l'honneur et le grand plaisir au nom du personnel international du CODESRIA de prononcer quelques mots à l'occasion du départ du Secrétariat exécutif de notre collègue Adebayo Olukoshi. Je ne vous le cache pas que c'est une tâche qui s'avère particulièrement difficile, et ce pour au moins deux raisons :

Tout d'abord, les moments qui sonnent l'heure de la séparation sont toujours fortement d'émotion comme l'a si bien dit un poète et chanteur capverdien qui disait:

Oi Partida, só bó podia séparanu!

Oh départ, tu ne pouvais que nous séparer!

Oi partida bó ê um dor profundo !

Oh départ, tu es une douleur profonde!

Séparaçon ê sufrimentu!

La séparation est souffrance !

Oi partida, bô ta leban,

Oh départ, tu m'emmènes,

Bô ta torna trazem!

Mais tu te chargeras de me faire revenir !

Ce moment difficile, nous en avons déjà eu un avant goût à Yaoundé et ici même à Dakar. A Yaoundé, je disais à quelques amis qu'il fallait avoir un cœur fort et être en pleine forme de manière à pouvoir supporter les bons et beaux moments auxquels nous avons été confrontés à l'occasion de l'Assemblée générale, tellement ils ont été chargés d'émotions. Je reconnaissais aussi que les émotions font partie de la vie, du monde, et pourquoi pas des organisations.

Le CODESRIA et son secrétariat sont réputés pour leur capacité de travail, le dévouement de leurs agents à l'exécution de son mandat et leur ardeur au travail. Cependant, je suis convaincu que ce dévouement et le travail que nous avons abattu ne se seraient pas fait avec le même dynamisme et n'aurais pas eu la même ampleur, s'ils n'avaient pas été en mesure de combiner d'une part l'émotion et l'enthousiasme avec d'autre part la raison et le savoir faire. Quelqu'un ne disait-il pas d'ailleurs que l'émotion est créatrice d'un changement d'état dans le monde du vivant, quelque chose qui est synonyme d'une *mise en mouvement*.

Ensuite, le moment est difficile parce qu'il nous invite à évoquer l'attachement et l'énorme travail accomplis par un des plus éminents produits du CODESRIA, une personne qui a toujours cru à la possibilité de rêver grand tout en gardant les yeux biens ouverts et les pieds sur terre afin de bâtir des choses qui grandissent le nom et l'image de notre continent.

Cher Bayo !

Au cours de ces huit derniers années, tu nous as prouvé qu'il était possible de lier l'émotion, l'enthousiasme, le sentiment d'appartenance à une communauté et l'esprit de sacrifice, bref l'engagement personnel, à la raison, à la logique, au savoir faire et surtout à une gestion moderne pour l'accomplissement d'une tâche si complexe que celle de diriger une organisation d'intellectuels d'envergure continentale, voire internationale. Si en 2001, la philosophie de base du programme d'activités du Conseil consistait à envoyer un signal fort à la communauté d'intellectuels pour annoncer les réformes institutionnelles en cours, mais également pour rappeler que le CODESRIA était le premier réseau d'interaction universitaire en Afrique, en 2009, au moment où tu quittes le

secrétariat, le message ne peut être que le Conseil demeure non seulement l'institution panafricaine de choix, adaptés aux besoins fondamentaux et aux plus hautes aspirations de la communauté universitaire et chercheurs africains, mais est aussi une institution qui innove suffisamment dans l'accomplissement de son mandat selon des modalités qui permettent de consolider les acquis historiques de milieu la recherche en sciences humaines et sociales et d'aller à la conquête de nouvelles frontières de la connaissance.

Je suis certain que si tu as pu mobiliser toutes ces énergies et tous ces savoirs faire pendant ton mandat, c'est parce que, avant même de devenir Secrétaire exécutif du CODESRIA, tu croyais foncièrement à la grandeur des tâches qui incombent à une organisation comme la notre. Je me souviens de tes interventions dans les Assemblées générales et d'autres fora du CODESRIA au cours des années 80, épaulés par celles d'autres jeunes militants du CODESRIA, comme Jimi Adesina, Sam Moyo, Ebrima Sall, Eric Asseka, Aisha Imam et j'en passe. La pertinence et la force de conviction de vos interventions m'ont profondément marqués et m'ont amené à comprendre que le CODESRIA n'était pas fait que des éminentes personnalités de la communauté scientifique africaine telles Samir Amin, Joseph Kizerbo, Archie Mafeje, Issa Shivji, Claude Ake, Thandika Mkandawire, Wamba Dia Wamba, Okwudiba Nnoli, Emanuel Hansen, Abdoulaye Bathily, Mahmood Mamdani, Zene Tadesse, Teresa Cruz e Silva, Carlos Lopes et tant d'autres que j'avais l'habitude d'entendre. Elles m'ont surtout convaincu de l'utilité, je dirais même de la nécessité, d'une organisation comme le CODESRIA sur le continent.

En devenant Secrétaire exécutif du CODESRIA, tu as hérité d'une organisation confrontée à de nombreux problèmes et il faut bien le dire au bord de la faillite. Ce fut une période clé de l'histoire du Conseil, un temps qui exigeait une réflexion stratégique sur les réalisations passées, les difficultés présentes, les opportunités et les perspectives. Tu as su construire et conduire une équipe de femmes et d'hommes capables de relever le défi, de non seulement redresser la situation, mais aussi et surtout de faire gravir au CODESRIA les marches qui lui ont permis d'occuper aujourd'hui une place de choix dans le monde de la recherche en sciences humaines, au point d'en faire

une des organisations les plus performantes en la matière sur le continent.

For all this, CODESRIA and the entire African research community are most grateful to you, Bayo.

Nous l'avions toujours rêvé, nous avons pu le réaliser et nous gardons l'ambition de toujours maintenir haut le drapeau du CODESRIA !

Aujourd'hui nous pouvons affirmer que grâce à ta contribution décisive et grâce aux apports de tous ceux qui ont été à tes cotés au sein du Secrétariat et au sein de la communauté de la recherche en sciences sociales, le CODESRIA occupe une position déterminante en ceci qu'il est l'un des réseaux panafricains d'intellectuelles les plus illustres réfléchissant sur tous les aspects de la recherche en sciences sociales, qu'il s'agisse des préoccupations méthodologiques, théoriques comme des perspectives disciplinaires afin de susciter et d'entretenir une culture de débat au sein du monde de l'enseignement supérieur et de la recherche en Afrique.

Il est vrai que la tâche qui nous incombe n'est pas simple et est loin d'être achevée. Un long et difficile chemin reste à parcourir pour bâtir le CODESRIA de demain afin qu'il soit une organisation à la hauteur des défis qui nous sont posés, j'allais dire imposés, par le nouveau millénaire, par cette mondialisation injuste et par les aspirations des peuples africains.

Ce qui nous encourage, et c'est là un des points forts de notre organisation, c'est le fait que tous ceux qui sont passés par le Conseil à un titre ou un autre ont bu « l'eau du CODESRIA », cette sorte de potion magique qui fait que notre rapport avec l'organisation devient presque indissoluble pour ne pas dire éternel. Dans cet esprit, nous sommes surs et convaincus que ton passage par le Secrétariat du CODESRIA n'était qu'une étape administrative, mais que ton mariage avec le CODESRIA durera à jamais, comme c'est le cas pour beaucoup d'autres collègues qui ont eu à le servir.

Au moment où tu quittes le Secrétariat mais pas le CODESRIA, nous te souhaitons tous et toutes une bonne arrivée là où le destin te conduira et te souhaitons d'avance un bon retour ici à Dakar, puisqu'un dicton portugais dit que « le bon fils finit toujours par retourner à la maison de ses parents ». Et avec le poète nous redisons :

Oi Partida, bó ta leban

Bó ta torna trazem

Oh départ, tu m'emmènes,

Mais tu te chargeras de me faire revenir !

Virginie Niang

Au nom du personnel local du
Secretariat du CODESRIA, Dakar

Chers invités,

Permettez-moi, au nom du personnel local du CODESRIA, de m'adresser au Secrétaire Exécutif, Professeur Adebayo Olukoshi qui, pendant huit ans a dirigé le Conseil.

Monsieur le Secrétaire Exécutif, quand vous êtes arrivés il y a huit ans, l'avenir du CODESRIA était loin d'être radieux. L'institution traversait une crise profonde qui menaçait son existence même. Vous avez redressé la situation en mettant en commun les seules ressources indéfectibles du Conseil : son personnel et ses membres. Sous votre magistère, nous sommes passés d'institution au bord de la faillite à une institution florissante sur tous les plans. Ce travail de géant a nécessité la contribution de chacun d'entre nous mais plus important votre leadership.

Cela n'a pas été facile, ni pour nous, ni pour vous. Mais je crois que nous partageons, vous et nous, cet amour du CODESRIA et de sa communauté. Vous avez dirigé par l'exemple avec des principes faciles à mettre en œuvre. En tant que membre du CODESRIA, vous saviez ce que pouvait en attendre sa communauté. En tant de Secrétaire Exécutif, vous en avez fait cet instrument d'intégration de régions, de langues, de générations, de genres, de disciplines qui est devenu notre marque de fabrique.

En huit ans, nous avons vu notre institution grandir, en Afrique et dans le monde. Nos membres se recrutent dans tous les sous-régions d'Afrique et de sa diaspora. Par nos activités et programmes, nous atteignons des communautés universitaires jusque là marginales dans nos réseaux. Il y a deux ans, nous avons accueilli, et non subi, une évaluation programmatique et administrative du CODESRIA. Cette évaluation nous a confortés dans notre position de première

institution de promotion de recherche en sciences sociales en Afrique.

En tant qu'employés du CODESRIA, avec pour certains d'entre nous, des décennies de service, nous mesurons le chemin parcouru. Avec vous, certains d'entre nous travaillaient sous le cinquième secrétaire exécutif du CODESRIA. Nous avons suivi les pérégrinations du Conseil des bureaux de l'IDEP à notre siège actuel. Les 35 ans de vie du CODESRIA sont irrémédiablement liés à la nôtre. Nous avons cheminé avec l'institution et savons d'où elle vient. Mais plus important encore nous savons où va le Conseil.

D'aucuns penseront que ce n'est pas à nous de vous remercier pour votre contribution au CODESRIA, car comme vous, nous la servons. Mais nous devons vous remercier d'avoir été la locomotive d'un groupe de personnes qui n'aspire qu'à mettre ses connaissances et son énergie dans le travail exaltant qui est le nôtre.

Au nom de tous mes collègues du personnel local, je vous souhaite la santé et encore plus de réussites dans vos entreprises futures. Nous sommes sûrs que nous vous reverrons, comme auparavant, dans les programmes et les réseaux du CODESRIA.

Je vous remercie.

Kouassivi Abdon Sofonnou
CODESRIA

Institution. Inutile de revenir sur votre valeur intrinsèque, vos qualités. On vous sait travailleur, dynamique, rigoureux, engagé, simple, infatigable...

J'ai rencontré M. Olukoshi lors de mon premier séjour au CODESRIA au cours des années 2000-2001. Ce monsieur qui venait d'être recruté Secrétaire Exécutif, paraissait pour moi comme une mission pour la mise en place d'un programme d'ajustement structurel. C'était une période où le Conseil traversait une crise historique à la fois structurelle et financière. Le défi était de taille, l'objectif de la mission était noble, salutaire, mais les tâches pour y parvenir n'ont pas été faciles, ni pour le Secrétaire exécutif ni pour le staff. Il y eu des mécontentements, des départs, de la tristesse, des menaces, cependant le jeune nigérian est resté imperturbable. La mise en œuvre de la

reformait exigeait, une meilleure prise de conscience, plus de dévouement et surtout d'importants sacrifices.

M. Olukoshi, je vous sais très hostile, très allergique aux options de la banque mondiale, mais souffrez que je vous le dise, vous avez beaucoup emprunté du P.A.S en matière de style de gestion et de réforme. J'ai été victime des premières mesures d'urgence de la mise en œuvre de votre réforme. Assistant de recherche au programme Education & Finance, mon contrat n'a pu être renouvelé. Mais chose surprenante trois ans après, c'est toujours sous votre mandat que je fus recruté pour servir dans le même programme de Recherche. Ceci est un exemple de la rigueur avec laquelle vous avez menée les grandes réformes qui s'imposaient. Aujourd'hui, je consacre une bonne partie de mon temps à vous appuyer dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme collaboratif qui vous tient particulièrement à cœur. J'ai appris durant cette collaboration rapprochée, à mieux vous connaître, à prendre des initiatives sans vous attendre, à travailler sous pression, à faire face aux exigences des partenaires financiers, bref, cette collaboration fut pour moi une nouvelle expérience, une nouvelle école.

Les moments de séparation sont souvent pathétiques, troublants, émouvants, mais soyez en rassuré, vous avez réussi votre mission et vous pouvez en être fier, surtout de vos capacités intellectuelles et managériales. Je voudrais avant de finir vous témoigner de ma sympathie, de mon estime et vous renouveler tous mes remerciements pour votre contribution au développement du Conseil. Je vous souhaite bonne chance pour la suite et peut être là où vous allez atterrir pour la prochaine mission d'ajustement.

On est ensemble !

A bientôt !

Eléonor Diouf & Francine Adade
CODESRIA

Discours d'au revoir du membre du personnel du Bureau du Secrétaire Exécutif
Professeur Olukoshi,

Huit années se sont écoulées depuis votre arrivée au Conseil au mois de février 2001, années au cours desquels vous avez

servi le Conseil avec abnégation, courage et dévouement.

Ayant travaillé à vos côtés durant ces années, nous avons particulièrement été impressionnés par votre dynamisme, votre grande rigueur, votre force de caractère et votre capacité de travail hors du commun, doté d'une clairvoyance qui vous ont permis de diriger les hommes et les femmes de cette institution avec cran et droiture. Malgré l'énorme masse de travail qui croulait sur vos épaules.

Ceci n'a pas été facile pour nous également, mais nous étions certains de nous sacrifier pour la bonne cause, vu l'exemple que vous montrez à bien des égards.

Un autre enseignement que vous nous avez apportés, par votre volonté de porter le CODESRIA au plus niveau d'excellence est que l'une des plus nobles ambitions d'une personne est de se mettre au service des autres et non pas attendre d'être servis.

Votre réussite, Professeur Olukoshi, et celle de tout le CODESRIA est le fruit d'une volonté sans faille d'un travail acharné et de cette volonté de transmission, de coopération et de partage du savoir qui vous caractérise si bien.

A ce moment où vous vous apprêtez à évoluer sous d'autres cieux, nous souhaiterons vous remercier pour les enseignements que vous avez prodigués, et vous dire tous nos vœux de réussite dans l'exercice de vos nouvelles fonctions. Nous sommes certains que où que vous soyez, vous allez toujours garder un fil conducteur, qui pourra vous porter au CODESRIA, votre maison, lorsque vous le souhaiterez.

Vous allez beaucoup nous manquer
Professeur Olukoshi.

Georges KOBOU
Université de Yaoundé II-SOA
Membre du Comité Exécutif Sortant du
CODESRIA

C'est avec un réel plaisir que je prends part à la présente cérémonie, organisée en l'honneur de celui qui apparaîtra dorénavant comme une des rares figures emblématiques de la communauté des chercheurs en sciences sociales en Afrique. C'est une cérémonie se situant aux antipodes d'une tradition qui semble ryth-

mer la vie institutionnelle et sociale en Afrique, où l'on a souvent pris la fâcheuse habitude de ne rendre hommage aux illustres personnalités que lorsqu'elles ne sont plus en vie, avec le risque qu'elles ne puissent plus nous entendre.

Si nous considérons que la personne quittant une institution est un exemple, un modèle, une référence, alors il me semble naturel et cohérent de lui rendre hommage pendant qu'il est parmi nous, en chair et en os. A mon sens, cette démarche offre un double avantage : en premier lieu, elle lui permet de prendre la pleine mesure du travail accompli, que le rythme et la succession des actions n'ont pas permis d'apprécier. En second lieu, elle permet à ses collaborateurs et à d'autres personnes, de mieux s'enquérir de son expérience.

Je voudrais ici me risquer, en tant que Vice Président du Comité exécutif sortant, pour rendre un vibrant hommage à une personnalité tellement plurielle et multidimensionnelle, que je ne sais vraiment par quel angle le saisir pour décrypter son impressionnant bilan au cours de ses deux mandats passés à la tête du CODESRIA. Tout en sachant que la contrainte du temps m'invite à simplifier au maximum mon propos, je me limite à esquisser trois aspects de notre illustre personnage à qui nous rendons hommage en ce jour : d'abord le Professeur, ensuite le Secrétaire exécutif et enfin l'Ami.

1. Abebayo, Le Professeur

Sur ce registre, j'avoue ici, de manière solennelle, que je n'ai pas cessé d'être émerveillé par l'intellectuel très engagé pour la cause du continent qui sied en vous. Comment ne pas être séduit par votre posture comme apôtre d'une Afrique debout, mieux armée pour affronter sans complexe la compétition avec les autres continents ? Il ne s'agit pas d'une incantation, mais d'une réalité manifeste qui transparaît dans les idéaux ayant sous-tendu votre mission au sein de notre chère institution.

Votre arrivée à la tête du CODESRIA, il faut le rappeler, coïncide avec l'enlèvement de l'Afrique dans la crise économique, qui se superpose à la crise de la pensée sur le continent, particulièrement sur les questions liées à la recherche d'une voie spécifique pour promouvoir le développement. Sans verser dans l'afropessimisme ambiant, vous vous êtes armé

du courage que l'on vous connaît, en incitant vigoureusement et avec une dose de subtilité, la communauté des chercheurs en Sciences Sociales à mener une approche critique de la pensée dominante. Dans cette perspective, vous avez développé des activités de recherches susceptibles de déboucher sur l'élaboration des programmes se présentant comme des voies alternatives et pertinentes d'un développement durable du continent.

Avec beaucoup d'ardeur, de pugnacité et d'audace, on vous sait gré d'avoir permis que soit créé un cadre réceptif aux idées alternatives, en fédérant méthodiquement et harmonieusement les travaux menés par les chercheurs africains du continent et de la diaspora ainsi que les travaux des africanistes d'Europe, d'Amérique Latine et d'Asie. Le décryptage de ces différents travaux laisse apparaître que le développement ne repose pas seulement sur la richesse physique, fondamentalement encouragée par le marché.

Des aspects tels que la culture, l'art, la sociologie, le contexte, etc., viennent s'y greffer et contribuent à la remise en cause des programmes économiques conçus par les institutions internationales au début des années 80. Vos axes programmatiques fondés sur la pluridisciplinarité permettent de tracer les contours d'une recherche africaine à la fois innovante et innovée au cours de cette dernière décennie au CODESRIA. Oui, Monsieur Le Professeur, votre œuvre est colossale et porteuse, et je revois une fois de plus comment vous nous avez magistralement amené à vous suivre, avec beaucoup de volonté, de persévérance et de détermination. Bien évidemment, cette détermination vous a toujours habité, et sert d'éclairage au second aspect par lequel je me propose de vous cerner. C'est le registre de :

2. Olukoshi, le Secrétaire exécutif

Ce registre me conduit à relever deux traits dominants qui m'ont fortement impressionné en observant attentivement votre gestion courante des affaires : un leader charismatique et un panafricaniste engagé.

Votre charisme comme leader a été empreint d'un professionnalisme sans commune mesure et d'une exemplarité ayant constamment suscité notre admiration et notre fierté. Vous êtes un organisateur aux commandes, toujours présent au

CODESRIA, que vous soyez à Dakar ou hors de Dakar. Vous n'êtes pas ce modèle de leader qui donne des instructions et des ordres de loin. Au contraire, vous êtes très proche de vos collaborateurs, travaillant sans relâche avec les uns et les autres, en quête d'un résultat collectif. Le pseudonyme de « BAYOWORK », qui vous a été affectueusement attribué par vos collaborateurs, en dit long sur les rapports que vous avez tissés avec eux.

En tant que homme d'action, vous avez su bâtir un management pragmatique, incarnant une philosophie managériale fondée sur l'humanisme, avec comme trame de fond la valorisation des valeurs individuelles, des qualités et des capacités humaines de vos collaborateurs. Pétri de la vigueur et du dynamisme que nous vous connaissons, vous y avez intégré un style, celui d'un esprit solidaire et participatif. Ce n'est donc pas surprenant que ces éléments, conjugués à l'environnement cohésif que vous avez soigneusement mis en place, permettent de produire les performances du CODESRIA que nous louons implicitement dans le cadre de la présente cérémonie.

Au sortir d'ici, je m'en voudrais beaucoup s'il m'arrivait de faire table rase sur un autre point fort, à savoir l'esprit du panafricanisme, une préoccupation constamment prise au premier plan dans votre gestion au quotidien du CODESRIA. Je peux ici témoigner que malgré la montée en puissance des identités nationales factices qui ont marqué les années 2000, vous avez su, en votre qualité de Secrétaire Exécutif, conduire la grande famille des chercheurs vers des cimes, sans laisser à aucun moment transparaître vos préférences individuelles, voire vos préférences nationales.

Pendant tout votre mandat, l'idée force ayant commandé vos décisions, c'est l'Afrique, certes diverse, mais sans frontière. D'un point de vue anecdotique, je peux me permettre d'évoquer ici le conflit Nigéria-Cameroun, qui aurait pu éveiller l'instinct patriotique du citoyen que vous êtes, d'un grand pays aux moyens avérés pour s'imposer par la force dans ce conflit. Vous ayant assez souvent titillé à ce sujet, vous êtes toujours resté de marbre, me signifiant sempiternellement que de part et d'autre des frontières des deux pays, on ne trouve que les mêmes peuples. Merci, Monsieur l'Africain pour cette leçon que j'emprunte en passant pour dé-

peindre le troisième registre qui vous caractérise, à savoir,

3. Bayo, l'Ami

Bayo, je te connais depuis la fin des années 90, et je dois souligner combien de fois tu es resté, comme le disent les mathématiciens, une identité remarquable. L'amitié pour toi n'est pas une futilité, mais quelque chose de précieux, de sacré, et tu sais bien y faire la part des choses, t'efforçant chaque fois de ne pas l'entacher avec la réalité professionnelle. Non seulement tu es sincère, mais aussi, tu sais te débarrasser de ton statut de forte personnalité pour devenir un être anonyme avec tes amis. Je voudrais le souligner avec emphase au regard de deux faits majeurs qui m'ont bouleversé.

Le premier fait remonte à décembre 2008, lors des préparatifs de la 12^e Assemblée Générale du CODESRIA organisée à Yaoundé. A la suite d'un malentendu venant de ma part sur certains aspects de l'organisation, j'ai eu à t'interpeler pour avoir quelques éclaircissements. Non seulement tu me les apportas, mais en plus tu me fis craquer, car tu fondis en larmes. J'avais fini par réaliser que tu ne comprenais pas que je ne puisse pas te comprendre. Très ému, j'ai été secoué par une telle situation, qui n'était rien d'autre que la traduction d'une profondeur en amitié.

Un second fait marquant est intervenu à la faveur d'un événement malheureux, plus précisément le décès d'un de tes frères survenu à Lagos. Pour la circonstance, j'avais été commis par le CODESRIA pour t'assister aux obsèques. A mon arrivée, pendant que je m'apprêtais à aller m'installer à l'hôtel, tu me demandas spontanément de venir m'installer à la maison, me faisant savoir que j'étais chez moi. Mais alors que je venais pour partager ta peine, je me rendis compte que tu voulus plutôt rendre agréable mon séjour.

Certes, tu exprimais naturellement un trait de caractère très fort, qui te permet de dominer des épreuves. Mais c'était surtout et avant tout, la marque d'une profondeur et d'une sincérité en amitié, que j'ai eu le privilège de tester partout où nous nous sommes rencontrés. Tu es toujours à l'écoute de tout le monde, avec toujours la même simplicité que l'on te reconnaît.

Au regard de tout ce que je viens de relever, je dois dire, somme toute, que je peux

résumer notre illustre personnage par une formule lapidaire : Bayo le visionnaire. Cette vision s'apparente à une note d'espoir pour une Afrique en quête de crédibilité. Et je crois que Bayo, par son courage et sa détermination, montre que cela est possible. Au-delà, qu'il me soit permis de dire que Bayo m'a appris deux vertus cardinales qui caractérisent les grands hommes : l'acharnement au travail et l'humilité. Merci pour cette leçon magistrale.

Avant de terminer mon propos, permettez-moi, Mesdames et Messieurs, de vous faire partager cette réflexion empruntée à Sénèque : « *il n'y a pas de vent favorable pour celui qui ne sait où il va* ». En m'ins-

pirant de cette réflexion, je suis fier de souligner que Bayo, en sachant exactement où il a voulu mener le CODESRIA, constitue désormais cette boussole dont l'institution a besoin pour naviguer avec assurance. Au moment où il vient d'écrire une page importante de l'histoire du Conseil, les circonstances heureuses ont voulu qu'il passe le témoin à un enfant de la maison, Ebrima Sall, qui y a grandi en se forgeant une réputation reconnue de tous. Eu égard à l'humilité et le sens du devoir qui le caractérisent, je reste animé par l'idée qu'il portera encore plus haut le flambeau du CODESRIA, nous donnant ainsi l'occasion, dans quelques

années, de lui organiser une cérémonie d'hommage plus importante et plus magnifique que la présente. En vous quittant, je dois dire :

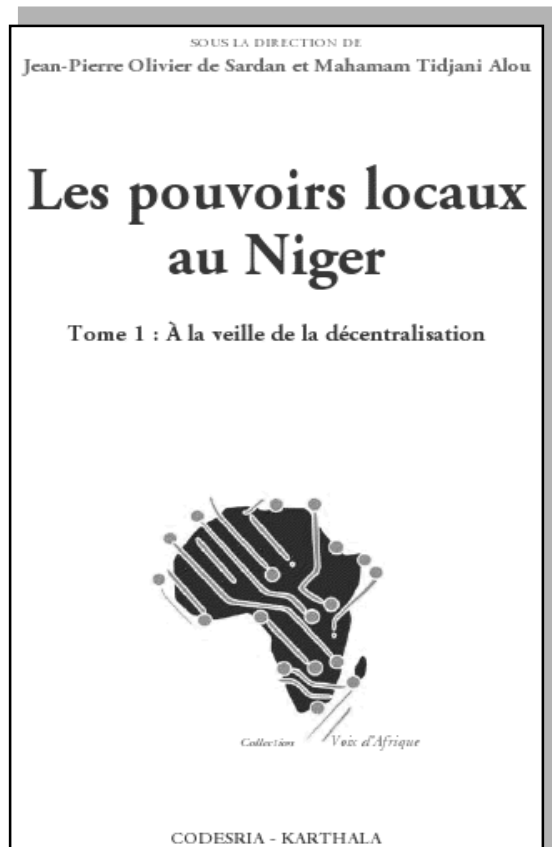
Merci à mon ami Bayo ;

Merci à Monsieur le Professeur Adebayo ;

Merci à Monsieur le Secrétaire Exécutif sortant ;

Bonne chance à Monsieur le Secrétaire Exécutif entrant.

Je vous remercie pour votre bienveillante attention.



Edité par Jean-Pierre Olivier de Sardan et Mahamam Tidjani Alou. CODESRIA et KARTHALA,

2009, 379 p.

ISBN CODESRIA : 978-2-86978-308-9 ;
ISBN Karthala : 978-2-8111-0306-4

Les pouvoirs locaux au Niger, Tome 1 : A la veille de la décentralisation

La mise en place des communes, étape cruciale des politiques de décentralisation en Afrique, ne se fait pas sur une terre vierge : ces nouvelles institutions prennent place dans des espaces sociaux et politiques complexes. C'est pourquoi on trouvera ici une analyse détaillée du fonctionnement des arènes politiques locales au Niger, avant les premières élections municipales de 2004.

Une réflexion analytique et théorique, toujours enracinée dans le terrain, traverse et sous-tend cet ouvrage. Elle porte sur les modes de gouvernance locale, la construction de l'Etat, la culture politique locale, les interactions entre institutions, groupes stratégiques et acteurs, la dialectique entre dynamiques locales et facteurs externes, les normes pratiques, le factionnalisme, les formes de légitimité, de revendication et de contestation, les registres de notabilité, la constitution d'un espace public local.

